

Chambre des Représentants

SESSION EXTRAORDINAIRE 1968.

7 OCTOBRE 1968.

PROJET DE LOI

portant mise à jour du texte français du Code forestier et établissant le texte néerlandais de ce même Code.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi établissant la version néerlandaise de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier.

Aux fins d'établir l'équivalence du texte français et du texte néerlandais du Code forestier, le Gouvernement soumet les modifications au texte français recommandées par le Conseil d'Etat à votre approbation.

Comme pour le Code civil le Code pénal et le Code d'instruction criminelle, il est proposé de reviser les textes néerlandais officiels postérieurs à la loi du 18 avril 1898.

Si vous approuvez le présent projet, les versions française et néerlandaise du Code forestier auront toutes deux valeur égale si bien que l'article 7 de la loi du 18 avril 1898 (aujourd'hui l'article 7 de la loi du 31 mai 1961) sera applicable à toutes les dispositions reprises dans le projet.

Le texte et le rapport sont l'œuvre de la Commission centrale de la langue juridique et administrative néerlandaise en Belgique. Le texte a été également examiné par la Commission chargée de l'élaboration du texte néerlandais de la Constitution, des codes et des lois et arrêtés principaux.

Le Gouvernement renvoie, en ce qui concerne la version néerlandaise de ces textes de loi, au rapport établi par la Commission. Ce rapport complète le présent exposé des motifs.

Le Gouvernement rend hommage à la conscience et au soin avec lesquels la Commission centrale s'est acquittée de sa tâche, tant du point de vue juridique que du point de vue linguistique.

Le Gouvernement croit pouvoir vous recommander l'approbation du présent projet.

Le Ministre de l'Agriculture,

Ch. HEGER.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1968.

7 OKTOBER 1968.

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de Franse tekst en vaststelling van de Nederlandse tekst van het Boswetboek.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Regering heeft de eer U een ontwerp van wet ter goedkeuring voor te leggen waarbij de Nederlandse tekst van het Boswetboek van 19 december 1854 wordt ingevoerd.

Ten einde de Nederlandse en de Franse tekst van het Boswetboek gelijkwaardig te maken legt de Regering de door de Raad van State aanbevolen wijzigingen aan de Franse tekst aan Uw bekrachtiging voor.

Zoals voor het Burgerlijk Wetboek, het Strafwetboek en het Wetboek van Strafvordering, wordt ook hier verbetering voorgesteld van de officiële Nederlandse teksten van na de wet van 18 april 1898.

Indien U aan het U voorgelegde ontwerp uw goedkeuring kunt hechten, zullen de Nederlandse en de Franse versie van het Boswetboek beide rechtskracht bezitten, zodat artikel 7 van de wet van 18 april 1898 (thans artikel 7 van de wet van 31 mei 1961) op alle in het ontwerp voorkomende bepalingen zal toepasselijk zijn.

De tekst en het verslag zijn het werk van de Centrale Commissie voor de Nederlandse Rechtstaal en Bestuurstaal in België. Deze tekst is mede onderzocht door de Commissie belast met de voorbereiding van de Nederlandse tekst van de Grondwet, de wetboeken en de voornaamste wetten en besluiten.

De Regering verwijst wat de Nederlandse versie van die wetteksten betreft, naar het verslag dat door de Centrale Commissie is opgesteld; het vult deze memorie van toelichting aan.

De Regering brengt hulde aan de nauwkeurigheid en de zorg waarmee de Commissie, zowel in juridisch als in taalkundig opzicht, haar opdracht heeft vervuld.

De Regering meent U dit ontwerp ter goedkeuring te mogen aanbevelen.

De Minister van Landbouw,

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Agriculture, le 26 mai 1967, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant établissement du texte néerlandais du Code forestier (loi du 19 décembre 1854) », ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 7 juillet 1967, a donné le 1^{er} février 1968 l'avis suivant :

Le projet de loi tend à établir une version néerlandaise du Code forestier qui, par sa nature et sa force obligatoire, soit l'équivalente de la version française.

Par lettre du 6 juillet 1967, le Ministre de l'Agriculture a amendé, sur certains points, le texte néerlandais proposé. Il a été tenu compte de ces modifications à l'examen du texte néerlandais des articles 124 et 174, ainsi que de l'intitulé du titre XI.

Dans les avis qu'il a donnés sur des projets de même nature, le Conseil d'Etat a exprimé l'opinion que si le texte néerlandais à établir doit, afin de satisfaire à la prescription de l'article 41 de la Constitution, être incorporé dans le projet de loi lui-même, il suffit cependant qu'il fasse l'objet d'un seul article. Le Parlement s'est rallié à cette opinion.

Le projet ne contient pas seulement la version néerlandaise des textes antérieurs à la loi du 18 avril 1898 — textes qui furent donc exclusivement rédigés en langue française —, mais aussi les dispositions législatives promulguées après 1898, dont il existe par conséquent une version néerlandaise authentique.

Comme le firent déjà les projets antérieurs, le présent projet dispose expressément que ces nouveaux textes remplaceront les anciens.

Partant du principe de l'équivalence du texte néerlandais et du texte français, consacré par l'article 7 de la loi du 31 mai 1961 (1), le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est impossible d'établir un texte néerlandais du Code forestier qui soit en concordance avec le droit en vigueur, s'il n'est procédé simultanément à une révision du texte français.

Une telle méthode, qui est de nature à contribuer à la sécurité juridique, a déjà été recommandée par le Conseil et adoptée par le législateur pour l'établissement de la version néerlandaise de la loi sur la chasse et du Code d'instruction criminelle (avis L.9212/2 et L.9062/2). Le Conseil d'Etat a également adopté cette ligne de conduite à l'occasion du projet de loi portant établissement de la version néerlandaise de la loi provinciale et de la loi communale (avis L.9437/1 du 23 juin 1966).

A présent il s'indique de procéder de la même manière pour le Code forestier.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de compléter l'intitulé du projet du Gouvernement et de le rédiger comme suit :

« Projet de loi portant mise à jour du texte français du Code forestier et établissant le texte néerlandais de ce même Code ».

L'ensemble des dispositions modificatives du texte français seraient alors groupées, dans l'ordre des articles du Code qu'elles modifient, en un seul article, qui constituerait l'article 1^{er} du projet.

L'article unique du projet gouvernemental deviendrait alors l'article 2, étant entendu que les modifications apportées au texte français en vertu de l'article 1^{er} auraient leur pendant dans le texte néerlandais.

La recherche des modifications formelles qui ont été apportées au Code forestier du 19 décembre 1854, ainsi que des modifications formelles que ce Code devrait subir, a été faite au départ des publications officielles parues au *Moniteur belge*. Ces mêmes publications ont servi d'instrument de travail pour l'examen de l'équivalence, du caractère complet et de l'exactitude du texte néerlandais proposé.

Le présent projet ayant pour but premier l'établissement d'une version néerlandaise du Code forestier, les propositions de modification du texte français seront limitées aux cas où elles sont indispensables à l'élaboration d'une version néerlandaise qui soit en harmonie avec le droit actuel. C'est pourquoi ces propositions modificatives n'auront, en principe, pour objet que des adaptations de pure forme, telles que l'abrogation de dispositions qui ont cessé d'être en vigueur, l'adaptation de dispositions qui ont été modifiées de manière implicite et la rectification de références devenues inexactes.

Ces propositions n'entendent donc pas modifier la teneur des dispositions qu'elles concernent, à moins qu'il n'apparaisse que certaines d'entre elles ne sont plus en concordance avec le droit actuel.

(1) Loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires (*Moniteur belge* du 21 juin 1961).

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26^e mei 1967 door de Minister van Landbouw verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « tot invoering van de Nederlandse tekst van het Boswetboek (wet van 19 december 1854) », zoals het door de Minister op 7 juli 1967 gewijzigd werd, heeft de 1^{er} februari 1968 het volgend advies gegeven :

Het ontwerp van wet heeft tot doel, een naar haar aard en verbindende kracht met de Franse versie gelijkwaardige Nederlandse versie van het Boswetboek in te voeren.

Bij brief van 6 juli 1967 heeft de Minister van Landbouw de ontworpen Nederlandse tekst op enkele punten geamendeerd. Daarmede wordt rekening gehouden bij de bespreking van de Nederlandse tekst van de artikelen 124 en 174 en van het opschrift van titel XI.

In zijn adviezen over ontwerpen van dezelfde aard, heeft de Raad van State de zienswijze geuit dat, ter voldoening aan het voorschrift van artikel 41 van de Grondwet, de in te voeren Nederlandse tekst in het ontwerp van wet zelf moet worden opgenomen, doch dat het voldoende is de tekst in één enkel artikel onder te brengen. Het Parlement heeft zich met die zienswijze verenigd.

Het ontwerp bevat niet enkel de Nederlandse versie van de teksten die vóór de wet van 18 april 1898 en dus enkel uitsluitend in het Frans tot stand gekomen waren. Ook de wettelijke bepalingen die na 1898 afgekondigd werden en waarvan dus reeds een authentieke Nederlandse versie bestaat, worden in de thans voorgestelde tekst opgenomen.

Zoals het in de vorige ontwerpen reeds het geval was, wordt ook in dit ontwerp uitdrukkelijk bepaald dat die nieuwe teksten de vorige zullen vervangen.

Uitgaande van het in artikel 7 van de wet van 31 mei 1961 (1) neergelegde beginsel van de gelijkwaardigheid van de Nederlandse en de Franse tekst, blijkt dat het onmogelijk is, een evenwaardige Nederlandse tekst van het Boswetboek in te voeren zonder een gelijktijdige herziening van de Franse tekst.

Een dergelijk procédé, dat de rechtszekerheid ten goede komt, werd door de Raad van State reeds aanbevolen en door de Wetgever aangenomen, ter gelegenheid van de invoering van de Nederlandse tekst van de Jachtwet en van het Wetboek van strafvordering (adviezen L.9212/2 en L.9062/2). Ook wat betreft het ontwerp van wet tot invoering van de Nederlandse tekst van de provinciewet en de gemeentewet, stond de Raad van State op hetzelfde standpunt (advies L.9437/1 van 23 juni 1966).

Thans wordt voorgesteld dezelfde werkmethode te volgen voor het Boswetboek.

Het opschrift van het ontwerp van de Regering zou derhalve moeten aangevuld worden en luiden als volgt :

« Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Franse tekst en vaststelling van de Nederlandse tekst van het Boswetboek. »

Verder zouden dan alle bepalingen tot wijziging van de Franse tekst, in de volgorde van de artikelen van het wetboek waarin ze wijzigingen aanbrengen, opgenomen worden in één enkel artikel, dat artikel 1 van het ontwerp zou worden.

Het enige artikel van het ontwerp van de Regering wordt dan artikel 2, met dien verstande dat de wijzigingen die krachtens artikel 1 worden aangebracht in de Franse tekst, ook hun weergave hebben in de Nederlandse tekst.

Het opsporen van de uitdrukkelijke wijzigingen die het Boswetboek van 19 december 1854 ondergaan heeft en van de formele wijzigingen die daarin moeten worden aangebracht, geschiedde aan de hand van de officiële publikaties in het *Belgisch Staatsblad*. Het onderzoek van de gelijkwaardigheid, de volledigheid en de juistheid van de voorgestelde Nederlandse tekst werd op grond van diezelfde publikaties gedaan.

Het voorgelegde ontwerp heeft voornamelijk tot doel een Nederlandse tekst van het Boswetboek in te voeren. Daarom zullen de voorstellen tot wijziging van de Franse tekst beperkt blijven tot de gevallen waarin zij noodzakelijk zijn voor de uitvoering van een Nederlandse tekst, die beantwoordt aan het vigerende recht, en derhalve in beginsel alleen zuiver formele aanpassingen tot voorwerp hebben, zoals de opheffing van bepalingen die niet meer gelden, de aanpassing van impliciet gewijzigde bepalingen en de verbetering van onjuist geworden verwijzingen.

Deze voorstellen zijn er dus niet op gericht bepalingen naar hun inhoud te wijzigen, tenzij mocht blijken dat sommige niet meer in overeenstemming zijn met het geldende recht.

(1) Wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen (*Belgisch Staatsblad*, 21 juni 1961).

Les observations sont formulées dans l'ordre des articles, sous la forme de propositions de texte numérotées, assorties du commentaire requis.

Les propositions relatives au texte français seront dès lors groupées avec leur numérotation, au sein de l'article 1^{er} du projet, dont la phrase liminaire serait ainsi conçue :

« Les modifications suivantes sont apportées dans le Code forestier du 19 décembre 1854 : ... ».

1^o A l'article 1^{er}, 2^o, les mots « des sections de commune » sont supprimés.

L'article 93 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, a supprimé les sections de commune en tant qu'entité juridique. Comme telles, elles ne peuvent donc plus être propriétaires de bois.

2^o A l'article 2, alinéa 1^{er}, les mots « à des sections de commune » sont supprimés.

Ces mots doivent être supprimés pour les mêmes motifs que ceux qui justifient l'adaptation de l'article 1^{er}, 2^o.

[Lors de l'examen du projet de texte néerlandais de l'alinéa 2 de l'article 2, il sera montré que le remplacement des mots « le Roi » et « arrêté royal » à cet article et dans quelques articles suivants, par les mots « le Ministre de l'Agriculture » et « arrêté ministériel » procède d'une interprétation erronée de l'arrêté royal n° 90 du 30 novembre 1939.

Du commentaire qui sera consacré à ce point, se dégagera l'opportunité de faire figurer, sous la version française de l'article 2, la note suivante :

« Arrêté royal n° 90 du 30 novembre 1939, attribuant au Ministre de l'Agriculture l'exercice des pouvoirs réservés au Roi par certains articles du Code forestier, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

» Article 1^{er}. — Les pouvoirs réservés au Roi par les articles 2, 7, 10, 20, 31, 32, 33, 34, 50, 105, 111, 112, 115, 116 et 118 du Code forestier sont exercés par Notre Ministre de l'Agriculture ».

Il suffirait, sous l'article 7 et sous les autres articles visés ci-dessus, d'ajouter la note suivante : « Voir note sous l'article 2 ».]

3^o Les alinéas 2 et 3 de l'article 14 sont abrogés.

Ces dispositions sont ainsi conçues :

« Toutefois, le cumul de l'emploi d'agent forestier avec les fonctions d'échevin ou de conseiller communal pourra être autorisé par le Roi, sur l'avis de la députation permanente du conseil provincial.

» Il en sera de même du cumul de tout emploi de l'administration forestière avec des fonctions administratives dans les communes où ne se trouve aucune propriété boisée soumise au régime forestier ».

L'article 14, alinéa 2, a été repris littéralement dans l'article 162 de la loi du 18 mai 1872 « contenant le Code électoral », mais le législateur ne s'est pas, à l'époque, prononcé sur l'abrogation de la même disposition dans le Code forestier.

L'article 14, alinéa 3, a été repris littéralement dans l'article 68, 8^o, de la loi du 12 septembre 1894 « relative aux élections communales », mais, à l'époque, le législateur ne s'est pas davantage prononcé sur l'abrogation de la même disposition dans le Code forestier.

C'est pourquoi les dispositions faisant l'objet de l'article 14, alinéas 2 et 3, se retrouvent dans la législation électorale. Elles constituent présentement l'article 67, 8^o, de l'arrêté royal du 4 août 1932 portant coordination de la législation électorale communale.

Le législateur ayant préféré insérer ces dispositions dans la législation électorale, de date plus récente, et une bonne technique législative ne s'accommodant pas du maintien des mêmes dispositions dans deux lois distinctes, il est proposé d'abroger expressément l'article 14, alinéas 2 et 3, du Code forestier.

4^o L'article 22 est abrogé.

Cet article était ainsi conçu :

« Article 22. — Les procès-verbaux... des agents forestiers... sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement ».

Il s'agit, en l'espèce, d'une abrogation purement formelle. En effet, cet article a déjà été abrogé expressément, mais non de manière spéciale dans le Code forestier, respectivement par l'article 290 du Code des droits d'enregistrement et par l'article 81 du Code des droits de timbre. Maintenant encore ces procès-verbaux sont exemptés de l'enregistrement en vertu de l'article 162, 5^o, du premier de ces codes, ainsi que du droit de timbre en vertu de l'article 59 [1], 20^o, du second code.

De opmerkingen worden naar de volgorde van de artikelen geformuleerd, in de vorm van genummerde tekstvoorstellen, gevolgd door de nodige commentaar.

De voorstellen met betrekking tot de bestaande Franse tekst zouden dus met hun nummer opgenomen worden in artikel 1 van het ontwerp, waarvan de inleidende zin zou luiden als volgt :

« In het Boswetboek van 19 december 1854 worden de volgende wijzigingen aangebracht : ... ».

1^o In artikel 1, 2^o, vervallen de woorden « des sections de commune ».

Artikel 93 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel heeft de gemeentesecties, als juridische entiteit, afgeschaft. Als dusdanig kunnen zij dus geen eigenaar meer zijn van bossen.

2^o In artikel 2, eerste lid, vervallen de woorden « à des sections de commune ».

Deze woorden moeten vervallen om dezelfde reden als aangegeven is voor de aanpassing van artikel 1, 2^o.

[Bij de bespreking van de ontworpen Nederlandse tekst van het tweede lid van artikel 2 zal aangetoond worden dat in dat artikel en een aantal volgende artikelen, de woorden « de Koning » en « koninklijk besluit » ten gevolge van een onjuiste interpretatie van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939, zijn vervangen door de woorden « de Minister van Landbouw » en « ministerieel besluit ».

Uit de commentaar die daaraan wordt gewijd, zal blijken dat het aanbeveling verdient eveneens in de Franse tekst, onder artikel 2, de volgende noot te doen voorkomen :

« Arrêté royal n° 90 du 30 novembre 1939, attribuant au Ministre de l'Agriculture l'exercice des pouvoirs réservés au Roi par certains articles du Code forestier, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

» Article 1^{er}. — Les pouvoirs réservés au Roi par les articles 2, 7, 10, 20, 31, 32, 33, 34, 50, 105, 111, 112, 115, 116 et 118 du Code forestier sont exercés par Notre Ministre de l'Agriculture ».

Onder artikel 7 en de andere hierboven bedoelde artikelen van de Franse tekst, zou dan eenvoudig als noot vermeld worden : « Voir note sous l'article 2 ».]

3^o Het tweede en het derde lid van artikel 14 worden opgeheven.

Die bepalingen luiden als volgt :

« Toutefois, le cumul de l'emploi d'agent forestier avec les fonctions d'échevin ou de conseiller communal pourra être autorisé par le Roi, sur l'avis de la députation permanente du conseil provincial.

» Il en sera de même du cumul de tout emploi de l'administration forestière avec des fonctions administratives dans les communes où ne se trouve aucune propriété boisée soumise au régime forestier ».

Artikel 14, tweede lid, werd woordelijk overgenomen in artikel 162 van de wet van 18 mei 1872 « contenant le Code électoral » doch de wetgever heeft zich toen niet uitgesproken over de opheffing van dezelfde bepaling in het Boswetboek.

Artikel 14, derde lid, werd woordelijk overgenomen in artikel 68, 8^o, van de wet van 12 september 1894 « relative aux élections communales » en toen heeft de wetgever zich evenmin uitgesproken over de opheffing van dezelfde bepaling in het Boswetboek.

Daaraan is het te wijten dat de bepalingen van artikel 14, tweede en derde lid, insgelijks voorkomen in de kieswetgeving. Zij vormen thans artikel 67, 8^o, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot coördinatie van de gemeentekieswetgeving.

Aangezien de wetgever er de voorkeur aan gegeven heeft deze bepalingen in de latere kieswetgeving op te nemen, en het niet strookt met een goede wetgevingstechniek dezelfde bepalingen in twee onderscheiden wetten te behouden, wordt voorgesteld thans artikel 14, tweede en derde lid, van het Boswetboek uitdrukkelijk op te heffen.

4^o Artikel 22 wordt opgeheven.

Dit artikel luidde als volgt :

« Article 22. — Les procès-verbaux... des agents forestiers... sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement ».

Het betreft hier een louter formele opheffing aangezien dit artikel reeds uitdrukkelijk maar niet speciaal, in het Boswetboek opgeheven werd, respectievelijk bij artikel 290 van het Wetboek der registratierechten en artikel 81 van het Wetboek der zegelrechten. Deze processen-verbaal zijn thans nog vrijgesteld van registratie krachtens artikel 162, 5^o, van het eerstgenoemde en van het zegelrecht, krachtens artikel 59 [1], 20^o, van het tweede genoemde wetboek.

5° A l'article 25, alinéa 3, la dernière phrase « Dans le cas contraire, il sera adressé par la voie de la poste aux lettres et chargé d'office » est remplacée par « Dans le cas contraire, il sera adressé sous pli recommandé à la poste ».

La rédaction proposée est en concordance avec l'article 226 du Code civil.

6° A l'article 69, alinéa 1^{er}, les mots « ou section de commune » sont supprimés.

Il ressort du texte qu'ici aussi la commune ou la section de commune est considérée comme propriétaire du bois d'où provient l'affouage à répartir. Dès lors, la suppression des mots « ou section de commune » s'impose pour les motifs déjà énoncés lors de l'examen des articles 1^{er} et 2.

7° A l'article 99, alinéas 1^{er} et 2, les mots « ou section de commune » et « ou section » sont remplacés par les mots « ou partie de commune ».

Tout comme l'article 100, l'article 99 fixe les modalités de l'exercice des droits de pâturage, de panage et de glandée (1).

Ainsi qu'il ressort de l'article 102, il ne s'agit pas, en l'occurrence, de droits de jouissance que les habitants exerceraient sur des biens appartenant à la commune ou à la section de commune sur le territoire de laquelle ils sont fixés, mais bien de droits d'usage établis sur des biens appartenant à d'autres communautés locales, à l'État ou, le cas échéant, à des particuliers.

Ces droits d'usage sont le plus souvent antérieurs au Code civil et ressortent à des temps très anciens. Leur contenu varie souvent de l'un à l'autre.

Il est généralement admis que ces droits d'usage constituent des servitudes réelles d'un caractère particulier, qui grèvent les bois au profit de la masse des habitations situées sur tout ou sur partie du territoire d'une commune. Ils sont exercés de manière individuelle par chaque chef de famille, en vue de satisfaire aux besoins de son ménage.

Ni la commune, ni la section de commune, dont il est question à l'article 99, ne sont donc les bénéficiaires des droits d'usage sur les bois.

Il s'ensuit que l'article 93 de la loi du 14 février 1961, en supprimant les sections de communes, n'a pas supprimé pour autant les droits d'usage sur les bois, établis au profit des habitations qui ressortissent à la section.

Sans doute pourrait-on se contenter de supprimer toute référence aux sections de commune. Toutefois, afin d'éviter tout malentendu quant à la portée d'une telle suppression, il apparaît préférable de remplacer l'expression « section de commune » par « partie de commune ».

Biffer sans plus à l'article 99, les mots « section de commune » reviendrait à interpréter l'article 93 de la loi du 14 février 1961, en ce sens qu'il aurait également supprimé les droits d'usage propres à la section. Or, tel n'est pas le cas. Si un doute devait encore subsister à cet égard, il suffirait de rappeler que de tels droits d'usage ne sont pas toujours réservés exclusivement aux habitants d'une section, mais que, dans certains cas, il en a été établi au profit de l'ensemble des habitants d'une commune ou au profit de communautés restreintes qui ne formaient pas des « sections de commune ». Ainsi, dans la province de Liège, il y avait encore au moins onze communes qui comptent des communautés d'usagers ne constituant ni une commune, ni une section de commune.

8° A l'article 100, les mots « ou section de commune usagère » sont remplacés par les mots « partie de commune ».

Le commentaire consacré à l'article 99 vaut aussi pour cet article.

9° A l'article 109, la référence à l'article 475 du Code pénal est remplacée par une référence à l'article 422ter du même Code.

L'article 109, en visant l'article 475 du Code pénal, fait en réalité

(1) Cass. 7.1.1842 (Pas. 1842, I, p. 111); Cass. 22.6.1866 (Pas. 1866, I, p. 254); Cass. 29.3.1867 (Pas. 1867, I, p. 274).

De Page, Tr. élém. de dr. civ., t. VI, nos 486 et 516.

Planiol et Ripert, Tr. élém. de dr. civ., 11^e éd., 1928, t. I, n° 2877 (voir cependant aussi Planiol, Tr. élém. de dr. civ., t. I, nos 3032 à 3034).

Laurent, Princ. de dr. civ., t. VII, n° 104.

Novelles, Code forestier, n° 111.

Rép. prat. de dr. belge, Forêt, nos 427 et suiv.

Alg. prakt. rechtsv., Erfdienstbaarheden, n° 121.

Pand. belges, Droits d'usage dans les forêts, t. XXXIII, nos 67 et suiv.

5° In artikel 25, derde lid, wordt de laatste zin « Dans le cas contraire, il sera adressé par la voie de la poste aux lettres et chargé d'office » vervangen als volgt: « Dans le cas contraire, il sera adressé sous pli recommandé à la poste ».

De voorgestelde redactie is in overeenstemming met artikel 226 van het Burgerlijk Wetboek.

6° In artikel 69, eerste lid, vervallen de woorden « ou section de commune ».

De tekst wijst uit dat de gemeente of de gemeentesectie hier ook beschouwd wordt als eigenaar van het bos, waarvan het te verdelen hout afkomstig is. Bedoelde woorden dienen te vervallen op grond van de overweging die geldt voor de schrapping van het woord « gemeentesectie » in de artikelen 1 en 2.

7° In artikel 99, eerste en tweede lid, worden de woorden « ou section de commune » en « ou section » vervangen door de woorden « ou partie de commune ».

Artikel 99, evenals artikel 100 trouwens, stelt nadere regelen voor de uitoefening van het recht van veeeweide, varkensweide of eikel-oogst (1).

Zoals uit artikel 102 blijkt, gaat het ter zake niet om genotsrechten die inwoners bezitten op goederen toebehorende aan de gemeente of gemeentesectie op het grondgebied waarvan zij gevestigd zijn, maar wel om gebruiksrechten die betrekking hebben op goederen van andere plaatselijke gemeenschappen, van de Staat of, in voorkomend geval, van particulieren.

De overgrote meerderheid van deze gebruiksrechten dagteken van vóór het Burgerlijk Wetboek en is van zeer oude herkomst. Naar hun inhoud vertonen zij vaak onderlinge verschillen.

Algemeen wordt aanvaard dat bedoelde gebruiksrechten zakelijke erfdienstbaarheden zijn van een bijzondere soort, die bossen bezwaren tot gebruik of ten nutte van de massa van woningen die op het gehele grondgebied of op een deel van het grondgebied van een gemeente opgericht zijn. Zij worden individueel door ieder gezinshoofd uitgeoefend ter voldoening van de behoeften van zijn gezin.

Noch de gemeente, noch de gemeentesectie, waarvan sprake in artikel 99, zijn de beneficianten van de gebruiksrechten op de bossen.

Hieruit volgt, dat de afschaffing van de gemeentesectie door artikel 93 van de wet van 14 februari 1961 niet medebrengt dat ook werden afgeschaft de gebruiksrechten op bossen gevestigd ten voordele van de woningen die van de sectie deel uitmaken.

Men zou kunnen volstaan met iedere verwijzing naar gemeentesecties te schrappen. Om misverstand te vermijden omtrent de draagwijdte van een dergelijke schrapping, lijkt het evenwel de voorkeur te verdienen te werken met de uitdrukking « partie de commune » in plaats van de termen « section de commune ».

De loutere schrapping van het woord « gemeentesectie » in artikel 99, zou althans neerkomen op een interpretatie van artikel 93 van de wet van 14 februari 1961, in die zin dat dat artikel eveneens de aan de sectie verbonden gebruiksrechten heeft afgeschaft. Zulks blijkt niet het geval te zijn. Mocht daaromtrent nog twijfel bestaan, dan wordt de aandacht gevestigd op het feit dat dergelijke gebruiksrechten niet in alle gevallen uitsluitend ten voordele van de tot een sectie behorende inwoners werden gevestigd, maar dat er ook gevallen zijn waarin zij in het voordeel van alle inwoners van een gemeente of ten behoeve van beperkte gemeenschappen, die geen « gemeentesecties » vormden, werden toegekend. Thans nog zouden er in ten minste elf gemeenten van de provincie Luik gebruiksgemeenschappen bestaan, die noch een gemeente, noch een sectie vormen.

8° In artikel 100 worden de woorden « ou section de commune usagère » vervangen door de woorden « partie de commune ».

De commentaar bij artikel 99 geldt eveneens voor dit artikel.

9° In artikel 109 wordt de verwijzing naar artikel 475 van het Strafwetboek vervangen door een verwijzing naar artikel 422ter van hetzelfde wetboek.

De verwijzing in artikel 109 naar artikel 475 van het Strafwetboek

(1) Cass. 7.1.1842 (Pas. 1842, I, p. 111); Cass. 22.6.1866 (Pas. 1866, I, p. 254); Cass. 29.3.1867 (Pas. 1867, I, p. 274).

De Page, Tr. élém. de dr. civ., t. VI, nos 486 en 516.

Planiol et Ripert, Tr. élém. de dr. civ., 11^e uitg., 1928, t. I, n° 2877 (zie nochtans ook Planiol, Tr. élém. de dr. civ., t. I, n° 3032 tot 3034).

Laurent, Princ. de dr. civ., t. VII, n° 104.

Novelles, Code forestier, n° 111.

Rép. prat. de dr. belge, Forêt, n° 427 en vlg.

Alg. prakt. rechtsv., Erfdienstbaarheden, n° 121.

Pand. belges, Droits d'usage dans les forêts, t. XXXIII, n° 67 en vlg.

référence à l'article 475, 12°, du Code pénal de 1810, qui était ainsi conçu :

« Article 475. — Seront punis d'amende, depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement : ... »

» 12° Ceux qui, le pouvant, auront négligé ou refusé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondations, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de ... ».

Cet article a été remplacé par l'article 556, 5°, du Code pénal de 1867, qui disposait :

« Article 556. — Seront aussi punis d'une amende de cinq francs à quinze francs : ... »

» 5° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de ... ».

L'article 556, 5°, du Code pénal a été expressément abrogé par la loi du 6 janvier 1961, laquelle a inséré dans le Code pénal une disposition analogue, à savoir : l'article 422ter.

L'infraction que l'article 556, 5°, réprimait comme une contravention de deuxième classe, est actuellement punie en vertu de la loi de 1961, comme un délit.

10° L'article 110, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante : « Les articles 36 et 37, alinéas premier et trois, du Code rural sont applicables aux arbres de lisières des bois et forêts » ; à l'alinéa 2, les mots « de cet article » sont remplacés par les mots « de l'article 37 précité ».

Cet article se réfère à l'article 672 du Code civil, qui portait :

« Article 672. — Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches. Si ce sont des racines qui avancent sur son héritage il a le droit de les y couper lui-même ».

Les articles 669 à 675 du Code civil ont été expressément abrogés par l'article 98, alinéa 2, 10°, du Code rural du 7 octobre 1886. S'il n'est pas stipulé en termes exprès aux articles 36 et 37 du Code rural qu'ils remplacent les susdits articles du Code civil, leur contenu est, en tout état de cause, identique :

« Article 36. — Le voisin peut exiger que les arbres, haies, arbrisseaux et arbustes plantés à une distance moindre que la distance légale soient arrachés.

» Article 37. — Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

» Les fruits tombés naturellement sur la propriété du voisin lui appartiennent.

» Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

» Le droit de couper les racines ou de faire couper les branches est imprescriptible ».

Il ressort clairement des travaux préparatoires du Code forestier, que l'intention était de remplacer les articles 669 à 675 du Code civil par des dispositions nouvelles (Chambre des Représentants, séance du 24 février 1886, *Ann. parl.*, p. 638).

11° A l'article 117, les mots « formant une population agglomérée » sont remplacés par les mots « formant une agglomération d'habitations ».

Il résulte du contexte que la disposition vise plutôt quelques maisons groupées où vivent un certain nombre d'habitants. Dans ce sens notamment, le commentaire de l'article 117, dans les *Pandectes belges*, V° Bois et Forêts, n°s 547 et 548 :

« D'après le règlement provincial du Luxembourg du 14 juillet 1847, on entend par population agglomérée une réunion de trois maisons au moins, occupées par des chefs de famille, et qui se trouvent à une distance de moins de deux cents mètres l'une de l'autre ».

12° L'article 132 est abrogé.

Cette disposition, aux termes de laquelle seuls les tribunaux correctionnels peuvent connaître des infractions commises dans les bois soumis au régime forestier, a déjà été abrogée implicitement par l'article 1er de l'arrêté royal n° 59 du 10 janvier 1935, qui a remplacé l'article 138 du Code d'instruction criminelle et a donné compétence au juge de

is een verwijzing naar artikel 475, 12°, van het Strafwetboek van 1810, dat luidde als volgt :

« Article 475. — Seront punis d'amende, depuis six francs jusqu'à dix francs inclusivement : ... »

» 12° Ceux qui, le pouvant, auront négligé ou refusé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondations, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de ... ».

Dat artikel werd vervangen door artikel 556, 5°, van het Strafwetboek van 1867, dat luidde als volgt :

« Article 556. — Seront aussi punis d'une amende de cinq francs à quinze francs : ... »

» 5° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de ... ».

Artikel 556, 5°, van het Strafwetboek werd uitdrukkelijk opgeheven bij de wet van 6 januari 1961, die een soortgelijke bepaling in het Strafwetboek heeft ingevoegd onder artikel 422ter.

Het misdrijf dat in artikel 556, 5° bestraft werd als overtreding van de tweede klasse, wordt thans, krachtens de wet van 1961, bestraft als wanbedrijf.

10° Artikel 110, eerste lid, wordt vervangen als volgt : « Les articles 36 et 37, alinéas premier et trois, du Code rural sont applicables aux arbres de lisières des bois et forêts » ; in het tweede lid worden de woorden « de cet article » vervangen door de woorden « de l'article 37 précité ».

Dat artikel verwijst naar artikel 672 van het Burgerlijk Wetboek. Dit laatste artikel luidde als volgt :

« Article 672. — Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches. Si ce sont des racines qui avancent sur son héritage il a le droit de les y couper lui-même ».

De artikelen 669 tot 675 van het Burgerlijk Wetboek werden uitdrukkelijk opgeheven bij artikel 98, tweede lid, 10°, van het Veldwetboek van 7 oktober 1886. Wel werd in de artikelen 36 en 37 van het Veldwetboek niet uitdrukkelijk bepaald dat zij de bedoelde artikelen van het Burgerlijk Wetboek vervangen, maar zij hebben dezelfde inhoud en luiden trouwens als volgt :

« Article 36. — Le voisin peut exiger que les arbres, haies, arbrisseaux et arbustes plantés à une distance moindre que la distance légale soient arrachés.

» Article 37. — Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

» Les fruits tombés naturellement sur la propriété du voisin lui appartiennent.

» Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

» Le droit de couper les racines ou de faire couper les branches est imprescriptible ».

Uit de parlementaire voorbereiding van het Veldwetboek blijkt ook duidelijk dat het de bedoeling was de artikelen 669 tot 675 van het Burgerlijk Wetboek door nieuwe bepalingen te vervangen (Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 24 februari 1886, *Parl. Ann.*, blz. 638).

11° In artikel 117 worden de woorden « formant une population agglomérée » vervangen door de woorden « formant une agglomération d'habitations ».

Uit het tekstverband blijkt, dat hier veeleer bedoeld zijn verscheidene bij elkaar staande woningen, waarin enige bevolking samenwoont. In die zin luidt ook de commentaar van artikel 117, in *Pandectes belges*, V° Bois et Forêts, n°s 547 en 548 :

« D'après le règlement provincial du Luxembourg du 14 juillet 1847, on entend par population agglomérée une réunion de trois maisons au moins, occupées par des chefs de famille, et qui se trouvent à une distance de moins de deux cents mètres l'une de l'autre ».

12° Artikel 132 wordt opgeheven.

Deze bepaling, volgens welke alleen de correctionele rechtbanken bevoegd zijn om kennis te nemen van bosmisdrijven in bossen onder bosregeling, is reeds impliciet opgeheven ingevolge artikel 1 van het koninklijk besluit n° 59 van 10 januari 1935, dat artikel 138 van het Wetboek van Strafvordering vervangen heeft en de vrederechter

paix pour connaître de toutes les infractions prévues par le Code forestier. L'article 132 peut, dès lors, être expressément abrogé dans le Code forestier.

13° A l'article 133, les mots « et de l'acte d'affirmation » sont supprimés.

L'article unique de la loi du 15 décembre 1928 dispose : « Les dispositions légales prescrivant l'affirmation des procès-verbaux d'infraction ou subordonnant leur force probante à cette formalité, sont abrogées ».

Dès lors, la suppression de ces mots à l'article 133 ne constitue, ici aussi, qu'une adaptation explicite du texte du Code forestier.

14° A l'article 134, alinéa 2, le mot « huissiers » est remplacé par « huissiers de justice ».

La modification ne tend qu'à la mise en concordance expresse de cette disposition avec l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice.

15° L'article 151 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 151. — En condamnant à l'amende, les cours et tribunaux pourront ordonner qu'à défaut de paiement, elle soit remplacée par un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois pour les condamnés à raison de délit, et trois jours pour les condamnés à raison de contravention ».

Aux termes de l'article 151, le juge est tenu, selon le cas, d'infliger une peine d'emprisonnement :

- de trois mois au maximum, si l'amende et les autres condamnations, c'est-à-dire les condamnations à des restitutions, des dommages-intérêts et des frais, excèdent 25 francs;
- de sept jours au maximum, si l'amende est inférieure à 25 francs.

Pour le premier cas, le Code forestier de 1854 n'établit pas encore la distinction, inaugurée par le Code pénal de 1867, en ce qui concerne l'emprisonnement subsidiaire (article 40) et la contrainte par corps (articles 46 et 47).

Cette distinction n'était pas encore faite dans le Code pénal de 1810, qui prévoit la contrainte par corps, tant dans le cas de non-paiement de l'amende que dans le cas de non-restitution ou de non-paiement des dommages-intérêts et des frais (« Article 52. — L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps »).

Dans le premier cas visé par l'article 151, il est encore fait application de la réglementation de 1810.

C'est à dessein que l'article 151 du Code forestier reprend cette réglementation : une contrainte par corps de trois mois au maximum doit être appliquée si l'amende et les autres condamnations excèdent 25 francs — afin d'éviter par là que le juge n'ait à prononcer, d'abord, une contrainte par corps pour non-paiement de l'amende, puis une contrainte par corps pour non-restitution et, enfin, une contrainte par corps pour non-paiement des dommages-intérêts, ce qui élèverait la durée totale de la contrainte de manière excessive.

Attirant l'attention de la Chambre sur le but poursuivi, le Ministre de la Justice a commenté le texte de la manière suivante (*Ann. parl., Chambre, session 1851-1852, séance du 18 mars 1852, p. 877*) :

« Le projet primitif offrait, à mon sens, une lacune : il faisait dépendre exclusivement la durée de l'emprisonnement de l'amende qui était prononcée; il ne s'occupait pas des frais et des autres condamnations pécuniaires. J'ai pensé qu'il fallait faire dépendre l'emprisonnement, non seulement de l'amende, mais aussi des condamnations à des restitutions et à des frais, pour ne pas prolonger indéfiniment la contrainte par corps qui pourrait être exercée pour obtenir le paiement soit des autres condamnations, soit des frais eux-mêmes. Je crois que l'emprisonnement est fixé à un maximum assez élevé pour qu'il soit un moyen de contrainte suffisant, et quant à l'amende proprement dite et quant aux autres condamnations pécuniaires ».

Le Code pénal de 1867 a introduit une distinction entre l'emprisonnement subsidiaire et la contrainte par corps.

— L'emprisonnement subsidiaire doit être considéré, conformément à l'article 40 de ce Code, comme une peine qui remplace l'amende en cas de non-paiement de celle-ci, tandis que la contrainte par corps ne constitue pas une peine, mais une mesure d'exécution en vertu de laquelle le débiteur de la restitution, des dommages-intérêts ou des frais, est emprisonné afin de le forcer à payer sa dette (*Cass. 7 octobre 1935, Pas. 1935, I, p. 354*). Cette distinction de principe n'est pas faite dans l'article 151 du Code forestier.

bevoegd heeft gemaakt voor alle in het Boswetboek omschreven misdrijven. Thans kan artikel 132 op uitdrukkelijke wijze in het Boswetboek worden opgeheven.

13° In artikel 133 vervallen de woorden : « et de l'acte d'affirmation ».

Het enige artikel van de wet van 15 december 1928 bepaalt immers : « De wetsbepalingen waarbij voorgeschreven wordt dat de processen-verbaal van misdrijven moeten bevestigd worden en waarbij de bewijskracht van de processen-verbaal van die bevestiging afhankelijk wordt gesteld, worden ingetrokken ».

De schrapping van de bedoelde woorden in artikel 133 is dus nogmaals een uitdrukkelijke aanpassing van de tekst van het Boswetboek.

14° In artikel 134, tweede lid, wordt het woord « huissiers » vervangen door « huissiers de justice ».

Deze wijziging is erop gericht uitdrukkelijk tegemoet te komen aan artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders.

15° Artikel 151 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Article 151. — En condamnant à l'amende, les cours et tribunaux pourront ordonner qu'à défaut de paiement elle soit remplacée par un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois pour les condamnés à raison de délit, et trois jours pour les condamnés à raison de contravention ».

Volgens artikel 151 is de rechter gehouden gevangenisstraf op te leggen, naar gelang van het geval :

- van ten hoogste drie maanden, indien de geldboete en de andere veroordelingen, te weten de veroordelingen tot teruggave, schadevergoeding en de kosten, meer dan 25 frank bedragen;
- van ten hoogste zeven dagen, indien de geldboete lager is dan 25 frank.

Voor het eerste geval maakt het Boswetboek van 1854 nog het onderscheid niet dat het Strafwetboek van 1867 heeft ingevoerd wat de vervangende gevangenisstraf (artikel 40) en de lijfswang (artikelen 46 en 47) betreft.

Zodanig onderscheid kwam nog niet voor in het Strafwetboek van 1810, dat lijfswang oplegt, zowel voor het geval dat de geldboete niet betaald wordt, als voor het geval dat de teruggave niet gedaan of de schadevergoeding niet uitgekeerd wordt of de kosten niet betaald worden (« Article 52. — L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps »).

Voor het eerste in artikel 151 beoogde geval wordt nog toepassing gemaakt van de in 1810 geldende regeling.

Met opzet wordt een dergelijke regeling in artikel 151 van het Boswetboek aangewend : lijfswang van ten hoogste drie maanden moet worden opgelegd, wanneer de geldboete en de andere veroordelingen 25 frank te boven gaan (« si l'amende et les autres condamnations excèdent 25 francs »). — om aldus te voorkomen dat de rechter lijfswang zou moeten opleggen voor het in gebreke blijven van de betaling der geldboete, daarenboven lijfswang voor het gemis van teruggave, en daarenboven nogmaals lijfswang voor de niet-betaling van de schadevergoeding, hetgeen de gezamenlijke duur van de lijfswang te hoog zou opvoeren.

De Minister van Justitie heeft de Kamer op die bedoeling gewezen en de tekst toegelicht als volgt (*Parl. Ann., Kamer, zitting 1851-1852, vergadering van 18 maart 1852, blz. 877*) :

« Le projet primitif offrait, à mon sens, une lacune : il faisait dépendre exclusivement la durée de l'emprisonnement de l'amende qui était prononcée; il ne s'occupait pas des frais et des autres condamnations pécuniaires. J'ai pensé qu'il fallait faire dépendre l'emprisonnement, non seulement de l'amende, mais aussi des condamnations à des restitutions et à des frais, pour ne pas prolonger indéfiniment la contrainte par corps qui pourrait être exercée pour obtenir le paiement soit des autres condamnations, soit des frais eux-mêmes. Je crois que l'emprisonnement est fixé à un maximum assez élevé pour qu'il soit un moyen de contrainte suffisant, et quant à l'amende proprement dite et quant aux autres condamnations pécuniaires ».

Het latere Strafwetboek van 1867 heeft een onderscheid ingevoerd tussen de vervangende gevangenisstraf en de lijfswang.

— Vervangende gevangenisstraf is, op grond van artikel 40 van dat wetboek, te beschouwen als een straf, die de geldboete vervangt wanneer deze niet betaald wordt, terwijl lijfswang geen straf is maar een maatregel van tenuitvoerlegging waarbij de schuldenaar van de teruggave, schadevergoeding of kosten, in de gevangenis wordt opgesloten om hem te verplichten zijn schuld te betalen. (*Cass. 7 oktober 1935, Pas. 1935, I, p. 354*). Dit principieel onderscheid wordt niet gemaakt in artikel 151 van het Boswetboek.

- Le juge pénal a, sur la base du même article 40, la faculté d'appliquer une peine d'emprisonnement subsidiaire, tandis que l'article 151 du Code forestier lui fait obligation de ce faire.
- En vertu du même article 40, la durée de l'emprisonnement subsidiaire ne peut excéder trois mois pour les condamnés à raison de délit, et trois jours pour les condamnés à raison de contravention, tandis que l'article 151 du Code forestier fixe cette durée à trois mois pour une contravention ou un délit (amende+restitution+dommages-intérêts+frais, le tout excédant 25 francs) et à sept jours pour toute contravention (amende de 1 à 25 francs).

Il n'y a aucun motif pour maintenir, dans le Code forestier, ces dérogations au droit pénal ordinaire, et de ne pas y introduire la distinction qui est faite, depuis le Code pénal de 1867, entre l'emprisonnement subsidiaire et la contrainte par corps. Dès lors, il est proposé de remplacer l'ensemble de l'article 151 par une disposition traitant de l'emprisonnement subsidiaire, qui soit conforme à l'article 40 du Code pénal.

16° Les articles 152 et 153 sont abrogés.

L'article 152 est identique à la première phrase de l'article 41 du Code pénal. Il peut être omis sans inconvénient.

L'article 153 contient deux sortes de prescriptions relatives à la contrainte.

En ce qui concerne la condamnation aux frais prononcée au profit de l'Etat, la durée de la contrainte sera déterminée par le jugement ou l'arrêt, sans qu'elle puisse être inférieure à huit jours, ni excéder trois mois. Néanmoins, les condamnés qui justifieront de leur insolvabilité, suivant le mode prescrit par les lois ordinaires de la procédure criminelle, seront mis en liberté après avoir subi sept jours de contrainte, quand les frais n'excéderont pas 25 francs.

Le texte de l'article 153 du Code forestier a été littéralement reproduit à l'article 58 de la loi du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps. Toutefois, l'article 48, alinéa 3, de cette loi disposait que les articles 151 et 153 du Code forestier étaient maintenus en vigueur.

L'article 58 de la loi de 1859 a été, ensuite, littéralement reproduit à l'article 47 du Code pénal du 8 juin 1867, les derniers mots « quand les frais n'excéderont pas 25 francs » étant toutefois omis. L'article 153 du Code forestier, qui est une disposition particulière, ne s'en est pas trouvé modifié.

Enfin, l'article 153 a été expressément abrogé par l'article 7 de la loi du 27 juillet 1871 sur la contrainte par corps.

Cette loi a supprimé la contrainte par corps, sauf les cas qu'elle détermine, à savoir :

- en matière pénale, pour l'exécution des condamnations aux restitutions et aux dommages-intérêts, la contrainte par corps doit, à la demande de la partie lésée, être obligatoirement prononcée par le juge (article 1^{er});
- en toute autre matière, pour l'exécution des condamnations à des restitutions et à des dommages-intérêts, lorsque les restitutions et les dommages-intérêts sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale ou d'un acte illicite, commis méchamment ou de mauvaise foi, le juge a la faculté, à la demande de la partie lésée, de prononcer la contrainte par corps (article 2).

La contrainte par corps ne peut être prononcée que pour une somme excédant trois mille francs (article 3, modifié par la loi du 1^{er} mars 1949).

La durée de la contrainte par corps est déterminée par le jugement ou l'arrêt, d'après la gravité de la faute commise et l'étendue du dommage à réparer, sans qu'elle puisse excéder une année (article 5).

En ce qui concerne la condamnation aux frais, la loi de 1871 se réfère à l'article 47 du Code pénal, qu'elle maintient expressément en vigueur (article 7). La durée de cette contrainte par corps est déterminée par le jugement ou l'arrêt, sans que cette durée puisse être inférieure à huit jours ou supérieure à six mois. Lorsque les frais dépassent 3 000 francs, le juge est tenu de prononcer la contrainte (Cass. 15 janvier 1923, *Pas.* 1923, I, p. 159).

L'article 48 de la loi du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps, qui avait explicitement maintenu les articles 151 et 153 du Code forestier, n'est pas mentionné, à l'article 7 de la loi de 1871, parmi les articles de la loi de 1859 maintenus expressément en vigueur et est, dès lors, du nombre des articles de la loi de 1859 ayant fait l'objet d'une abrogation expresse.

L'abrogation de l'article 153 du Code forestier a donc eu pour conséquence d'obliger le juge, en matière de délits forestiers, de faire application, tant pour les restitutions et les dommages-intérêts que pour les frais, du droit commun en matière de contrainte par corps, tel qu'il est fixé par les articles 47 et 48 du Code pénal et par les lois des 21 mars 1859 et 27 juillet 1871.

Il est dès lors proposé de supprimer en termes exprès l'article 153.

- Op grond van hetzelfde artikel 40 staat het de strafrechter vrij een vervangende gevangenisstraf toe te passen, terwijl artikel 151 van het Boswetboek hem verplicht deze straf op te leggen.
- Krachtens hetzelfde artikel 40 mag de duur van de vervangende gevangenisstraf drie maanden voor hen die wegens wanbedrijf, en drie dagen voor hen die wegens overtreding zijn veroordeeld, niet te boven gaan, terwijl artikel 151 van het Boswetboek die duur bepaalt op drie maanden voor een overtreding of wanbedrijf (geldboete+teruggave+schadevergoeding+kosten, samen meer dan 25 frank) en op zeven dagen voor elke overtreding (geldboete van 1 tot 25 frank).

Er is geen reden om deze afwijkingen van het gewone strafrecht in het Boswetboek te handhaven en daarin niet het onderscheid in te voeren dat sedert het Strafwetboek van 1867 tussen vervangende gevangenisstraf en lijfswang wordt gemaakt. Daarom wordt voorgesteld artikel 151 in zijn geheel te vervangen door een bepaling betreffende de vervangende gevangenisstraf, die overeenstemt met artikel 40 van het Strafwetboek.

16° De artikelen 152 en 153 worden opgeheven.

Artikel 152 luidt zoals de eerste volzin van artikel 41 van het Strafwetboek. Het kan zonder bezwaar geschrapt worden.

Artikel 153 bevat tweeërlei voorschriften in verband met de op te leggen lijfswang.

Wat betreft de veroordeling in de kosten ten bate van de Staat, wordt de duur van de lijfswang bij het vonnis of het arrest bepaald, zonder dat die duur minder dan acht dagen of meer dan drie maanden mag zijn. Veroordeelden die van hun onvermogen doen blijken op de wijze bij de gewone wetten van strafvordering voorgeschreven, worden echter in vrijheid gesteld na zeven dagen lijfswang te hebben ondergaan, wanneer de kosten niet hoger zijn dan 25 frank.

De tekst van artikel 153 van het Boswetboek werd letterlijk overgenomen in artikel 58 van de wet van 21 maart 1859 op de lijfswang. In artikel 48, derde lid, van die wet werd echter bepaald dat de artikelen 151 en 153 van het Boswetboek ongewijzigd van kracht blijven.

Artikel 58 van de wet van 1859 werd daarna letterlijk overgenomen in artikel 47 van het Strafwetboek van 8 juni 1867, maar hierin werden de laatste woorden « quand les frais n'excéderont pas 25 francs » weggelaten. Daardoor werd artikel 153 van het Boswetboek, dat een bijzondere bepaling is, niet gewijzigd.

Ten slotte werd artikel 153 uitdrukkelijk opgeheven bij artikel 7 van de wet van 27 juli 1871 betreffende de lijfswang.

Deze wet heeft eerst en vooral de lijfswang afgeschaft en hem enkel behouden in sommige gevallen die zij aangeeft, te weten :

- in strafzaken, voor de tenuitvoerlegging van de veroordelingen tot teruggave en schadevergoeding, moet lijfswang, op verzoek van de benadeelde partij, verplicht door de rechter worden opgelegd (artikel 1);
- in alle andere zaken, voor de tenuitvoerlegging van de veroordelingen tot teruggave en schadevergoeding, wanneer de teruggave en schadevergoeding hun oorzaak vinden in een strafbaar feit of in een kwaadwillige of te kwader trouw gestelde ongeoorloofde handeling, kan de rechter, op verzoek van de benadeelde partij, lijfswang opleggen (artikel 2).

Lijfswang mag slechts worden opgelegd voor een bedrag dat drie-duizend frank te boven gaat (artikel 3, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1949).

De duur van de lijfswang wordt in het vonnis of arrest bepaald naar gelang van de zwaarte van de begane fout en de omvang van de te herstellen schade, zonder dat hij een jaar mag te boven gaan (artikel 5).

Wat betreft de veroordeling in de kosten, verwijst de wet van 1871 naar artikel 47 van het Strafwetboek, dat zij uitdrukkelijk in stand houdt (artikel 7). De duur van de desbetreffende lijfswang wordt bij het vonnis of het arrest bepaald, zonder dat die duur minder dan acht dagen of meer dan zes maanden mag zijn. Wanneer de kosten thans meer dan 3 000 frank bedragen, is de rechter gehouden lijfswang toe te passen (Cass. 15 januari 1923, *Pas.* 1923, I, 159).

Artikel 48 van de wet van 21 maart 1859 op de lijfswang, dat de artikelen 151 en 153 van het Boswetboek uitdrukkelijk had in stand gehouden, wordt in artikel 7 van de wet van 1871 niet vermeld onder de artikelen van de wet van 1859 die uitdrukkelijk worden gehandhaafd, en behoort dus tot de overige artikelen van de wet van 1859 die alle uitdrukkelijk zijn opgeheven.

De opheffing van artikel 153 van het Boswetboek had dus tot gevolg dat voor bosmisdriven de rechter, zowel ter zake van teruggave en schadevergoeding als van kosten, toepassing dient te maken van het gemeen recht in zake lijfswang, zoals dit bij de artikelen 47 en 48 van het Strafwetboek en bij de wetten van 21 maart 1859 en 27 juli 1871 geregeld is.

Er wordt dus voorgesteld artikel 153 thans uitdrukkelijk in het Boswetboek te schrappen.

17° A l'article 167, les mots « et à la distance de cent mètres » sont remplacés par les mots « et à moins de cent mètres ».

Une disposition similaire se retrouve à l'article 89, 9°, du Code rural. Il s'indique donc de rédiger les deux dispositions autant que possible, dans les mêmes termes.

18° L'article 171 est abrogé.

Cet article est ainsi conçu : « Les peines établies par la présente loi seront appliquées sans préjudice aux restitutions et dommages-intérêts, s'il y a lieu ». Cette disposition est devenue superflue, l'article 44 du Code pénal consacrant le même principe pour l'ensemble des lois.

19° A l'article 174, les mots « les communes et sections de communes » sont supprimés.

Dérogeant au principe de la personnalité des peines (Code pénal, articles 39, 42, 1°, et 44), cette disposition étend la responsabilité civile aux amendes pour le motif que les bourgmestres tirent souvent profit d'un délit forestier commis par un de leurs subordonnés. Cette disposition d'exception, qui se retrouve à l'article 95 du Code rural, doit être maintenue dans le Code forestier, sous peine de voir les usagers échapper à la responsabilité que leur impose l'article 174, dérogeant au droit pénal ordinaire.

Dans cet article, les mots « sections de commune » ne peuvent pas être remplacés — comme aux articles 99 et 100 — par les mots « parties de commune ». En effet, ces dernières ne jouissant pas de la responsabilité civile, elles ne peuvent être tenues pour responsables du paiement des condamnations pécuniaires visées dans cet article, ce qui n'était pas le cas pour les sections de commune, supprimées par la loi du 14 février 1961.

Pour mettre l'article 174 en concordance avec la disposition correspondante (article 95) du Code rural, il est proposé de supprimer aussi les mots « les communes » à l'article 174. Les communes jouissant du droit d'usage n'en demeurent pas moins responsables, au sens de cet article, étant donné que leur qualité d'« usagers » ne leur permet de se soustraire à cette responsabilité.

20° A l'article 179, les mots « et les §§ 1° et 3 de l'article 110 » sont remplacés par les mots « et l'article 110, alinéas 1° et 3 ».

En effet, cet article est divisé, non pas en paragraphes, mais en trois alinéas.

21° A l'article 182, les mots « à dater de l'affirmation » sont supprimés. Voir le commentaire relatif à la suppression des mêmes mots à l'article 133.

EXAMEN DU TEXTE NÉERLANDAIS DU CODE FORESTIER.

Avant de formuler les observations qu'il estime devoir émettre au sujet du texte néerlandais — observations qui sont d'ailleurs pour la plupart le corollaire des adaptations proposées pour le texte français —, le Conseil d'Etat se plaît à souligner la correction juridique et l'élégance de la forme du texte présenté par la Commission.

Si le Gouvernement se rallie aux propositions d'adaptation portant sur le texte français, les remplacements, modifications et abrogations implicites dont la Commission a tenu compte se transmueraient en autant de dispositions expresses, tandis que les notes explicatives insérées par la Commission devront, là où la chose s'indique, être modifiées en conséquence.

Tous les textes qui ne sont pas les textes originaux de 1854, ont été placés entre crochets. Il a également été fait usage de crochets pour signaler les modifications qui n'intéressent qu'une partie d'alinéa.

Les observations ci-après relatives au texte et les notes explicatives respectent l'ordre des articles.

1° A l'article 1°, la note explicative devrait être ainsi conçue :

« Het 2° aldus gewijzigd bij artikel 1, 1°, van deze wet ».

2° A l'article 2, alinéa 2, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».

Dans certains articles du texte néerlandais en projet, à savoir les articles 2, 7, 10, 20, 31, 32, 33, 34, 50, 105, 111, 112, 113, 115, 116 et 118, les mots « de Minister van Landbouw » et « ministerieel besluit » ont été indument substitués, par suite d'une interprétation erronée de l'arrêté royal n° 90 du 30 novembre 1939, respectivement aux mots

17° In artikel 167 worden de woorden « et à la distance de cent mètres » vervangen door de woorden « et à moins de cent mètres ».

Een soortgelijke bepaling komt voor in artikel 89, 9°, van het Veldwetboek, en het verdient aanbeveling beide bepalingen, zoveel mogelijk, woordelijk te doen overeenstemmen.

18° Artikel 171 wordt opgeheven.

Dit artikel luidt als volgt : « Les peines établies par la présente loi seront appliquées sans préjudice aux restitutions et dommages-intérêts, s'il y a lieu ». Deze bepaling is overbodig geworden ingevolge artikel 44 van het Strafwetboek, dat hetzelfde beginsel huldigt ten opzichte van alle wetten in het algemeen.

19° In artikel 174 vervallen de woorden « les communes et sections de communes ».

Afwijkend van het principe dat de straffen persoonlijk zijn (Strafwetboek, artikelen 39, 42, 1°, en 44), breidt deze bepaling de burgerrechtelijke aansprakelijkheid uit tot de geldboeten, omdat de burgemeesters dikwijls belang halen uit een bosmisdrijf dat door hun ondergeschikten gepleegd is. Deze uitzonderlijke bepaling, die ook voorkomt in artikel 95 van het Veldwetboek, moet in het Boswetboek behouden blijven, anders ontsnappen de gebruiksgerechtigden aan de aansprakelijkheid die artikel 174, afwijkend van het gewone strafrecht, op hen gelegd heeft.

In dat artikel kunnen de woorden « sections de commune » niet zoals in de artikelen 99 en 100 vervangen worden door de woorden « parties de commune » omdat deze laatste geen rechtspersoonlijkheid bezitten en als rechtspersoon niet aansprakelijk gesteld kunnen worden voor de betaling van de in dit artikel bedoelde geldelijke veroordelingen, hetgeen niet het geval was voor de gemeentesecties, die bij de wet van 14 februari 1961 werden afgeschaft.

Om de bepaling van artikel 174 voorts in overeenstemming te brengen met de gelijklopende bepaling van artikel 95 van het Veldwetboek, wordt voorgesteld ook de woorden « les communes » in artikel 174 te schrappen. Gebruiksgerechtigde gemeenten blijven daarom niet minder aansprakelijk, in de zin van dit artikel, omdat zij als « usagers » niet aan die aansprakelijkheid ontsnappen.

20° In artikel 179 worden de woorden « et les §§ 1 et 3 de l'article 110 » vervangen door de woorden « et l'article 110, alinéas 1° et 3 ».

Dat artikel is immers niet in paragrafen ingedeeld, maar bestaat uit drie leden.

21° In artikel 182 vervallen de woorden « à dater de l'affirmation ». Zie commentaar betreffende de schrapping van diezelfde woorden in artikel 133.

ONDERZOEK VAN DE NEDERLANDSE TEKST VAN HET BOSWETBOEK.

Alvorens enkele opmerkingen te formuleren die hij bij de ontworpen Nederlandse tekst meent te moeten maken — en die trouwens voor het merendeel het gevolg zijn van de door hem voorgestelde aanpassingen van de Franse tekst —, wil de Raad van State wijzen op de juridische correctheid van de door de Commissie voorbereide tekst en de fraaie vorm, waarin hij gesteld is.

Indien de Regering ingaat op de voorstellen tot aanpassing van de Franse tekst, zullen alle impliciete vervangingen, wijzigingen en opheffingen waarmede de Commissie rekening heeft gehouden in uitdrukkelijke bepalingen omgezet zijn en moeten de verklarende noten die de Commissie heeft ingevoegd, waar zulks te pas komt, dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Alle teksten die niet de oorspronkelijke teksten van 1854 zijn, werden tussen rechte haken geplaatst. Rechte haken werden ook gebruikt om wijzigingen aan te duiden die slechts een gedeelte van een alinea betreffen.

De hiernavolgende opmerkingen betreffende de tekst en de verklarende noten worden naar de volgorde der artikelen gemaakt.

1° Voor artikel 1 zou de verklarende noot moeten luiden als volgt :

« Het 2° aldus gewijzigd bij artikel 1, 1°, van deze wet ».

2° In artikel 2, tweede lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw] door het woord « Koning » vervangen worden.

In de ontworpen Nederlandse tekst werden in een aantal artikelen, namelijk in de artikelen 2, 7, 10, 20, 31, 32, 33, 34, 50, 105, 111, 112, 113, 115, 116 en 118, de woorden « de Koning » en « koninklijk besluit » ten onrechte vervangen respectievelijk door de woorden « de Minister van Landbouw » en « ministerieel besluit », zulks ingevolge een ver-

«de Koning» et «koninklijk besluit». Cet arrêté royal n'a pas dépouillé le Roi des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le Code forestier, mais en a confié l'exercice au Ministre de l'Agriculture. Tel est le point de vue encore récemment exposé par le Conseil d'Etat dans ses avis L.10.071 et L.10.072 sur un projet d'arrêté royal par lequel le Roi confie l'exercice de quelques-uns des mêmes pouvoirs à certains fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture.

L'arrêté royal n° 90 du 30 novembre 1939, en effet, n'a pas modifié les dispositions du Code forestier habilitant le Roi à prendre soit un arrêté d'exécution spécial, soit une mesure d'exécution particulière, mais il a complété lesdites dispositions, en ce sens que le Roi demeure investi de ces pouvoirs, tandis que le Ministre de l'Agriculture est chargé de leur exercice.

Pour faire ressortir ce point, il conviendrait d'insérer après l'article 2, comme il a été proposé de le faire dans le texte français, la note suivante :

« Koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939, waarbij de uitoefening van de machten, bij sommige artikelen van het Boswetboek aan de Koning voorbehouden, aan de Minister van Landbouw wordt toevertrouwd, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947.

» Artikel 1. — De machten aan de Koning voorbehouden bij de artikelen 2, 7, 10, 20, 31, 32, 33, 34, 50, 105, 111, 112, 113, 115, 116 en 118 van het Boswetboek worden door Onze Minister van Landbouw uitgeoefend ».

Sous les articles 7, 10, etc., précités, qui appellent la même observation, une simple référence à la note sous l'article 2 pourra alors suffire.

Sous l'article 2 devrait encore figurer une deuxième note, ainsi conçue :

« Artikel 2, eerste lid, aldus gewijzigd bij artikel 1, 2°, van deze wet ».

Ces notes remplacent, de toute évidence, la note qui figure actuellement dans le texte néerlandais sous l'article 2.

3° A l'article 7, alinéa 2, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».

La note doit se lire ainsi :

« Zie noot onder artikel 2 ».

4° A l'article 10, alinéa 2, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».

La note doit se lire ainsi :

« Zie noot onder artikel 2 ».

5° A l'article 14, la note devrait être rédigée de la manière suivante :

« Het tweede en derde lid opgeheven bij artikel 1, 3°, van deze wet. Zie artikel 67, 8°, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot coördinatie van de gemeentekieswetgeving ».

6° A l'article 20, alinéa 3, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».

La note doit se lire ainsi :

« Zie noot onder artikel 2 ».

7° A l'article 22, la note devrait être rédigée dans les termes suivants :

« Opgeheven bij artikel 1, 4°, van deze wet ».

8° A l'article 25, alinéa 3, les mots « wordt zij over de post verzonden en ambtshalve aangetekend » doivent être remplacés par les mots : [wordt zij aangetekend over de post verzonden].

La note suivante devrait être insérée sous l'article 25 :

« Het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1, 5°, van deze wet ».

9° Aux articles 27 et 28, alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot « bekendgemaakt » par les mots « openbaar gemaakt », qui traduisent mieux les termes français « rendue publique ».

10° A l'article 31, les mots [ministerieel besluit] doivent être remplacés par les mots « koninklijk besluit ».

La note doit se lire ainsi :

« Zie noot onder artikel 2 ».

11° A l'article 32, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».

La note doit se lire ainsi :

« Zie noot onder artikel 2 ».

12° A l'article 33, les mots [ministerieel besluit] doivent être remplacés par les mots « koninklijk besluit ».

La note doit se lire ainsi :

« Zie noot onder artikel 2 ».

keerde interpretatie van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939. Dit koninklijk besluit heeft de Koning de hem bij het Boswetboek toegewezen machten niet ontnomen, maar heeft de uitoefening ervan opgedragen aan de Minister van Landbouw. Dit is het standpunt dat de Raad van State onlangs nog heeft tot uiting gebracht in zijn adviezen L.10.071 en L.10.072 betreffende een ontwerp van koninklijk besluit waarbij de Koning de uitvoering van sommige van diezelfde machten aan bepaalde ambtenaren van het Ministerie van Landbouw toevertrouwt.

Het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939 heeft inderdaad geen wijziging gebracht in de bepalingen van het Boswetboek, waarbij de Koning gemachtigd wordt om een bijzonder uitvoeringsbesluit of maatregel te treffen, maar het heeft deze bepalingen aangevuld, met dien verstande dat de Koning houder blijft van de bedoelde machten doch dat de Minister van Landbouw met de uitoefening ervan wordt belast.

Om op deze aanvulling te wijzen zou, zoals reeds voor de Franse tekst (onder 3°) is voorgesteld, de volgende noot na artikel 2 worden ingevoegd :

« Koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939, waarbij de uitoefening van de machten, bij sommige artikelen van het Boswetboek aan de Koning voorbehouden, aan de Minister van Landbouw wordt toevertrouwd, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947.

» Artikel 1. — De machten aan de Koning voorbehouden bij de artikelen 2, 7, 10, 20, 31, 32, 33, 34, 50, 105, 111, 112, 113, 115, 116 en 118 van het Boswetboek worden door Onze Minister van Landbouw uitgeoefend ».

Onder de bedoelde artikelen 7, 10, enz., waarbij dezelfde opmerking te pas komt, kan dan eenvoudig verwezen worden naar de noot onder artikel 2.

Na artikel 2 moet dan nog een tweede noot voorkomen, luidend als volgt :

« Artikel 2, eerste lid, aldus gewijzigd bij artikel 1, 2°, van deze wet ».

Deze noten zouden de noot die thans in de Nederlandse tekst voorkomt onder artikel 2 vervangen.

3° In artikel 7, tweede lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw] door het woord « Koning » vervangen worden.

De noot moet dan luiden als volgt :

« Zie noot onder artikel 2 ».

4° In artikel 10, tweede lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw] door het woord « Koning » vervangen worden.

De noot moet dan luiden als volgt :

« Zie noot onder artikel 2 ».

5° Voor artikel 14 zou de noot moeten luiden als volgt :

« Het tweede en derde lid opgeheven bij artikel 1, 3°, van deze wet. Zie artikel 67, 8°, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot coördinatie van de gemeentekieswetgeving ».

6° In artikel 20, derde lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw] door het woord « Koning » vervangen worden.

De noot moet dan luiden :

« Zie noot onder artikel 2 ».

7° Voor artikel 22 zou de noot moeten luiden als volgt :

« Opgeheven bij artikel 1, 4°, van deze wet ».

8° In artikel 25, derde lid, zouden de woorden « wordt zij over de post verzonden en ambtshalve aangetekend » moeten vervangen worden als volgt : [wordt zij aangetekend over de post verzonden].

Na artikel 25 moet dan de volgende noot worden ingevoegd :

« Het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1, 5°, van deze wet ».

9° In de artikelen 27 en 28, tweede lid, vervange men het woord « bekendgemaakt » door de woorden « openbaar gemaakt », die beter overeenstemmen met de Franse termen « rendue publique ».

10° In artikel 31 vervange men de woorden [ministerieel besluit] door de woorden « koninklijk besluit ».

De noot moet dan luiden als volgt :

« Zie noot onder artikel 2 ».

11° In artikel 32 vervange men de woorden [Minister van Landbouw] door het woord « Koning ».

De noot moet dan luiden als volgt :

« Zie noot onder artikel 2 ».

12° In artikel 33 vervange men de woorden [ministerieel besluit] door de woorden « koninklijk besluit ».

De noot moet dan luiden als volgt :

« Zie noot onder artikel 2 ».

- 13° A l'article 34, les mots [ministerieel besluit] doivent être remplacés par les mots « koninklijk besluit ».
La note doit se lire ainsi :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 14° A l'article 50, alinéa 3, les mots [Minister van Landbouw] et, au même article, alinéas 4 et 5, les mots [ministerieel besluit] doivent être remplacés respectivement par les mots « Koning » et « koninklijk besluit ».
La note doit se lire ainsi :
« Voor het derde, vierde en vijfde lid, zie noot onder artikel 2 ».
- 15° A l'article 69, la note devrait être rédigée comme suit :
« Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1, 6°, van deze wet ».
- 16° L'article 99 devrait être rédigé comme suit :
eerste lid : « De kudden van elke gemeente [of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente] moeten gedreven worden... ».
tweede lid : « De varkens of het vee van elke gebruiksgerechtigde gemeente [of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente] vormen een afzonderlijke kudde waarin geen varkens of vee van een andere gemeente [of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente] mogen worden opgenomen... ».
La note est à rédiger ainsi :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 7°, van deze wet ».
- 17° A l'article 100, il convient de dire : « ... dat verschilt voor elke gebruiksgerechtigde gemeente [of gemeenschap in de gemeente]... ».
La note est à rédiger ainsi :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 8°, van deze wet ».
- 18° A l'article 105, alinéa 2, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».
La note doit se lire ainsi :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 19° La note figurant sous l'article 109 est à rédiger comme suit :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 9°, van deze wet ».
- 20° La note figurant sous l'article 110 devrait être ainsi conçue :
« Het eerste en het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1, 10°, van deze wet ».
- 21° Aux articles 111, 112, 113, 115 et 116, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».
La note figurant sous les articles visés doit se lire ainsi :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 22° A l'article 117, il convient de dire : [waar een aantal woningen bij elkaar staan].
La note suivante doit être insérée après cet article :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 11°, van deze wet ».
- 23° A l'article 118, alinéa 1°, les mots [Minister van Landbouw] doivent être remplacés par le mot « Koning ».
La note doit se lire ainsi :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 24° Il conviendrait de rédiger l'article 124, conformément au texte amendé par le Ministre de l'Agriculture, dans les termes suivants :
« Artikel 124.
» De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters vatten iedere onbekende die op heterdaad betrapt wordt en geleiden hem voor de vrederechter, de burgemeester of de politiecommissaris ».
- 25° La note relative à l'article 132 doit être ainsi conçue :
« Opgeheven bij artikel 1, 12°, van deze wet ».
- 26° La note relative à l'article 133 devrait être ainsi conçue :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 13°, van deze wet ».
- 27° La note relative à l'article 134 devrait être ainsi conçue :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 14°, van deze wet ».
- 28° L'intitulé du titre XI, section II, doit se lire, conformément à un amendement du Ministre de l'Agriculture, ainsi qu'il suit :
« Tenuitvoerlegging van vonnissen ».
- 29° L'article 151 doit être remplacé par la disposition suivante :
« Artikel 151.
» [Wanneer de hoven en rechtbanken een geldboete opleggen, kunnen zij bevelen dat deze, bij gebreke van betaling, zal worden vervangen door een gevangenisstraf, die drie maanden niet zal
- 13° In artikel 34 moeten de woorden [ministerieel besluit] vervangen worden door de woorden « koninklijk besluit ».
De noot moet dan luiden als volgt :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 14° In artikel 50, derde lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw], en, in hetzelfde artikel, vierde en vijfde lid, moeten de woorden [ministerieel besluit], respectievelijk vervangen worden door de woorden « Koning » en « koninklijk besluit ».
De noot moet dan luiden als volgt :
« Voor het derde, vierde en vijfde lid, zie noot onder artikel 2 ».
- 15° Voor artikel 69 zou de noot moeten luiden als volgt :
« Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1, 6°, van deze wet ».
- 16° Artikel 99 is te stellen als volgt :
eerste lid : « De kudden van elke gemeente [of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente] moeten gedreven worden... ».
tweede lid : « De varkens of het vee van elke gebruiksgerechtigde gemeente [of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente] vormen een afzonderlijke kudde waarin geen varkens of vee van een andere gemeente [of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente] mogen worden opgenomen... ».
De noot moet dan luiden als volgt :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 7°, van deze wet ».
- 17° In artikel 100, schrijf men : « ... dat verschilt voor elke gebruiksgerechtigde gemeente [of gemeenschap in de gemeente]... ».
De noot moet dan luiden als volgt :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 8°, van deze wet ».
- 18° In artikel 105, tweede lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw] vervangen worden door het woord « Koning ».
De noot moet dan luiden als volgt :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 19° Voor artikel 109 zou de noot moeten luiden als volgt :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 9°, van deze wet ».
- 20° Voor artikel 110 zou de noot moeten luiden als volgt :
« Het eerste en het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1, 10°, van deze wet ».
- 21° In de artikelen 111, 112, 113, 115 en 116, moeten de woorden [Minister van Landbouw] vervangen worden door het woord « Koning ».
De noot voor elk van die artikelen moet dan luiden als volgt :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 22° In artikel 117 schrijf men : [waar een aantal woningen bij elkaar staan].
Na dit artikel voeg men volgende noot in :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 11°, van deze wet ».
- 23° In artikel 118, eerste lid, moeten de woorden [Minister van Landbouw] vervangen worden door het woord « Koning ».
De noot is dan te stellen als volgt :
« Zie noot onder artikel 2 ».
- 24° Artikel 124 is overeenkomstig de door de Minister van Landbouw geamendeerde tekst, te stellen als volgt :
« Artikel 124.
» De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters vatten iedere onbekende die op heterdaad betrapt wordt en geleiden hem voor de vrederechter, de burgemeester of de politiecommissaris ».
- 25° Voor artikel 132 is de noot te stellen als volgt :
« Opgeheven bij artikel 1, 12°, van deze wet ».
- 26° Voor artikel 133 is de noot te stellen als volgt :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 13°, van deze wet ».
- 27° Voor artikel 134 is de noot te stellen als volgt :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 14°, van deze wet ».
- 28° Het opschrift van titel XI, afdeling II, moet, overeenkomstig een amendement van de Minister van Landbouw, luiden als volgt :
« Tenuitvoerlegging van vonnissen ».
- 29° Artikel 151 is te vervangen door de volgende bepaling :
« Artikel 151.
» [Wanneer de hoven en rechtbanken een geldboete opleggen, kunnen zij bevelen dat deze, bij gebreke van betaling, zal worden vervangen door een gevangenisstraf, die drie maanden niet zal te

te boven gaan voor hen die wegens wanbedrijf, en drie dagen voor hen die wegens overtreding zijn veroordeeld] ».

La note suivante devrait figurer sous l'article 151 :

« Aldus vervangen bij artikel 1, 15°, van deze wet ».

30° La note relative aux articles 152 et 153 devrait être ainsi conçue :
« Opgeheven bij artikel 1, 16°, van deze wet ».

31° La disposition faisant l'objet de l'article 171 devrait être supprimée et remplacée par le signe [...].

Il conviendrait, en outre, d'insérer la note suivante :

« Opgeheven bij artikel 1, 18°, van deze wet ».

32° A l'article 174, il y a lieu, conformément à un amendement du Ministre de l'Agriculture, de remplacer le mot « gebruikers » par le mot « gebruiksgerechtigden ».

Le début de cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

« Artikel 174.

» De gebruiksgerechtigden, de gemeenten en [de gebruiksgerechtigde gemeenschappen in de gemeente] zijn... ».

La note s'y rapportant serait dès lors ainsi conçue :

« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 19°, van deze wet ».

33° La note explicative sous l'article 183 devrait être ainsi conçue :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 21°, van deze wet ».

boven gaan voor hen die wegens wanbedrijf, en drie dagen voor hen die wegens overtreding zijn veroordeeld] ».

Na artikel 151 wordt dan de volgende noot ingevoegd :

« Aldus vervangen bij artikel 1, 15°, van deze wet ».

30° Voor artikelen 152 en 153 zou de noot moeten luiden als volgt :
« Opgeheven bij artikel 1, 16°, van deze wet ».

31° De bepaling van artikel 171 zou moeten geschrapt worden en vervangen door het teken [...].

De in te voegen noot moet dan luiden als volgt :

« Opgeheven bij artikel 1, 18°, van deze wet ».

32° In artikel 174 zou, overeenkomstig een amendement van de Minister van Landbouw, het woord « gebruikers » moeten vervangen worden door het woord « gebruiksgerechtigden ».

Het begin van dit artikel is te stellen als volgt :

« Artikel 174.

» De gebruiksgerechtigden, de gemeenten en [de gebruiksgerechtigde gemeenschappen in de gemeente] zijn... ».

De onderstaande noot zou dan luiden als volgt :

« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 19°, van deze wet ».

33° Voor artikel 183 zou de verklarende noot moeten luiden als volgt :
« Aldus gewijzigd bij artikel 1, 21°, van deze wet ».

La chambre était composée de

MM. :

F. LEPAGE, président du Conseil d'Etat;

H. BUCH,

Ch. SMOLDERS, conseillers d'Etat;

J. LIMPENS,

R. de RYKE, assesseurs de la section de législation;

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Ch. SMOLDERS.

Le rapport a été présenté par M. GROMMEN, substitut de l'auditeur général.

Le Greffier,

(s.) M. JACQUEMIJN.

Le Président,

(s.) F. LEPAGE.

De kamer was samengesteld uit

de HH. :

F. LEPAGE, voorzitter van de Raad van State;

H. BUCH,

Ch. SMOLDERS, Staatsraden;

J. LIMPENS,

R. de RYKE, bijzitters van de afdeling wetgeving;

M. JACQUEMIJN, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Ch. SMOLDERS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. GROMMEN, substitut-auditeur-generaal.

De Griffier,

(get.) M. JACQUEMIJN.

De Voorzitter,

(get.) F. LEPAGE.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Agriculture est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article premier.

Les modifications suivantes sont apportées au texte français de la loi du 19 décembre 1854, contenant le Code forestier :

1. A l'article 1^{er}, 2^o, les mots « des sections de communes » sont supprimés.
2. A l'article 2, alinéa 1^{er}, les mots « à des sections de communes » sont supprimés.
3. A l'article 2, alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
4. A l'article 7, alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
5. A l'article 10, alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
6. Les alinéas 2 et 3 de l'article 14 sont abrogés.
7. A l'article 20, alinéa 3, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
8. L'article 22 est abrogé.
9. A l'article 25, alinéa 3, la dernière phrase « Dans le cas contraire, il sera adressé par la voie de la poste aux lettres et chargé d'office » est remplacé par « Dans le cas contraire, il sera adressé sous pli recommandé à la poste ».
10. A l'article 31 les mots « arrêté royal » sont remplacés par les mots « arrêté ministériel ».
11. A l'article 32 le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
12. A l'article 33 les mots « arrêté spécial du Roi » sont remplacés par les mots « arrêté ministériel ».
13. A l'article 34 les mots « arrêté royal » sont remplacés par les mots « arrêté ministériel ».
14. A l'article 50, alinéa 3, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture »; aux alinéas 4 et 5 les mots « arrêté royal » sont remplacés par les mots « arrêté ministériel ».
15. A l'article 69, alinéa 1^{er}, les mots « ou section de commune » sont supprimés.
16. A l'article 99, alinéas 1^{er} et 2, les mots « ou section de commune » et « ou section » sont remplacés par les mots « ou partie de commune ».

WETSONTWERP

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landbouw is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Eerste artikel.

In de Franse tekst van het Boswetboek van 19 december 1854, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In artikel 1, 2^o, vervallen de woorden « des sections de communes ».
2. In artikel 2, eerste lid, vervallen de woorden « à des sections de communes ».
3. In artikel 2, 2^e lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
4. In artikel 7, 2^e lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
5. In artikel 10, 2^e lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
6. Het 2^e en het 3^e lid van artikel 14 worden opgeheven.
7. In artikel 20, 3^e lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
8. Artikel 22 wordt opgeheven.
9. In artikel 25, 3^e lid, wordt de laatste zin « Dans le cas contraire, il sera adressé par la voie de la poste aux lettres et chargé d'office » vervangen als volgt « Dans le cas contraire, il sera adressé sous pli recommandé à la poste ».
10. In artikel 31 worden de woorden « arrêté royal » vervangen door de woorden « arrêté ministériel ».
11. In artikel 32 wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
12. In artikel 33 worden de woorden « arrêté spécial du Roi » vervangen door de woorden « arrêté ministériel ».
13. In artikel 34 worden de woorden « arrêté royal » vervangen door de woorden « arrêté ministériel ».
14. In artikel 50, 3^e lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture »; in het 4^e en 5^e lid worden de woorden « arrêté royal » vervangen door de woorden « arrêté ministériel ».
15. In artikel 69, 1^{ste} lid, vervallen de woorden « ou section de commune ».
16. In artikel 99, 1^{ste} en 2^e lid, worden de woorden « ou section de commune » en « ou section » vervangen door de woorden « ou partie de commune ».

17. A l'article 100, les mots « ou section de commune usagère » sont remplacés par les mots « ou partie de commune ».
18. A l'article 105, alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
19. A l'article 109, la référence à l'article 475 du Code pénal est remplacée par une référence à l'article 422ter du même Code.
20. L'article 110, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante : « Art. 110. — Les articles 36 et 37, alinéas premier et trois, du Code rural, sont applicables aux arbres de lisières des bois et forêts »; à l'alinéa 2 les mots « de cet article » sont remplacés par les mots « de l'article 37 précité ».
21. A l'article 111, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
22. A l'article 112, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
23. A l'article 113, alinéa 1^{er}, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
24. A l'article 115, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
25. A l'article 116, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
26. A l'article 117, les mots « formant une population agglomérée » sont remplacés par les mots « formant une agglomération d'habitations ».
27. A l'article 118, alinéa 1^{er}, le mot « Roi » est remplacé par les mots « ministre de l'Agriculture ».
28. L'article 132 est abrogé.
29. A l'article 133, les mots « et de l'acte d'affirmation » sont supprimés.
30. A l'article 134, alinéa 2, le mot « huissiers » est remplacé par les mots « huissiers de justice ».
31. L'article 151 est remplacé par la disposition suivante : « Art. 151. — En condamnant à l'amende, les cours et tribunaux pourront ordonner qu'à défaut de paiement, elle soit remplacée par un emprisonnement qui n'excèdera pas trois mois pour les condamnés à raison de délit, et trois jours pour les condamnés à raison de contravention ».
32. Les articles 152 et 153 sont abrogés.
33. A l'article 167, les mots « et à la distance de cent mètres » sont remplacés par les mots « et à moins de cent mètres ».
34. L'article 171 est abrogé.
35. A l'article 174, les mots « les communes et sections de communes » sont supprimés.
36. A l'article 179, les mots « et les §§ 1^{er} et 3 de l'article 110 » sont remplacés par les mots « et l'article 110, alinéas 1^{er} et 3 ».
37. A l'article 182, les mots « à dater de l'affirmation » sont supprimés.

Art. 2.

Les dispositions qui suivent forment le texte néerlandais de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, telle qu'elle a été modifiée et complétée jusqu'à ce jour.

Le texte néerlandais ci-après des dispositions qui ont modifié et complété cette loi postérieurement à la loi du 18 avril 1898, remplace le texte néerlandais antérieur de ces mêmes dispositions.

Les contestations basées sur la divergence des textes français et néerlandais sont décidées d'après la volonté du législateur, déterminée suivant les règles ordinaires d'interprétation, sans prééminence de l'un des textes sur l'autre.

17. In artikel 100, worden de woorden « ou section de commune usagère » vervangen door de woorden « partie de commune ».
18. In artikel 105, 2^o lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
19. In artikel 109 wordt de verwijzing naar artikel 475 van het Strafwetboek vervangen door een verwijzing naar artikel 422ter van hetzelfde Wetboek.
20. Artikel 110, 1^o lid, wordt vervangen als volgt : « Art. 110. — Les articles 36 et 37, alinéas premier et trois, du Code rural, sont applicables aux arbres de lisières des bois et forêts »; in lid 2 worden de woorden « de cet article » vervangen door de woorden « de l'article 37 précité ».
21. In artikel 111, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
22. In artikel 112, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
23. In artikel 113, 1^{ste} lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
24. In artikel 115, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
25. In artikel 116, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
26. In artikel 117, worden de woorden « formant une population agglomérée » vervangen door de woorden « formant une agglomération d'habitations ».
27. In artikel 118, 1^{ste} lid, wordt het woord « Roi » vervangen door de woorden « ministre de l'Agriculture ».
28. Artikel 132 wordt opgeheven.
29. In artikel 133, vervallen de woorden « et de l'acte d'affirmation ».
30. In artikel 134, 2^o lid, wordt het woord « huissiers » vervangen door de woorden « huissiers de justice ».
31. Artikel 151 wordt door de volgende bepaling vervangen : « Art. 151. — En condamnant à l'amende, les cours et tribunaux pourront ordonner qu'à défaut de paiement, elle soit remplacée par un emprisonnement qui n'excèdera pas trois mois pour les condamnés à raison de délit, et trois jours pour les condamnés à raison de contravention ».
32. De artikelen 152 en 153 worden opgeheven.
33. In artikel 167, worden de woorden « et à la distance de cent mètres » vervangen door de woorden « et à moins de cent mètres ».
34. Artikel 171 wordt opgeheven.
35. In artikel 174, vervallen de woorden « les communes et sections de communes ».
36. In artikel 179, worden de woorden « et les §§ 1^{er} et 3 de l'article 110 » vervangen door de woorden « et l'article 110, alinéas 1^{er} et 3 ».
37. In artikel 182, vervallen de woorden « à dater de l'affirmation ».

Art. 2.

De hiernavolgende bepalingen vormen de Nederlandse tekst van het Boswetboek van 19 december 1854 zoals dit is gewijzigd en aangevuld tot op heden.

De hiernavolgende Nederlandse tekst van de bepalingen die deze wet hebben gewijzigd en aangevuld na de wet van 18 april 1898, vervangt de vorige Nederlandse tekst van deze bepalingen.

Twistvragen gegrond op het verschil tussen de Nederlandse en de Franse teksten worden beslist naar de wil van de wetgever, die bepaald wordt volgens de gewone interpretatieregelen, zonder voorrang van de ene tekst op de andere.

BOSWETBOEK VAN 19 DECEMBER 1854.

TITEL I.

Bosregeling.

Artikel 1. — Onder de bosregeling vallen en overeenkomstig de bepalingen van deze wet worden beheerd :

- 1° De bossen die deel uitmaken van het Staatsdomein;
- 2° De bossen van gemeenten (...) en openbare instellingen;
- 3° De bossen waarop de Staat, de gemeenten of de openbare instellingen, samen met bijzondere personen, onverdeelde eigendomsrechten hebben.

Het 2° aldus gewijzigd bij deze wet.

2. Van de bepalingen van artikel 1 zijn uitgezonderd de aan gemeenten, (...) of openbare instellingen toebehorende kleine bossen die minder dan vijf hectaren beslaan en meer dan een kilometer verwijderd liggen van een bos dat onder de bosregeling valt.

De (minister van Landbouw) kan die kleine bossen echter onder de bosregeling stellen op verzoek van de gemeenteraden of van de besturen van openbare instellingen.

Het eerste en tweede lid aldus gewijzigd bij deze wet.

3. Bossen die aan bijzondere personen toebehoren, vallen niet onder de bosregeling, behoudens de verplichting voor de eigenaars zich te gedragen naar hetgeen deze wet te hunnen opzichte bepaalt.

TITEL II.

Bosbeheer.

4. De organisatie van het bosbeheer, de wijze van benoeming van zijn ambtenaren en aangestelden, het bedrag van de wedden, vergoedingen en kosten worden bij koninklijk besluit geregeld binnen de grenzen van de hiernavolgende bepalingen.

5. De personeelsleden met de graad van houtvester en daarboven zijn ambtenaar van het bosbeheer. Zij worden benoemd en ontslagen door de Koning.

De minister onder wiens gezag het bosbeheer staat, kan hen schorsen voor ten hoogste een jaar.

6. De landmeters van het bosbeheer, de brigadiers en wachters van de staatsbossen worden benoemd en ontslagen door de minister.

7. Het aantal wachters, vereist voor de bewaking van de bossen van gemeenten en openbare instellingen, wordt bepaald door de gemeenteraden of door de besturen van die instellingen.

Weigeren deze dit te doen of bepalen zij geen passend aantal wachters, dan beslist de (minister van Landbouw), na de gemeenteraad of het bestuur van de instelling te hebben gehoord en het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad te hebben ingewonnen.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij deze wet.

8. De in het vorige artikel bedoelde wachters worden door de minister benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door de gemeenteraden of door de besturen van de instel-

lingen. De minister wint het advies van de bestendige deputatie in. Oordeelt deze dat de voorgedragen kandidaten de vereiste hoedanigheden niet bezitten, dan draagt zij er twee andere voor.

Indien de gemeenten en openbare instellingen hun kandidaten niet voordragen binnen een maand na het ontstaan van de vacature, wordt de voordracht door de deputatie gedaan op verzoek van het bosbeheer, dat eveneens advies uitbrengt over de voorgedragen kandidaten.

De deputatie brengt verslag uit binnen drie maanden na dat verzoek. Na verloop van die termijn kan de minister benoemen zonder voordracht.

Voor wachters belast met de bewaking van bossen die aan verscheidene gemeenten of openbare instellingen toebehoren, wordt de voordracht gedaan door elk van de betrokken besturen.

De wachters kunnen worden geschorst en afgezet door de minister; tot afzetting kan hij echter niet besluiten dan na het advies van de betrokken gemeenteraden of instellingen te hebben ingewonnen.

9. Na de betrokken gemeenten of openbare instellingen en de bestendige deputatie van de provincieraad te hebben gehoord, beslist de minister of er grond bestaat om de bewaking van bossen van die gemeenten of instellingen en van staatsbossen aan een enkele wachter op te dragen.

In dat geval behoort de benoeming aan de minister.

10. Niemand kan een bediening bij het bosbeheer uitoefenen indien hij geen vijftig jaar oud is.

De (minister van Landbouw) kan echter in bijzondere gevallen ontheffing van het leeftijdsvereiste verlenen aan hen die volle eenentwintig jaar oud zijn.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij deze wet.

11. Vooraleer hun bediening te aanvaarden, leggen de ambtenaren en aangestelden van het bosbeheer voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats de volgende eed af: « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ». Zij laten de akte van hun aanstelling en van hun beëdiging registreren ter griffie van de rechtbanken in welker rechtsgebied zij hun bediening moeten uitoefenen.

Wanneer zij slechts van verblijfplaats veranderen, hoeven zij de eed niet opnieuw af te leggen; worden zij echter in dezelfde hoedanigheid naar een ander gebied overgeplaatst, dan worden de akten van aanstelling en van beëdiging zonder kosten geregistreerd ter griffie van de rechtbanken van het nieuwe gebied.

12. De wachters van bossen van gemeenten en van openbare instellingen worden gelijkgesteld met de wachters van staatsbossen en staan onder het gezag van dezelfde ambtenaren.

13. De wachters van bossen onder bosregeling zijn bevoegd om misdrijven die in bossen van bijzondere personen gepleegd zijn, vast te stellen, wanneer zij daartoe door de eigenaars worden aangezocht.

14. De bedieningen bij het bosbeheer zijn onverenigbaar met enig ander ambt, behalve dat wachters en brigadiers van het bosbeheer kunnen worden benoemd tot veldwachter van een gemeente of tot veldwachter en boswachter van bijzondere personen.

(...)

Leden van het personeel van het bosbeheer kunnen niet als deskundige optreden in boszaken waarbij de Staat betrokken is.

Het tweede en derde lid opgeheven bij deze wet. Zie artikel 67, 8°, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot coördinatie van de gemeentekieswetgeving.

15. Het is de leden van het personeel van het bosbeheer verboden handel te drijven in hout, rechtstreeks of onrechtstreeks enige nijverheid uit te oefenen waarin hout als hoofdbestanddeel gebruikt wordt, of een herberg of drankgelegenheid te houden, een en ander op straffe van schorsing, en van afzetting in geval van herhaling.

16. De ambtenaren van het bosbeheer mogen hun bloedverwanten in de rechte lijn, hun broeders, ooms of neven, of hun aanverwanten in dezelfde graad, niet onder hun onmiddellijk bevel hebben.

17. De boswachters zijn aansprakelijk voor elke nalatigheid of overtreding in de uitoefening van hun bediening. Zij kunnen worden veroordeeld tot de geldboeten en vergoedingen verbonden aan de misdrijven die zij niet behoorlijk hebben vastgesteld.

18. De ambtenaren van het bosbeheer dragen de in het vorige artikel bedoelde aansprakelijkheid, wanneer zij de daden van ontrouw, de overtredingen en de nalatigheden van hun onmiddellijke ondergeschikten niet hebben vastgesteld.

19. Het merk van de hamers waarvan de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters zich bedienen voor het merken van delichthout en windworp en voor het merken van te sparen en te kappen hout, wordt neergelegd op de rechtbanken, te weten :

De merken van de bijzondere hamers waarvan de ambtenaren en wachters voorzien zijn, op de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg in welker rechtsgebied zij hun bediening uitoefenen;

Het merk van de eenvormige koningshamer, op de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg en van de hoven van beroep.

20. De wedden van de ambtenaren van het bosbeheer en van de boswachters belast met de bewaking van gemeentebossen, bossen van openbare instellingen en onverdeelde bossen, worden, zoals de wedden ten bezware van het domein, volledig betaald uit de schatkist, die het bedrag ervan voorschiet.

De gemeenten, de openbare instellingen en de eigenaars dragen ieder jaar bij in de terugbetaling van die wedden, alsook van de kosten van beheer en bewaking, naar verhouding van de uitgestrektheid en de opbrengst van hun bossen.

De (minister van Landbouw) bepaalt het aandeel van elke provincie, dat vervolgens door de bestendige deputatie over de belanghebbenden wordt omgeslagen.

Het derde lid aldus gewijzigd bij deze wet.

21. Alle verrichtingen van instandhouding en van beheer worden gedaan door de ambtenaren en aangestelden van het bosbeheer, zonder dat van de gemeenten, de openbare instellingen en de medeëigenaars andere kosten mogen worden geëist dan die van meting en hermeting in bossen waar deze verrichtingen nodig zijn.

De kosten van vervolging tot herstel van bosmisdrijven, waarin het bosbeheer in het ongelijk wordt gesteld, en de kosten die onverhaalbaar zijn wegens het onvermogen van de veroordeelden, blijven ten laste van de Staat.

22. (...)

Opgeheven bij deze wet.

23. De opbrengst van de geldboeten wegens bosmisdrijven wordt, na aftrek van alle onverhaalbare kosten van vervolging en invordering, jaarlijks als vergoeding verdeeld onder de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters, die hun dienst behoorlijk hebben vervuld.

TITEL III.

Grensbepaling en afpaling.

24. Wanneer de Staat, een gemeente of een openbare instelling wil overgaan tot de algemene of gedeeltelijke grensbepaling van een bos, wordt deze verrichting twee maanden tevoren aangekondigd door bekendmaking en aanplakking in de gewone vorm en door plaatsing in een nieuwsblad van de provincie en van het arrondissement, indien er een bestaat.

25. De aangelanden ten aanzien van wie de grenzen dienen te worden erkend en bepaald, worden twee maanden tevoren in kennis gesteld van de dag waarop de verrichting zal plaatshebben.

De kennisgeving bevat de aanwijzing van de af te palen eigendommen. Zij wordt zonder kosten verstrekt, op verzoek van het bosbeheer door een van zijn wachters indien het een staatsbos betreft, op verzoek van het college van burgemeester en schepenen of van het betrokken bestuur door de plaatselijke politieofficier of veldwachter indien het een bos van een gemeente of van een openbare instelling betreft.

De kennisgeving wordt gedaan aan de persoon of aan de woonplaats, indien de eigenaars wonen binnen het ambtsgebied van de overheid die met de kennisgeving belast is. (In het tegenovergestelde geval wordt zij aangetekend over de post verzonden).

De afgifte van de kennisgeving wordt vastgesteld door een proces-verbaal.

Het derde lid aldus gewijzigd bij deze wet.

26. Op de gestelde dag heeft de grensbepaling plaats, onverschillig of de aangelanden aanwezig zijn of niet.

Voor staatsbossen wordt zij verricht door de ambtenaren van het bosbeheer, voor bossen van gemeenten en openbare instellingen, onder toezicht van die ambtenaren, door de gemeenteoverheid of het bestuur van de instelling.

De medeëigenaars van onverdeelde bossen worden in alle gevallen opgeroepen overeenkomstig het vorige artikel.

27. Indien de aangelanden aanwezig zijn en er geen moeilijkheden rijzen betreffende het bepalen van de grenzen, stelt het proces-verbaal de op tegenspraak gedane erkenning vast; het wordt ondertekend door de betrokken partijen en onderworpen aan de goedkeuring van de Koning voor staatsbossen, van de bestendige deputatie van de provincieraad voor bossen van gemeenten of openbare instellingen; na deze goedkeuring is de verrichting definitief en wordt zij openbaar gemaakt op de wijze bepaald in artikel 24.

28. Indien de grensbepaling heeft plaatsgehad in afwezigheid van de aangelanden of van een van hen, wordt het proces-verbaal onmiddellijk ter secretarie neergelegd in een van de gemeenten waar het bos gelegen is. Een dubbel van dat proces-verbaal wordt neergelegd ter griffie van het provinciebestuur; aan de afwezige eigenaars wordt van deze neerlegging kennis gegeven in de vorm bepaald in artikel 25. Gedurende zes maanden te rekenen van de dag waarop die kennisgeving is gedaan, kan ieder belanghebbende van het proces-verbaal inzage nemen en verzet doen.

Bij gebreke van verzet binnen zes maanden verklaart de Koning dan wel de bestendige deputatie of het proces-verbaal van grensbepaling goedgekeurd is, en de verklaring wordt openbaar gemaakt zoals in het vorige artikel is voorgeschreven. Het goedgekeurde proces-verbaal geldt als titel voor de tienjarige en de twintigjarige verjaring.

29. Zodra het proces-verbaal van grensbepaling goedgekeurd is, verrichten de ambtenaren van het bosbeheer of, onder hun toezicht, de gemeenten en instellingen die eigenaar zijn, de afpaling in aanwezigheid of althans na behoorlijke oproeping van de betrokken partijen.

30. Indien er een geschil rijst hetzij tijdens de verrichtingen, hetzij ten gevolge van verzet door een aangelande gedaan binnen de in artikel 28 bepaalde tijd, wordt het door de betrokken partijen voor de bevoegde rechtbank gebracht en wordt de afpaling tot na de beslissing uitgesteld.

Indien er een geschil rijst na de afpaling, moet de aangelande die de afpaling door de rechter doet vernietigen, de kosten ervan dragen.

TITEL IV.

Bosbedrijfsregeling.

31. Alle bossen onder bosregeling zijn onderworpen aan een bij (ministerieel besluit) bepaalde bedrijfsregeling.

De bedrijfsregeling voor bossen van gemeenten en openbare instellingen kan echter niet tegen de wil van de eigenaar worden gewijzigd dan op overeenkomstig advies van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

32. De besluiten van gemeenten of openbare instellingen tot bepaling of wijziging van een bedrijfsregeling worden voor advies aan het bosbeheer en aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden, alvorens aan de goedkeuring van de (minister van Landbouw) te worden onderworpen.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

33. Er mag, zonder een (ministerieel besluit), geen buitengewone kap en geen verkoop of exploitatie van hout boven de door de bedrijfsregeling bepaalde gewone kappen plaatshebben, op straffe van nietigheid van de verkopen, behoudens het verhaal van de kopers, indien daartoe grond bestaat, tegen hen die de kap bevolen of toegestaan hebben.

Indien die buitengewone exploitaties zonder vergunning zijn gedaan door de inwoners van de gemeenten, worden dezen geacht een misdrijf te hebben begaan en uit dien hoofde vervolgd.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij deze wet.

34. Indien door een buitengewone kap vooruitgelopen wordt op de gewone kappen, kunnen deze gedurende de volgende jaren in zodanige mate verminderd worden als in het (ministerieel besluit) zal worden bepaald, totdat de toestand opnieuw in overeenstemming is met de bedrijfsregeling.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

35. De eigendom van gemeentebossen is niet vatbaar voor verdeling onder de inwoners.

Wanneer echter twee of meer gemeenten een bos onverdeeld bezitten, behoudt elke gemeente het recht de verdeling ervan te vorderen.

TITEL V.

Veiling van te kappen hout.

AFDELING I.

Algemene bepalingen.

36. Het hout van een gewone of buitengewone kap in een bos onder bosregeling mag slechts in openbare veiling worden verkocht.

Dag, uur en plaats van de veiling worden ten minste vijftien dagen tevoren bekendgemaakt door aanplakking op de gewone plaatsen.

37. Elke verkoop die anders dan in openbare veiling geschiedt, wordt als een geheime verkoop beschouwd en nietig verklaard.

Ambtenaren en beambten die de verkoop bevelen of houden, worden hoofdelijk veroordeeld tot gelboete van driehonderd frank tot drieduizend frank.

De koper wordt tot dezelfde geldboete veroordeeld.

38. Vernietigd wordt eveneens elke verkoop, zelfs in openbare veiling gedaan, die niet voorafgegaan is door de voorgeschreven bekendmakingen en aanplakkingen, of die gehouden is vóór het bepaalde uur, of op een andere dag, of op andere plaatsen dan vermeld op de aanplakbiljetten of in de processen-verbaal van uitstel van de verkoop.

Ambtenaren of beambten die deze bepalingen overtreden, worden hoofdelijk veroordeeld tot geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank.

De koper wordt, in geval van verstandhouding met de overtreder, tot dezelfde geldboete veroordeeld.

39. Alle in de loop van de veiling gerezen geschillen over de geldigheid van op- of afbiedingen of over de gegoedheid van bidders en borgen worden onmiddellijk beslist door de ambtenaar die de veiling voorziet.

40. Iedere koper moet, het ogenblik van de koop, op staande voet de in de veilingvoorwaarden voorgeschreven borgen stellen.

De koper die deze borgstelling niet doet, verliest zijn recht op het gekochte; er wordt onmiddellijk tot een nieuwe verkoop overgegaan.

De koper die zijn recht heeft verloren, is verplicht het verschil te betalen tussen zijn prijs en de lagere prijs van de nieuwe verkoop; het meerdere kan hij niet opeisen.

41. Geen opgave van lastgever wordt aanvaard, behalve indien zij op staande voet onmiddellijk na de toewijzing wordt gedaan.

42. De kopers zijn verplicht op het ogenblik van de verkoop woonplaats te kiezen in de gemeente waar de veiling plaatsheeft; doen zij dit niet, dan worden alle latere akten op geldige wijze betekend aan de secretarie van die gemeente.

43. Elk proces-verbaal van toewijzing geldt als titel voor dadelijk uitwinning tegen de kopers, alsook tegen de vennoten en de borgen, die hoofdelijk instaan voor de betaling van de prijs zowel als van de kosten, schadevergoeding, teruggave en geldboeten waartoe de koop aanleiding kan geven tegen de koper.

44. Wanneer de exploitatie wordt aanbesteed van een overeenkomstig een recht van gebruik of een recht op brandhout te verrichten kap of van een andere kap, worden de in de artikelen 36, 37 en 38 voorgeschreven vormen in acht genomen; overtreding wordt gestraft met geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank.

De aannemer wordt, in geval van verstandhouding met de overtreder, gestraft met dezelfde geldboete en verliest bovendien de prijs van het werk dat hij reeds heeft uitgevoerd.

AFDELING III.

Bijzondere bepalingen betreffende bossen van gemeenten en openbare instellingen.

47. De gemeenteraden en de besturen van openbare instellingen beslissen dat hout van kappen in natura ter beschikking zal worden gesteld als brandhout voor de inwoners en voor de dienst der instellingen of dat het geheel

of gedeeltelijk zal worden verkocht. Hun besluit behoeft de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad.

48. De verkoop wordt gedaan door de zorg van het college van burgemeester en schepenen of van het bestuur van de openbare instelling, in aanwezigheid van een ambtenaar van het bosbeheer of van een gemachtigd boswachter, en overeenkomstig de veilingsvoorwaarden vastgesteld door de bestendige deputatie van de provincieraad. Die verkoop is eerst definitief na goedkeuring door dat college.

49. De gemeenteraad of de instelling die verkoopt kan, onder dezelfde goedkeuring, de met de verkoop of de ontvangst belaste en in het besluit speciaal aangewezen ambtenaar machtigen om de kopers voor wier gegoedheid hij instaat, van de verplichting tot borgstelling te ontslaan.

50. De kappen, in bossen van gemeenten en openbare instellingen te verrichten ten behoeve van de brandhoutgerechtigde inwoners of van die instellingen, hebben eerst plaats na de terbeschikkingstelling door de ambtenaren van het bosbeheer.

De exploitatie wordt door een bijzondere aannemer gedaan; voor kappen in gemeentebossen echter kan zij geschieden onder de waarborg van drie gegoede inwoners die door de gemeenteraad gekozen en door het bosbeheer erkend zijn.

Indien de gemeenteraad het evenwel geraden acht het voor de brandhoutgerechtigden bestemde hout op stam te verdelen, kan hij daartoe door de (minister van Landbouw) gemachtigd worden na advies van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Het (ministerieel besluit) regelt de aansprakelijkheid van de exploitanten voor wanbedrijven en overtredingen gepleegd gedurende de exploitatie, indien het gemeenteraadsbesluit dienaangaande geen behoorlijke regeling bevat.

Indien geen (ministerieel besluit) genomen wordt binnen veertig dagen te rekenen van de dag waarop het gemeenteraadsbesluit bij het provinciebestuur is ingekomen, is dit besluit uitvoerbaar.

Her derde, vierde en vijfde lid aldus gewijzigd bij deze wet.

TITEL VI.

Exploitaties.

AFDELING I.

Algemene bepalingen.

51. De kopers mogen, op straffe van strafrechtelijke vervolging, de exploitatie van het te kappen hout niet beginnen zonder een kapvergunning verstrekt door een daartoe gemachtigd ambtenaar van het bosbeheer.

52. Iedere koper kan een lasthebber of koopwachter aanstellen, die door de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer erkend en door de vrederechter beëdigd wordt. Die koopwachter is bevoegd om zowel in de kavel als binnen de hoorwijdte van de bijslag proces-verbaal op te maken. De processen-verbaal zijn aan dezelfde vormen onderworpen als die van de boswachters en er wordt op dezelfde wijze gevolg aan gegeven; zij leveren bewijs op tot het tegendeel bewezen is.

De koopwachter mag geen bloed- of aanverwant van de gebiedswachter of van de plaatselijke ambtenaren zijn in de bij artikel 16 bepaalde graad.

De hoorwijdte van de bijslag reikt voor stamhout tot 250 meter en voor hakhout tot 125 meter, te rekenen van de grens van de kap.

In een uitkap waarvan de grenzen niet vastgesteld zijn, of wanneer het voor exploitatie aangewezen hout windworp of delichthout is, wordt de hoorwijdte van de bijslag voor elke tot levering gemerkte boom bepaald door een cirkel met een straal van 250 meter, te meten vanaf de voet van elke gevelde of te vellen boom.

53. Elke koper van stamhout is gehouden, op straffe van geldboete van vijftig frank, bij de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer en ter griffie van de rechtbank van het arrondissement het merk neer te leggen van de hamer die bestemd is om de stammen van zijn koop te merken.

De koper en zijn vennoten mogen niet meer dan één hamer hebben voor dezelfde koop en er geen ander hout mee merken dan daarvan afkomstig is, op straffe van geldboete van tweehonderd frank. Bij kleinere verkopen echter kunnen de veilingsvoorwaarden de kopers van die verplichting ontslaan.

54. De koper is verplicht alle als te sparen gemerkte of aangewezen bomen, hoe ook aangeduid, onaangeroerd te laten, zelfs wanneer er meer zijn dan vermeld in het proces-verbaal van merking van het te sparen en het te kappen hout; wederrechtelijk gekapte bomen kunnen niet worden gecompenseerd door niet te sparen bomen die de koper zou hebben laten staan.

Wanneer te sparen bomen door de wind of door enig ander toeval zijn gebroken of omgeworpen, moet de koper ze ter plaatse laten liggen en terstond de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer waarschuwen, opdat andere bomen als te sparen zullen worden gemerkt en proces-verbaal zal worden opgemaakt.

Wanneer, bij verkoop van uitkaphout, windworp of delichthout, niet gemerkte bomen gevelde of weggenomen zijn, waarschuwt de koper eveneens de ambtenaar van het bosbeheer.

De aanwezigheid van het merk, met de hamer van het bosbeheer op de stam of op de stronk van de gevelde boom aangebracht, is het enige middel waardoor de koper de levering van de boom kan bewijzen.

55. De koper draagt zorg dat te sparen bomen niet beschadigd worden door de val van te kappen bomen, op straffe van schadevergoeding.

Wanneer een gevelde boom is blijven hangen op een te sparen boom, mag de koper deze niet vellen dan nadat een ambtenaar van het bosbeheer ter plaatse is geweest en de schade die het vellen van de te sparen boom zal meebrengen, in der minne of door deskundigen is geschat.

De gevelde of gebroken bomen mogen aan de koper niet gegeven worden als vergoeding voor de bomen die ter vervanging zijn gemerkt, tenzij hij bewijst dat hij alle voorzorgen genomen heeft om ongevallen te vermijden. Wordt dit bewijs niet geleverd, dan worden zij als windworp beschouwd en in de gewone vorm verkocht.

56. De koper mag geen hout hakken of weghalen vóór zonsopgang of na zonsondergang, op straffe van geldboete van vijftig frank.

57. Het is de koper, op straffe van geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank, verboden hout van zijn koop op stam te schillen of te ontschorsen, tenzij het proces-verbaal van toewijzing dit uitdrukkelijk toestaat.

58. Elke overtreding van de veilingsvoorwaarden betreffende de wijze van kappen en exploiteren van het hout en het schoonmaken van de kapvlakte wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank.

59. Er mag geen put of oven voor houtskool, geen werkplaats of keet worden gemaakt, behalve op de plaatsen aangewezen bij proces-verbaal van de ambtenaren van het bosbeheer of van de door hen gemachtigde wachters, op straffe, voor de koper, van geldboete van vijftig frank voor iedere put, oven, keet of werkplaats die met overtreding van deze bepaling gemaakt is.

60. Het hout wordt vervoerd langs de wegen die daarvoor gewoonlijk gebruikt worden, zonder dat de kopers er nieuwe mogen maken. Zo nodig kunnen de ambtenaren van het bosbeheer andere wegen aanwijzen. Overtreding van deze bepaling wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank.

61. Het gekochte hout moet, op straffe van geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank, gekapt en opgeruimd worden binnen de door de veilingsvoorwaarden gestelde termijnen, tenzij de kopers een termijnverlenging verkregen hebben van het bosbeheer.

62. Indien de kopers verzuimen het hun bij de veilingsvoorwaarden opgelegde werk binnen de gestelde termijnen te verrichten, wordt dit op hun kosten uitgevoerd door de zorg van de ambtenaren van het bosbeheer, met machtiging van de minister voor staatsbossen en van de bestendige deputatie van de provincieraad voor bossen van gemeenten of openbare instellingen. De minister of de deputatie stelt vervolgens de staten van kosten vast en verklaart ze uitvoerbaar tegen de kopers. De betaling van de kosten wordt vervolgd op dezelfde wijze als die van de koopprijs.

63. Het is de kopers, hun werklieden en lasthebbers verboden elders dan in hun keten of werkplaatsen vuur te maken, op straffe van geldboete van tien frank tot honderd frank.

64. De kopers mogen in hun kavels geen ander hout leggen dan daarvan afkomstig is, op straffe van geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

65. Indien er tijdens de exploitatie of de opruiming proces-verbaal wordt opgemaakt van enig misdrijf of exploitatiegebrek, kan het beheer er gevolg aan geven vóór het tijdstip van de schouwing.

Indien met een eerste proces-verbaal niet kan worden volstaan en daarop nog geen vonnis gewezen is, kunnen de ambtenaren van het bosbeheer bij de schouwing een nieuw proces-verbaal van de wanbedrijven en overtredingen opmaken.

66. De kopers en hun borgen zijn, vanaf de kapvergunning en totdat zij ontslagen zijn, aansprakelijk voor elk bosmisdrijf dat in hun kavels en binnen de hoorwijdte van de bijslag gepleegd wordt, indien hun lasthebbers of koopwachters daarvan geen verslag doen; de verslagen moeten binnen acht dagen, te rekenen van het misdrijf, worden ter hand gesteld aan de ambtenaar van het bosbeheer.

Die verslagen ontslaan de kopers van hun aansprakelijkheid slechts voor zover zij geldig zijn en de schuldige aanwijzen of, bij gebreke van zodanige aanwijzing, doen blijken van voldoende pogingen om hem te ontdekken.

67. De kopers en hun borgen zijn aansprakelijk voor de geldboeten en teruggaven opgelegd wegens wanbedrijven en overtredingen die in de kavel of binnen de hoorwijdte van de bijslag gepleegd zijn door de lasthebbers, koopwachters, werklieden, houthakkers, voerlieden en alle andere personen in dienst van de kopers.

68. De aannemers van de exploitatie, hetzij van een in natura ter beschikking te stellen kap, hetzij van een kap die de eigenaars wensen te verkopen na de veiling, gedragen zich naar al hetgeen aan de kopers is voorgeschreven ten

aanzien van de exploitatie, het werk en het opruimen van de kap; in geval van wanbedrijf of overtreding dragen zij dezelfde aansprakelijkheid en worden zij gestraft met dezelfde straffen.

AFDELING II.

Bepalingen die alleen op gemeentebossen van toepassing zijn.

69. De verdeling en de uitdeling van brandhout, timmerhout en boerengeriefhout onder de inwoners worden door de gemeenteraad geregeld volgens het aantal haardsteden, dit is het aantal gezinshoofden die een afzonderlijke huishouding hebben en sedert ten minste een jaar hun woonplaats hebben in de gemeente (...) die eigenaar is van het bos.

Indien er bezwaar wordt ingebracht, wordt beslist overeenkomstig artikel 77 van de wet van 30 maart 1836.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij deze wet.

TITEL VII.

Hermeting en schouwing.

70. Vóór of tijdens de schouwing wordt de kapvlakte hermeten door een andere landmeter van het bosbeheer dan degene die de eerste meting verricht heeft.

Van de dag en het uur van die verrichting wordt aan de koper kennis gegeven bij een akte, die ten minste tien dagen tevoren aan de gekozen woonplaats betekend wordt. De koper kan op eigen kosten een landmeter te zijner keuze bijroepen om de hermeting bij te wonen; indien hij geen gebruik maakt van dat recht of niet verschijnt, wordt het proces-verbaal van hermeting geacht op tegenspraak te zijn opgemaakt.

71. Indien uit het proces-verbaal van hermeting blijkt dat er overmaat is, betaalt de koper de waarde daarvan naar evenredigheid van de koopprijs.

Is er ondermaat, dan wordt de koper in dezelfde verhouding vergoed, nadat hij ontslagen is.

De landmeters kunnen tot schadevergoeding worden aangesproken voor alle vergissingen die zij begaan hebben, wanneer het verschil ten minste een twintigste van de kapvlakte bedraagt.

72. In bossen van gemeenten of openbare instellingen is de hermeting niet verplicht. Wordt zij zonder grond gevorderd van een van de partijen, dan draagt deze alleen de kosten ervan.

In het andere geval komen de kosten ten laste van beide partijen.

73. Elke kap wordt geschouwd binnen twee maanden, te rekenen van de dag waarop de termijn voor de opruiming verstreken is.

Na verloop van deze twee maanden kan de koper het beheer in gebreke stellen door een buitengerechtelijke akte, die betekend wordt aan de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer; indien het beheer geen schouwing gedaan heeft binnen een maand na die betekening, is de koper bevrijd.

74. Aan de koper wordt tien dagen tevoren zonder kosten kennis gegeven van de dag en het uur waarop de schouwing zal plaatshebben; indien hij niet verschijnt en de ambtenaren van het bosbeheer aanleiding vinden tot het vaststellen van wanbedrijven of overtredingen te zijner laste, wordt een tweede schouwing gehouden, waartoe hij wordt opgeroepen bij een akte, die hem tien dagen tevoren op zijn kosten betekend wordt aan de gekozen woonplaats, en die dag en uur van de nieuwe schouwing vermeldt. Indien

hij niet verschijnt of zich niet doet vertegenwoordigen, wordt het proces-verbaal van de tweede schouwing geacht op tegenspraak te zijn opgemaakt.

75. Indien buiten de hoek- en grensbomen enige overschrijding of aantasting van recht heeft plaatsgehad, indien sedert de veiling enige verandering is gebracht aan de kapvlakten, indien buiten de grenzen ervan een boom of een stuk bos is gekapt, worden de kopers veroordeeld tot een geldboete die gelijk is aan de waarde van het hout dat niet in de veiling begrepen was, en tot een gelijk bedrag als teruggave.

Is het feit bedrieglijk gepleegd, dan wordt de geldboete verdubbeld en kunnen de schuldigen bovendien veroordeeld worden tot gevangenisstraf van ten hoogste een maand indien de geldboete 150 frank bedraagt of minder, en van ten hoogste zes maanden indien de geldboete dit bedrag te boven gaat.

De ambtenaren van het bosbeheer of de overheidspersonen die deze overschrijdingen, toevoegingen of veranderingen toegestaan of gedoogd hebben, worden gestraft met de in het vorige lid bepaalde straf, onverminderd de toepassing, indien daartoe grond bestaat, van de straffen bij het Strafwetboek gesteld op daden van ontrouw, knevelarij of machtsmisbruik.

76. De kopers die niet alle te sparen bomen vertonen, worden veroordeeld tot de in artikel 157 bepaalde geldboete en vergoeding.

77. De bepalingen van de vier vorige artikelen zijn van toepassing op de aannemers van de exploitatie van een kap.

78. Indien er geen wetsovertreding vastgesteld wordt en indien het proces-verbaal van schouwing geen moeilijkheden oplevert, ontslaat het beheer de koper ten aanzien van de exploitatie.

Wordt dit ontslag niet verleend binnen een maand na het proces-verbaal, dan is de koper van rechtswege bevrijd.

TITEL VIII.

Veiling en terbeschikkingstelling van eikeloogst, varkensweide, bosvoeder, windworp, delichthout en andere bosprodukten.

79. De voor veiling van houtkappen voorgeschreven vormen moeten, op straffe van nietigheid, in acht worden genomen voor de veilingen van eikeloogst, varkensweide, bosvoeder, windworp, delichthout en andere veilingen van geringe waarde.

De ambtenaren en beambten, alsook de verkrijger, die deze voorschriften overtreden, worden in de gevallen van de artikelen 37 en 38 veroordeeld tot geldboete van dertig frank tot driehonderd frank.

80. Hij aan wie het recht is toegewezen, mag in de bossen geen groter aantal varkens binnenbrengen dan in de akte van toewijzing bepaald is, op straffe van de in artikel 168 gestelde geldboete per wederrechtelijk binnengebracht dier.

81. Indien de varkens worden aangetroffen buiten de in de akte van toewijzing aangegeven bossen of toegangswegen, worden de in artikel 168 bepaalde straffen tegen de verkrijger uitgesproken.

In geval van herhaling wordt de verkrijger gestraft met dubbele geldboete en de houder veroordeeld tot gevangenisstraf van vijf dagen tot vijftien dagen.

82. De eikeloogst duurt ten hoogste drie maanden. Het tijdstip van de opening en van de sluiting wordt elk jaar door het bosbeheer vastgesteld. De opening mag echter niet geschieden voor 15 oktober en de sluiting niet na 15 februari.

83. De gemeenten en de openbare instellingen kunnen met goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad de eikeloogst en het bosvoeder openbaar verkopen, ter beschikking stellen voor hun kudden, of er op enige andere wijze over beschikken.

Hetzelfde geldt ten opzichte van windworp en andere kleine produkten van hun bossen.

TITEL IX.

Gebruiksrechten.

AFDELING I.

Bepalingen betreffende de gebruiksrechten in het algemeen.

84. In de bossen van de Staat, van gemeenten of van openbare instellingen worden voortaan geen gebruiksrechten, van welke aard en onder welk voorwendsel ook, meer verleend.

85. Elk bos kan bevrijd worden van alle gebruiksrechten op hout, behalve op dood hout, door overdracht van een deel van het bos in eigendom, en van alle andere gebruiksrechten, zoals veeweide, eikeloogst en varkensweide, door betaling van een billijke en voorafgaande schadeloosstelling.

86. Een rechtsoverdracht tot eigendomsoverdracht of tot afkoop kan alleen door de eigenaar worden ingesteld.

Van een ingestelde vordering kan evenwel niet worden afgezien dan met instemming van de gebruikers.

De vordering omvat alle rechten die aan dezelfde gebruikers in een zelfde bos toekomen. Bezitten zij rechten van beide in het vorige artikel genoemde soorten tegelijk, dan zijn al die rechten begrepen in de rechtsoverdracht tot eigendomsoverdracht.

87. De uitoefening van de gebruiksrechten kan altijd worden beperkt naar gelang van de staat en het opbrengstvermogen van de bossen en kan slechts geschieden overeenkomstig de bepalingen van deze titel.

AFDELING II.

Bepalingen betreffende de gebruiksrechten op hout alleen.

88. Gebruikers die recht hebben op houtleveringen, mogen het hout eerst nemen nadat het te hunner beschikking gesteld is. Gebruikers die recht hebben op het dode hout, mogen slechts het dorre hout nemen dat op de grond ligt; voor de bomen op stam waarvan kruin en wortels volkomen verdord zijn, moeten zij de terbeschikkingstelling vragen.

89. De exploitatie van kappen die ter beschikking gesteld zijn van gebruikers, wordt openbaar aanbesteed. Zij geschiedt overeenkomstig de bepalingen van titel VI.

Het aan de aannemers opgelegde gewone werk, alsook de vergoedingen voor het meten van de kapvlakten en voor andere exploitatiekosten, zijn ten laste van de gebruikers.

90. Het is de gebruikers verboden het hout dat hun ter beschikking is gesteld, te verkopen, te ruilen of weg te schenken, het te vervoeren naar of op te slaan op een andere plaats dan waarvoor het gebruiksrecht geldt, en er een andere bestemming aan te geven dan waarvoor het gebruiksrecht verleend is, op straffe van verbeurdverklaring ten voordele van de eigenaar van het bos, en van geldboete van twintig frank tot honderd frank wanneer het brandhout betreft, van veertig frank tot tweehonderd frank wanneer het timmerhout of boerengeriefhout betreft.

91. Het brandhout en het andere hout moeten door de gebruikers worden weggehaald binnen de termijn door de bestendige deputatie van de provincieraad bepaald. Na verloop van die termijn is het hout voor de eigenaar.

92. Het timmerhout moet gebruikt worden binnen twee jaar na de terbeschikkingstelling, behoudens verlenging van de termijn door de bestendige deputatie indien daartoe aannemelijke redenen bestaan. Na die termijn kan de eigenaar van het bos over het niet gebruikte hout beschikken, en kan de gebruiksgerechtigde die de overtreding heeft begaan, veroordeeld worden tot geldboete van tien frank tot vijftig frank.

AFDELING III.

Bepalingen van toepassing op de rechten van veeweide, eikeloogst en varkensweide.

93. De gebruikers hebben het genot van hun rechten van veeweide, eikeloogst en varkensweide slechts voor dieren die ze voor eigen gebruik houden, niet voor dieren waarin zij handel drijven.

94. De gebruikers kunnen de in het vorige artikel vermelde rechten slechts uitoefenen in bossen die door het bosbeheer tegen veeschade bestand zijn verklaard, ongeacht de leeftijd of de soort van het hout en niettegenstaande enige titel of bezit daarmee in strijd.

95. Het recht van eikeloogst en varkensweide kan alleen overeenkomstig artikel 82 uitgeoefend worden.

98. Het bosbeheer bepaalt, volgens de rechten van de gebruikers, hoeveel varkens tot de varkensweide en hoeveel stuks vee tot de veeweide kunnen worden toegelaten.

97. Elk jaar, vóór 1 maart wat de veeweide betreft, en vóór 15 september wat de varkensweide of de eikeloogst betreft, doet het bosbeheer de tegen veeschade bestand verklaarde bossen, het aantal tot de vee- of varkensweide toegelaten dieren en de duur van de klauwengang aan de gebruikers kennen.

De gemeenteraden bepalen, behoudens beroep bij de bestendige deputatie van de provincieraad en bij de Koning, hoeveel dieren iedere gebruiker in de gemene kudde mag plaatsen.

De colleges van burgemeester en schepenen maken die twee beslissingen zonder verwijl bekend in de gebruiksgerechtigde gemeenten.

98. De dieren mogen slechts langs door de ambtenaren van het bosbeheer aangewezen wegen naar de vee- of varkensweide gaan of ervan terugkeren.

Lopen die wegen door bossen die niet tegen veeschade bestand zijn, dan kunnen deze, op gemene kosten van de eigenaar en van de gebruikers, door sloten of op enige andere wijze afgescheiden worden om de dieren erbuiten te houden.

99. De kudden van elke gemeente (of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente) moeten gedreven worden door een of meer gemeenschappelijke hoeders, door de gemeenteoverheid aan te stellen. De inwoners van de gebruiksgerechtigde gemeenten die hun varkens of hun vee onder afzonderlijke hoede drijven of doen drijven, worden ge'traft met geldboete van twee frank per dier.

De varkens of het vee van elke gebruiksgerechtigde gemeente (of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente) vormen een afzonderlijke kudde waarin geen varkens of vee van een andere gemeente (of gebruiksgerechtigde gemeenschap in de gemeente) mogen worden opgenomen, op straffe van geldboete van vijf frank tot tien

frank ten laste van de hoeder, en van gevangenis van vijf dagen tot tien dagen in geval van herhaling.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

100. Alle tot de veeweide toegelaten dieren dragen een bel om de hals en hebben een bijzonder merk, dat verschilt voor elke gebruiksgerechtigde gemeente (of gemeenschap in de gemeente); van dit merk wordt een afdruk ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg neergelegd.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

101. Het is de gebruikers verboden, niettegenstaande enige titel of enig bezit hiermee in strijd, geiten of schapen te drijven of te doen drijven in de bossen of op de erbij behorende gronden, op straffe van de in artikel 168 bepaalde geldboete ten laste van de eigenaar, en van tien frank geldboete en vijf dagen tot tien dagen gevangenis ten laste van de hoeders of herders.

102. De bepalingen van deze afdeling, met uitzondering van artikel 100, zijn toepasselijk op het recht van veeweide en van varkensweide dat gemeenten en openbare instellingen in hun eigen bossen uitoefenen.

TITEL X.

Politie en instandhouding van de bossen.

103. In staatsbossen mag alleen krachtens een wet, in bossen van gemeenten en openbare instellingen alleen op hun verzoek en krachtens een koninklijk besluit gerooid worden, op straffe van gelboete van driehonderd frank tot zeshonderd frank per hectare hakhout en van vijfhonderd frank tot tweeduizend frank per hectare hooghout of middelhout, ten laste van hen die de rooijing bevolen of uitgevoerd hebben. Het bosbeheer wordt bij het veroordelend vonnis gemachtigd om het gerooide terrein binnen twee jaar te doen herbebossen.

104. Blijven de overtreders in gebreke het gerooide gedeelte te herbebossen binnen de termijn van twee jaar, te rekenen van de aanmaning die het bosbeheer krachtens het vonnis heeft gedaan, dan voorziet dit beheer daarin op hun kosten. De invordering van die kosten wordt vervolgd op dezelfde wijze als de invordering van het bedrag van de andere veroordelingen.

105. In staatsbossen mag alleen gebrand worden met vergunning van de Minister, in bossen van gemeenten of openbare instellingen alleen met vergunning van de bestendige deputatie van de provincieraad, verleend op advies van het bosbeheer; dit voorschrift geldt niet voor het eikenhakhout, door het bosbeheer aangewezen.

In geval van meningsverschil tussen de bestendige deputatie en het bosbeheer beslist de (minister van Landbouw).

Het tweede lid aldus gewijzigd bij deze wet.

106. Hij die met overtreding van het vorige artikel een bosterrein brandt, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank per gebrande hectare, onverminderd verbeurdverklaring van de gewonnen vruchten en veroordeling wegens beschadiging van stronken of bomen door ijzeren tuigen of door vuur.

107. Steen, zand, erts, aarde of graszoden, turf, heide, brem, gras, groene of dorre bladeren, op de bodem van de bossen aanwezige meststoffen, eikels, beukenoten en andere bosvruchten of -zaden mogen niet worden uitgegraven of weggehaald dan met toestemming van de eigenaar, onverminderd de bij wet en verordening vereiste vergunningen.

De toestemming van de gemeenten en van de openbare instellingen behoeft bovendien de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad, het bosbeheer gehoord.

Uitgraving of weghaling in strijd met de vorige bepalingen wordt bestraft als volgt :

Voor elke wagen of stortkar, met tien frank tot dertig frank per voorgespannen dier;

Voor elke lastdiervracht, met vijf frank tot tien frank;

Voor elke mansvracht, met twee frank tot vijf frank.

De schuldigen kunnen bovendien veroordeeld worden tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

108. Het recht van het bestuur van bruggen en wegen om plaatsen aan te wijzen waar uitgravingen van bouwstoffen voor openbare werken moeten geschieden, blijft onverkort; de aannemers zijn niettemin gehouden de vergoedingen te betalen als naar recht en de bij wet of verordening in dezen voorgeschreven vormen in acht te nemen.

109. Alle gebruikers die in geval van brand weigeren hulp te verlenen in de bossen waarin zij gebruiksrechten hebben, kunnen die rechten voor ten minste een jaar en ten hoogste vijf jaar verbeuren, onverminderd de in artikel (422ter) van het Strafwetboek bepaalde straffen.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

110. (De artikelen 36 en 37, eerste en derde lid, van het Veldwetboek zijn) van toepassing op de randbomen van de bossen.

De aangelanden kunnen zich echter op de bepaling van (voornoemd artikel 37) betreffende het snoeien niet beroepen ten aanzien van bomen die meer dan dertig jaar oud zijn op het tijdstip van de bekendmaking van deze wet.

Snoeiing zonder toestemming van de eigenaar van het bos wordt gestraft als wederrechtelijke kapping.

Het eerste en tweede lid aldus gewijzigd bij deze wet.

111. Zonder vergunning van de (minister van Landbouw) mag voortaan geen tijdelijke of blijvende kalk- of gipsoven, geen steen- of pannbakkerij worden opgericht in de bossen bij artikel 1 onder de bosregeling gesteld of op minder dan 250 meter afstand ervan, op straffe van geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank en van sloping van die inrichtingen.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

112. Het is eveneens verboden zonder vergunning van de (minister van Landbouw) een woning op palen, een keet, een barak of een loods op te richten in die bossen of op minder dan 250 meter afstand ervan, behalve daar waar een kapping aan de gang is, op straffe van geldboete van veertig frank en van sloping.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

113. Voortaan mogen zonder vergunning van de (minister van Landbouw) geen huizen, hoeven of aanhorigheden gebouwd worden op minder dan 100 meter afstand van de rand van die bossen, op straffe van sloping.

Huizen of hoeven die thans bestaan, mogen echter behouden, hersteld en herbouwd worden zonder vergunning.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij deze wet.

114. Het slopen van gebouwen en inrichtingen, waartoe krachtens de drie vorige artikelen bevel wordt gegeven, geschiedt binnen een maand, te rekenen van de betekening van het vonnis waarbij de sloping is bevolen.

115. Bewoners van huizen of hoeven die thans binnen een afstand van 100 meter liggen of waarvan de bouw krachtens artikel 113 is toegestaan, mogen zonder bijzon-

dere vergunning van de (minister van Landbouw) geen werkplaats voor het bewerken van hout, geen werf of opslagplaats voor hout, houtskool of as, bestemd voor de handel, vestigen, op straffe van geldboete van veertig frank en verbeurdverklaring van het hout, de houtskool en de as.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

116. Geen houtzagerij mag zonder vergunning van de (minister van Landbouw) worden opgericht binnen de bossen, bij artikel 1 onder de bosregeling gesteld, en op minder dan 250 meter afstand ervan, op straffe van geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank en van sloping binnen een maand te rekenen van de betekening van het vonnis waarbij de sloping is bevolen.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

117. De bepalingen van de artikelen 113, 115 en 116 zijn niet van toepassing op huizen en fabrieken die deel uitmaken van steden, dorpen of gehuchten (waar een aantal woningen bij elkaar staan).

Aldus gewijzigd bij deze wet.

118. Een vergunning verleend krachtens de artikelen 111, 112, 115 en 116 kan door de (minister van Landbouw) ingetrokken worden wanneer de houder meer dan tweemaal wegens bosmisdrijven is veroordeeld.

De krachtens artikel 113 verleende vergunning kan in hetzelfde geval worden ingetrokken op overeenkomstig advies van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij deze wet.

119. De fabrieken, loodsen en andere inrichtingen waarvoor krachtens de artikelen 111, 112, 115 of 116 vergunning verleend is, en de keten of werkplaatsen binnen de kappen tot exploitatie mogen betreden worden door de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters, die er zonder bijstand van een openbaar officier alle opsporingen mogen doen, op voorwaarde dat zij ten minste met tweeën zijn of dat de ambtenaar of de boswachter vergezeld is van twee in de gemeente woonachtige getuigen.

TITEL XI.

Rechtspleging inzake misdrijven gepleegd in bossen onder bosregeling.

AFDELING I.

Vervolg van misdrijven.

120. Het bosbeheer is belast met de vervolging tot herstel van alle wanbedrijven en overtredingen gepleegd in de bossen die onder de bosregeling vallen, zowel wat de daaruit volgende teruggave en schadevergoeding betreft.

De vervolging wordt in naam van het bosbeheer uitgeoefend door de ambtenaren van het bosbeheer, onverminderd, de desbetreffende bevoegdheid van het openbaar ministerie.

121. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters sporen de wanbedrijven en overtredingen in bos- en jachtzaken op en stellen ze dag voor dag vast door processen-verbaal, te weten: de ambtenaren in het gehele gebied waarvoor zij aangesteld zijn, de boswachters in het arrondissement van de rechtbank waarbij zij beëdigd zijn.

122. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters zijn gemachtigd om het in overtreding aangetroffen vee, alsook de werktuigen, voertuigen en gespannen van de schuldige in beslag te nemen en in bewaring te stellen. Zij volgen de door de schuldige weggenomen voorwerpen tot

in de plaatsen waar deze heengebracht zijn en stellen ze eveneens in bewaring. Zij kunnen echter de huizen, gebouwen, binnenplaatsen en omheinde erven die eraan palen, niet betreden dan in aanwezigheid van de vrederechter, van de burgemeester of van de politiecommissaris.

123. De in het vorige artikel genoemde ambtenaren mogen desgevorderd niet weigeren de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters op staande voet te vergezellen. Zij zijn bovendien gehouden het proces-verbaal van de inbewaringstelling of van de in hun aanwezigheid verrichte opsporing te tekenen; indien zij weigeren, maakt het personeelslid van het bosbeheer daarvan melding in zijn proces-verbaal.

124. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters vatten iedere onbekende die op heterdaad betrapt wordt en geleiden hem voor de vrederechter, de burgemeester of de politiecommissaris.

125. Elke vreemdeling die op heterdaad betrapt wordt bij het plegen van een bosmisdrijf, kan aangehouden, ter beschikking van de procureur des Konings gesteld en op een door de onderzoeksrechter verleend bevel tot bewaring vastgehouden worden, totdat hij keuze van woonplaats in het Rijk gedaan heeft, de opgelegde geldboete in handen van de ontvanger der domeinen gestort is of de betaling ervan op andere wijze verzekerd is. Indien de zaak niet binnen vijftien dagen aanhangig is gemaakt bij de rechtbank, wordt de verdachte in vrijheid gesteld.

Wanneer op het misdrijf gevangenisstraf is gesteld, blijft de verdachte onderworpen aan de algemene regels van de strafvordering.

126. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters hebben het recht het optreden van de openbare macht rechtstreeks te vorderen tot beteugeling van wanbedrijven en overtredingen in boszaken, alsook tot opsporing en inbeslagneming van het hout dat wederrechtelijk gekapt dan wel bedrieglijk verkocht of gekocht is.

127. (De wachters dagtekenen en ondertekenen hun processen-verbaal, op straffe van nietigheid.)

Aldus vervangen bij artikel 5 van de wet van 30 januari 1924.

128. (...)

Opgeheven bij artikel 5 van de wet van 30 januari 1924.

129. Wanneer het proces-verbaal een inbeslagneming inhoudt, wordt binnen vierentwintig uren een uitgifte ervan neergelegd ter griffie van het vrederechter om meegedeeld te kunnen worden aan hen die de in beslag genomen voorwerpen terugvorderen.

130. De vrederechters kunnen voorlopige opheffing van het beslag verlenen, onder verplichting om de kosten van de inbewaringstelling te betalen en borg te stellen. Indien de gegoedheid van de borg betwist wordt, beslist de vrederechter.

131. Indien het in beslag genomen vee binnen vijf dagen na de inbewaringstelling niet wordt teruggevorderd of indien er geen borg gesteld wordt, beveelt de vrederechter de veiling op de naastbijgelegen markt. Die veiling geschiedt door de zorg van de ontvanger der domeinen, die ze vierentwintig uren tevoren bekendmaakt.

De kosten van de inbewaringstelling en van de veiling worden begroot door de vrederechter en afgehouden van de opbrengst; het overschot blijft in handen van de ontvanger der domeinen.

Indien de terugvordering van het in beslag genomen vee verworpen wordt bij gebreke van borgstelling of indien het

vee eerst na de veiling teruggevorderd wordt, heeft de eigenaar recht op teruggave van de netto-opbrengst van de verkoop, na aftrek van alle kosten, ingeval het vonnis die teruggave beveelt. Van die prijs houdt de ontvanger het bedrag af van de veroordelingen, uitgesproken wegens het misdrijf dat tot het beslag aanleiding heeft gegeven.

132. (...)

Opgeheven bij deze wet.

133. De dagvaarding moet, op straffe van nietigheid, afschrift van het proces-verbaal (...) inhouden.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

134. Bij vervolging namens het bosbeheer kunnen de boswachters dagvaarden en exploten betekenen. Zij zijn niet bevoegd om beslag tot tenuitvoerlegging te doen.

De vergoeding wordt begroot zoals voor de akten van de (gerechts)deurwaarders).

Het tweede lid aldus gewijzigd bij deze wet.

135. De ambtenaren van het bosbeheer hebben het recht de zaak voor de rechtbank uiteen te zetten en worden gehoord tot staving van hun conclusie.

136. Wanbedrijven of overtreding in boszaken worden bewezen, hetzij door regelmatige en genoegzame processen-verbaal, hetzij door getuigen.

137. Een proces-verbaal, opgemaakt en getekend door twee ambtenaren van het bosbeheer of boswachters, geldt, indien het regelmatig is, als bewijs van de materiële feiten betreffende de daarin vastgestelde wanbedrijven en overtredingen, zolang het niet van valsheid beticht is.

Gevangenisstraf kan evenwel niet als hoofdstraf worden uitgesproken dan voor zover de beklaagde tot het leveren van het tegenbewijs is toegelaten.

138. Een regelmatig proces-verbaal, opgemaakt door één ambtenaar of één wachter, geldt eveneens als bewijs zolang het niet van valsheid beticht is, indien het wanbedrijf of de overtreding geen veroordeling tot meer dan honderd frank geldboete of schadevergoeding kan meebrengen. Wanneer het misdrijf een zwaardere geldelijke veroordeling of een gevangenisstraf kan meebrengen, geldt het proces-verbaal zolang het tegendeel niet bewezen is.

139. Een proces-verbaal dat niet geldt als bewijs zolang het niet van valsheid beticht is, kan door alle wettelijke bewijzen gestaafd en bestreden worden.

140. De beklaagde die het proces-verbaal van valsheid wil betichten, moet zulks op de griffie van de rechtbank verklaren vóór de in de dagvaarding bepaalde terechtzitting.

Die verklaring wordt gedaan en getekend door de beklaagde of door zijn gemachtigde, voorzien van een bijzondere en authentieke volmacht, en ontvagen door de griffier van de rechtbank; ingeval de persoon die verschijnt niet kan tekenen, wordt daarvan uitdrukkelijk melding gemaakt

Op de voor de terechtzitting bepaalde dag verleent de rechtbank akte van de verklaring en stelt een termijn vast van ten minste drie dagen en ten hoogste acht dagen waarbinnen de beklaagde ter griffie opgave moet doen van zijn middelen tot bewijs van de valsheid, alsook van de naam, de hoedanigheid en de verblijfplaats van de getuigen die hij wil doen horen.

Na verloop van die termijn neemt de rechtbank, zonder dat een nieuwe dagvaarding nodig is, de middelen tot bewijs van de valsheid aan, indien zij de gevolgen van het proces-verbaal teniet kunnen doen en de valsheidsprocedure wordt voortgezet overeenkomstig de wet.

In het tegenovergestelde geval, of indien de beklaagde de hierboven voorgeschreven vormen niet in acht heeft genomen, verklaart de rechtbank dat er geen grond is om de middelen tot bewijs van de valsheid aan te nemen en beveelt dat tot berechting van de zaak zal worden overgegaan.

141. De beklaagde tegen wie een verstekvonnis is gewezen waartegen verzet aangetekend is, kan zijn verklaring tot betichting van valsheid nog doen gedurende de termijn die de wet hem verleent om ter terechtzitting te verschijnen.

142. Het proces-verbaal dat tegen verscheidene beklaagden opgemaakt en slechts door een van hen van valsheid beticht is, behoudt zijn bewijskracht ten opzichte van de anderen, tenzij het feit waarop de betichting van valsheid slaat, onsplitsbaar en aan de andere beklaagden gemeen is.

143. Indien de beklaagde zich beroept op een recht van eigendom of op een ander zakelijk recht, beslist de rechter bij wie de klacht aanhangig is, over het tussengeschied met inachtneming van de volgende regels: de prejudiciële exceptie wordt slechts aangenomen voor zover zij gegrond is op een deugdelijk schijnende titel of op welbepaalde feiten van bezit die de beklaagde eigen zijn. De overgelegde titels of de gestelde feiten moeten elk karakter van wanbedrijf of van overtreding ontnemen aan het feit waarop de vervolging berust.

Wanneer de zaak naar de burgerlijke rechter wordt verwezen, bepaalt het vonnis een termijn van ten hoogste twee maanden, waarbinnen de partij die het prejudiciële geschil heeft opgeworpen, de zaak bij de bevoegde rechter aanhangig moet maken en moet bewijzen dat zij het nodige heeft gedaan; anders wordt tot de berechting overgegaan.

In geval van veroordeling tot gevangenisstraf wordt de tenuitvoerlegging van die straf echter geschorst gedurende een nieuwe termijn van twee maanden. Indien de beklaagde binnen die termijn beweert dat hij het nodige heeft gedaan, blijft de schorsing duren tot na de beslissing over de zaak zelf.

De geldboeten, teruggaven, schadevergoedingen en kosten zijn opeisbaar na de veroordeling. Indien het prejudiciële geschil later ten voordele van de beklaagde wordt beslist, wordt het door hem betaalde teruggegeven.

144. De ambtenaren kunnen namens het bosbeheer hoger beroep of cassatieberoep instellen; zonder bijzondere machtiging kunnen zij er geen afstand van doen.

Het Openbaar Ministerie kan van het recht van hoger beroep en van cassatieberoep gebruikmaken, zelfs wanneer het beheer of zijn ambtenaren in de vonnissen en arresten hebben berust.

145. De rechtsvorderingen tot herstel van wanbedrijven en overtredingen in boszaken verjaren door verloop van drie maanden, te rekenen van de dag waarop de wanbedrijven en overtredingen zijn vastgesteld, wanneer de beklaagden in de processen-verbaal worden aangewezen. In het tegenovergestelde geval is de verjaringstermijn zes maanden, te rekenen van dezelfde dag.

146. De bepalingen van het vorige artikel zijn niet van toepassing op overtredingen, wanbedrijven en daden van ontrouw, door ambtenaren of aangestelden van het bosbeheer of boswachters begaan in de uitoefening van hun bediening. Te hunner opzichte gelden de verjaringstermijnen van de gewone wetten van strafvordering.

De rechtsvordering tot schadevergoeding die krachtens de artikelen 17 en 18 voor de correctionele rechtbanken wordt ingesteld tegen ambtenaren of aangestelden, is echter niet meer ontvankelijk een jaar nadat de strafvordering tegen de schuldige zelf door verjaring vervallen is.

147. De gewone regels van de strafvordering zijn van toepassing op de vervolging van de in deze wet omschreven wanbedrijven en overtredingen, behoudens de afwijkingen die uit deze titel volgen.

AFDELING II.

Tenuitvoerlegging van vonnissen.

148. De vonnissen, bij verstek gewezen op verzoek van het bosbeheer of op vervolging van het Openbaar Ministerie, worden betekend bij een eenvoudig uittreksel, dat de naam van de partijen en het beschikkende gedeelte van het vonnis inhoudt.

Die betekening doet de termijnen van verzet en van hoger beroep ingaan.

149. De invordering van de geldboeten wegens bosmisdrijven wordt opgedragen aan de ontvangers der registratie en der domeinen.

Die ontvangers zijn eveneens belast met de invordering van de teruggaven, kosten en schadevergoedingen die voortvloeien uit de vonnissen gewezen wegens wanbedrijven en overtredingen in boszaken.

150. Vonnissen houdende veroordeling tot geldboete, teruggave, schadevergoeding en kosten worden ten uitvoer gelegd zoals in correctionele zaken.

151. (Wanneer de hoven en rechtbanken een geldboete opleggen kunnen zij bevelen dat deze, bij gebreke van betaling, zal worden vervangen door een gevangenisstraf, die drie maanden niet zal te boven gaan voor hem die wegens wanbedrijf, en drie dagen voor hem die wegens overtreding zijn veroordeeld.)

Aldus vervangen bij deze wet.

152. (...)

Opgeheven bij deze wet.

153. (...)

Opgeheven bij deze wet.

TITEL XII.

Straffen en veroordelingen met betrekking tot alle bossen.

154. Het kappen of het weghalen van bomen van twee decimeter omtrek of meer wordt gestraft met geldboeten, die bepaald worden naar de volgende maatstaven.

De bomen worden in drie klassen gerangschikt:

De eerste klasse omvat: eik, kastanje, notboom, iep, es, lariks en acacia.

De tweede: beuk, haagbeuk, esdoorn, plataan, ander naaldhout dan lariks, linde, populier, berk, meelbes, kers, vogelkers en andere vruchtbomen.

De derde: esp, els, wilg, lijsterbes en alle andere boomsoorten die niet tot een van de twee vorige klassen behoren.

Voor bomen van de eerste klasse die twee decimeter omtrek hebben, bedraagt de geldboete een frank per decimeter. Vervolgens stijgt zij trapsgewijze, te weten:

Met vijf centiemen per decimeter, tot en met vijf decimeter.

Met tien centiemen voor elk van de volgende vijf decimeter.

Met vijftien centiemen per decimeter, voor bomen van meer dan een meter tot vijftien decimeter.

Met twintig centiemen per decimeter, voor bomen van meer dan vijftien decimeter.

Omtrek	Bomen van de 1 ^{ste} klasse		Bomen van de 2 ^e klasse	Bomen van de 3 ^e klasse
	Geldboete per decimeter	Geldboete per boom	Geldboete per boom	Geldboete per boom
Decimeter	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1	—	—	—	—
2	1,00	2,00	1,00	0,50
3	1,05	3,15	1,57	0,78
4	1,10	4,40	2,20	1,10
5	1,15	5,75	2,87	1,43
6	1,25	7,50	3,75	1,87
7	1,35	9,45	4,72	2,36
8	1,45	11,60	5,80	2,90
9	1,55	13,95	6,97	3,48
10	1,65	16,50	8,25	4,12
11	1,80	19,80	9,90	4,95
12	1,95	23,40	11,70	5,85
13	2,10	27,30	13,65	6,82
14	2,25	31,50	15,75	7,87
15	2,40	36,00	18,00	9,00
16	2,60	41,60	20,80	10,40
17	2,80	47,60	23,80	11,90
18	3,00	54,00	27,00	13,50
19	3,20	60,80	30,40	15,20
20	3,40	68,00	34,00	17,00
21	3,60	75,60	37,80	18,90
22	3,80	83,60	41,80	20,90
23	4,00	92,00	46,00	23,00
24	4,20	100,80	50,40	25,20
25	4,40	110,00	55,00	27,50

En zo vervolgens met dezelfde verhoging van twintig centiemen voor elke decimeter meer.

Voor bomen van de tweede klasse wordt de geldboete gesteld op de helft van de hierboven bepaalde bedragen, voor bomen van de derde klasse op het vierde.

Een en ander overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel.

De omtrek wordt gemeten op een meter van de grond.

De rechter kan naar gelang van de omstandigheden de geldboete tot ten hoogste het dubbele vermeerderen.

Hij kan bovendien de schuldigen veroordelen tot gevangenisstraf van ten hoogste een maand indien de geldboete honderdvijftig frank of minder bedraagt, van ten hoogste zes maanden indien zij meer bedraagt.

155. Indien de bomen waarop het in het vorige artikel vastgestelde tarief toepasselijk is, weggehaald en bewerkt zijn, wordt de omtrek op de boomstronk gemeten; indien ook de stronk weggehaald is, wordt de omtrek berekend door de som van de afmetingen der vier zijden van de gekanthoude boom te vermeerderen met een vijfde van die som.

Indien boom en stronk verdwenen zijn, wordt de geldboete berekend volgens de dikte, zoals de rechtbank die op grond van de processtukken heeft geschat, en de duur van de gevangenisstraf wordt bepaald overeenkomstig de in het vorige artikel gestelde regels.

156. De in artikel 154 bepaalde straffen worden tot op de helft verminderd ten aanzien van bomen die volkomen droog zijn van kruin tot wortel.

157. De geldboeten wegens het veilen of wegens het ontbreken van spaartelgen, hoekbomen, grensbomen en andere te sparen bomen in de kappen in exploitatie of in de kappen

van de twee vorige jaren, worden met een derde verhoogd telkens als de soort en de omtrek van de bomen kunnen worden vastgesteld.

Indien het onmogelijk is de soort en de omtrek van de bomen vast te stellen omdat zij met hun stronk weggehaald zijn of om enige andere reden, is de geldboete tien frank tot dertig frank voor een spaartelg van dezelfde leeftijd als het hakhout, dertig frank tot zestig frank voor een spaartelg van middelbare leeftijd, zestig frank tot tweehonderd frank voor een oudere spaartelg.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot de in artikel 154 bepaalde gevangenisstraf.

158. Voor het kappen, uitrukken of kneuzen van alleenstaande jonge eiken of beuken van minder dan twee decimeter omtrek in hooghoutkappen, waar dergelijke bomen, hoewel niet gemerkt, van rechtswege moeten worden gespaard, bedraagt de geldboete vijf centiemen per centimeter omtrek.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

159. Hij die in een bos een boom topt, ontschort of verminkt of de hoofdtakken ervan afsnijdt, wordt gestraft alsof hij de boom had geveld.

Hetzelfde geldt ten aanzien van hem die een naaldboom topt of het hars ervan wegneemt.

160. De geldboete voor het kappen of weghalen van hout van minder dan twee decimeter omtrek bedraagt, voor elke karrevracht, acht frank tot zestien frank per voorgespannen dier, vier frank tot acht frank per lastdiervracht, en anderhalve frank tot drie frank per mutsaard, takkenbos of mansvracht.

De geldboete wordt verdriedubbeld voor gezaaide of geplante bomen van minder dan twee decimeter omtrek.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

162. Hij die in een bos jong hout uitrukt of weghaalt, wordt gestraft met een geldboete viermaal zo groot als die welke in het vorige artikel bepaald is.

Indien dat misdrijf gepleegd wordt in een zaaiplaats of aanplant, door mensenhand aangelegd, wordt bovendien gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee maanden uitgesproken.

163. Hij die stronken van hakhout uitrukt, breekt, kneust of door branding of op enige andere wijze beschadigt, wordt gestraft met geldboete van vijftig centiemen voor iedere geschonden stronk.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

164. Elke onrechtmatige toeëigening van bosterrein wordt gestraft met geldboete van tien frank tot honderd frank, onverminderd de gewone straffen voor het uitrukken of kappen van hout.

165. Hij die zonder wettige redenen in een bos buiten de gewone wegen wordt aangetroffen met een hakmes, aks, bijl, zaag of ander soortgelijk gereedschap, wordt veroordeeld tot geldboete van vijf frank.

Heeft de overtreder geen gereedschap bij zich, dan kan hij naar gelang van de omstandigheden veroordeeld worden tot geldboete van twee frank; wordt het feit vastgesteld in het bos van een bijzonder persoon, dan heeft de vervolging alleen plaats op klacht van de eigenaar.

166. Hij die in een bos zijn voertuig, zijn trek-, last- of rijdieren buiten de gewone wegen doet of laat komen, wordt gestraft met geldboete van vijf frank per voertuig of per last-, trek- of rijdier, onverminderd de toepassing van artikel 168.

167. Het is verboden in een bos of binnen honderd meter ervan vuur te dragen of aan te steken, op straffe van geldboete van tien frank tot honderd frank.

168. De eigenaar van dieren die overdag in een bos van tien jaar en meer in overtreding worden aangetroffen, wordt gestraft met geldboete van vijftig centiemen per varken, van twee frank per woldragend dier, van drie frank per bok, geit, paard of lastdier, van vier frank per stier, os, koe of kalf.

De geldboete wordt tot op de helft verminderd wanneer het gaat om kalveren en veulens beneden een jaar.

De geldboete wordt verdubbeld, indien het misdrijf in een bos van minder dan tien jaar of in aanwezigheid van de bewaker gepleegd is.

Zij wordt verdriedubbeld wanneer die twee omstandigheden verenigd zijn.

169. De straffen wegens wanbedrijven en overtredingen in boszaken worden verdubbeld :

1° Indien er herhaling is binnen een jaar, te rekenen van het eerste vonnis tegen de schuldige gewezen;

2° Indien de overtredingen of wanbedrijven bij nacht zijn gepleegd;

3° Indien de schuldigen gebruik hebben gemaakt van een zaag of van vuur om bomen te vellen;

4° Indien de misdrijven in bende of in vereniging zijn begaan.

170. De zagen, bijlen, hakmessen, aksen en andere soortgelijke gereedschappen waarvan de schuldigen voorzien zijn, worden in beslag genomen en verbeurd verklaard.

Aldus opgeheven bij deze wet.

172. In alle gevallen, in deze titel omschreven, mag de schadevergoeding, met inbegrip van de waarde van de in natura teruggeven voorwerpen, niet minder bedragen dan de enkele geldboete bij het vonnis opgelegd.

173. De echtgenoten, de ouders, de voogden, de meesters en zij die anderen aanstellen zijn aansprakelijk voor de geldboeten, teruggaven, schadevergoedingen en kosten die voortvloeien uit de voordelingen, uitgesproken tegen hun vrouw, hun minderjarige kinderen en hun pupillen, die ongehuwd zijn en bij hen inwonen, hun werklieden, voerlieden en andere ondergeschikten, behoudens verhaal als naar recht.

174. De gebruikers, de gemeenten en (de gebruiksrechtigde gemeenschappen in de gemeente) zijn aansprakelijk voor de geldelijke veroordelingen die tegen hun hoeders en bewakers uitgesproken zijn wegens wanbedrijven of overtredingen in boszaken gepleegd gedurende de tijd en de uitoefening van de dienst.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

175. De straffen die deze wet in enige bijzondere gevallen bepaalt ten aanzien van ambtenaren of beambten en aangestelden van het bosbeheer, zijn onafhankelijk van de straffen die tegen hen kunnen worden uitgesproken wegens ontrouw, knevelarij of machtsmisbruik.

176. Alle bepalingen van deze wet betreffende de bossen die deel uitmaken van het Staatsdomein, zijn mede van toepassing op de bossen waarop de Staat onverdeelde eigendomsrechten heeft hetzij met gemeenten of openbare instellingen, hetzij met bijzondere personen.

Voor de bossen die onverdeeld zijn tussen gemeenten of openbare instellingen en bijzondere personen, geldt dezelfde regeling als voor de bossen die uitsluitend aan gemeenten of openbare instellingen toebehoren.

TITEL XIII.

Bossen van bijzondere personen.

177. Wachters van bossen van bijzondere personen kunnen hun ambt niet aanvaarden dan nadat zij, op advies van de ambtenaar van het bosbeheer in het betrokken gebied, door de provinciegouverneur erkend zijn en voor de rechtbank van eerste aanleg de eed hebben afgelegd.

Zij moeten volle vijftientwintig jaar oud zijn.

Zij kunnen door de gouverneur, op advies van de ambtenaar van het bosbeheer, van de leeftijdsvoorwaarde vrijgesteld worden binnen de bij artikel 10 bepaalde grenzen.

178. De bepalingen van titel IX betreffende de gebruiksrechten zijn mede van toepassing op de bossen van bijzondere personen, met uitzondering van de artikelen 84, 89 en 102.

179. De bepalingen van de artikelen 107, 108, 109 en 110, eerste en derde lid, zijn eveneens van toepassing op de bossen van bijzondere personen.

180. Processen-verbaal opgemaakt door wachters van bossen van bijzondere personen leveren bewijs op zolang het tegendeel niet bewezen is.

181. De bepalingen van de artikelen 122, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 131, 133, 136, 143, 145 en 147, zijn mede van toepassing op de vervolgingen die in naam en in het belang van bijzondere personen ingesteld worden wegens wanbedrijven en overtredingen in hun bossen gepleegd.

Wanneer echter, in het geval van artikel 131, het in beslag genomen vee moet worden verkocht, wordt de netto-opbrengst van de verkoop in de Deposito- en Consignatiekas gestort.

182. Processen-verbaal, opgemaakt door wachters van bossen van bijzondere personen, worden binnen een maand (...) overhandigd aan de procureur des Konings of aan de politiecommissaris van de gemeente waar het vredegerecht gevestigd is, of aan de burgemeester wanneer in die gemeente geen politiecommissaris is, naar gelang van hun onderscheiden bevoegdheid.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 1968.

Aldus gewijzigd bij deze wet.

183. Voor wanbedrijven en overtredingen gepleegd in bossen van bijzondere personen zijn de straffen, de schadevergoeding en de teruggave dezelfde als voor wanbedrijven en overtredingen gepleegd in bossen onder bosregeling.

Gegeven te Brussel, 27 september 1968.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Agriculture,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landbouw,

Ch. HEGER.

RAPPORT

de la Commission centrale de la langue juridique et administrative néerlandaise en Belgique ⁽¹⁾.

I.

CONSIDERATIONS GENERALES.

1. Le Code forestier — Origine et contenu.

La plus grande partie du Code forestier belge du 19 décembre 1854 n'est pas l'œuvre originale du législateur belge. Il est étranger à la codification napoléonienne. Il se fonde en ordre principal sur une loi française du 21 mai-31 juillet 1827, à laquelle il emprunte textuellement une partie des dispositions et dont il adapte certaines autres.

En rédigeant le Code forestier de 1827, le législateur français a tenu compte des dispositions de l'« Edit portant règlement général pour les eaux et forêts » du mois d'août 1669, de même que du « Décret sur l'administration forestière » du 15-29 septembre 1791. Plusieurs chapitres de ce décret ont été déclarés explicitement d'application dans les départements belges, par les arrêtés du 19 frimaire, an IV (10 décembre 1795), 7 pluviôse, an V (25 janvier 1797) et 2 fructidor, an VI (19 août 1798). Voir à ce sujet e.a. la *Pasinomie, Annotations pour la Belgique*, année 1791, pp. XII-XIII. Une partie importante de l'ordonnance de Louis XIV du mois d'août 1669 a été considérée comme étant d'application chez nous, par la jurisprudence belge de la première moitié du XIX^e siècle.

Le Code forestier belge de 1854, ne constitue pas un retour à l'ancien droit de nos provinces, mais confirme l'introduction du droit français chez nous un demi-siècle auparavant. Ainsi le Code forestier français de 1827 a pu servir de modèle pour la loi belge de 1854.

⁽¹⁾ Composition de la Commission :

Président :

E. Van Dievoet, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, membre de la Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, ancien ministre de la Justice.

Vice-Président :

J. Rutsaert, conseiller à la Cour de Cassation.

Membres :

C. Bittremieux, chef du Service de concordance des textes au Conseil d'Etat;

F. Debaedts, substitut de l'auditeur général au Conseil d'Etat;

J.-F. Demol, directeur du Service législatif flamand du Sénat;

E. Lejeune, directeur au Ministère des Affaires étrangères;

K. Mees, conseiller d'Etat;

R. Moors, conseiller juridique au Ministère de l'Intérieur;

J.-L. Pauwels, professeur à l'Université catholique de Louvain, membre de la Koninklijke Vlaamse Academie voor Taal- en Letterkunde;

W. Pee, professeur à l'Université de l'Etat à Gand;

G. Vandeweyer, directeur au Ministère de la Santé publique;

F. Van Goethem, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, membre de la Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België;

Ad. Van Loey, professeur à l'Université libre de Bruxelles, membre de la Koninklijke Vlaamse Academie voor Taal- en Letterkunde;

P. Vermeulen, conseiller d'Etat.

Membres temporaires :

S. Tys, ingénieur des Eaux et Forêts de l'Etat au Ministère de l'Agriculture;

F. Van den Branden, traducteur en chef au Ministère des Affaires étrangères (secteur Affaires africaines).

Secrétaire :

F. D'Haese, chef honoraire du Service de concordance des textes au Conseil d'Etat.

Secrétaires adjoints :

J. Byvoet, membre du Bureau de coordination au Conseil d'Etat;

A. Vanhée, conseiller juridique au Ministère de la Justice.

VERSLAG

van de Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurstaal in België ⁽¹⁾.

I.

ALGEMENE BESCHOUWINGEN.

1. Het Boswetboek — Oorsprong en inhoud.

Het Belgische Boswetboek van 19 december 1854 is voor een groot deel niet een oorspronkelijk werk van de Belgische wetgever. Het gaat evenmin terug op Napoleons codificatie. Het berust in hoofdzaak op een Franse wet van 21 mei-31 juli 1827, waarvan het een aantal bepalingen woordelijk overneemt en andere opnieuw bewerkt.

Bij de redactie van de Franse Code forestier van 1827 is in ruime mate rekening gehouden met de bepalingen van het « Edit portant règlement général pour les eaux et forêts » van augustus 1669, evenals met het « Décret sur l'administration forestière » van 15-29 september 1791. Verscheidene hoofdstukken van dit decreet zijn in de Belgische departementen uitdrukkelijk van toepassing verklaard door de besluiten van 19 frimaire jaar IV (10 december 1795), 7 pluviôse jaar V (26 januari 1797) en 2 fructidor jaar VI (19 augustus 1798). Zie hierover o.a. *Pasinomie, Annotations pour la Belgique*, jaar 1791, blz. XII-XIII. Een belangrijk gedeelte van de verordening van Lodewijk XIV van augustus 1669 werd door de Belgische rechtspraak uit de eerste helft van de XIX^e eeuw als geldend recht beschouwd.

Het Belgische Boswetboek van 1854 greep doorgaans niet terug naar het oude recht van onze provincies, maar bekrachtigde de overname van het Franse recht. Het Franse Code forestier van 1827 kon aldus als model dienen voor de Belgische wet van 1854.

⁽¹⁾ Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter :

E. Van Dievoet, emeritus professor van de Katholieke Universiteit te Leuven, lid van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, oud-minister van Justitie.

Ondervoorzitter :

J. Rutsaert, raadsheer in het Hof van Cassatie.

Leden :

C. Bittremieux, hoofd van de Dienst voor de overeenstemming der teksten bij de Raad van State;

F. Debaedts, substituut-auditeur-generaal bij de Raad van State;

J.-F. Demol, directeur van de Vlaamse Wetgevende Dienst van de Senaat;

E. Lejeune, directeur bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken;

K. Mees, Staatsraad;

R. Moors, rechtskundig adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken;

J.-L. Pauwels, professor aan de Katholieke Universiteit te Leuven, lid van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Taal- en Letterkunde;

W. Pee, professor aan de Rijksuniversiteit te Gent;

G. Vandeweyer, directeur bij het Ministerie van Volksgezondheid;

F. Van Goethem, emeritus professor van de Katholieke Universiteit te Leuven, lid van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België;

Ad. Van Loey, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel, lid van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Taal- en Letterkunde;

P. Vermeulen, Staatsraad.

Tijdelijke leden :

S. Tys, rijksingenieur van Waters en Bossen bij het Ministerie van Landbouw;

F. Van den Branden, hoofdvertaler bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken (sector Afrikaanse zaken).

Secretaris :

F. D'Haese, erehoofd van de Dienst voor de overeenstemming der teksten bij de Raad van State.

Adjunct-secretarissen :

J. Byvoet, lid van het Coördinatiebureau bij de Raad van State;

A. Vanhée, rechtskundig adviseur bij het Ministerie van Justitie.

Le texte du Code forestier a peu changé depuis 1854. Il n'y a guère de modifications notables à signaler si ce n'est le remplacement de l'article 127 et l'abrogation de l'article 128 par la loi du 30 janvier 1924, ainsi que de l'article 22 par le Code des droits d'Enregistrement et le Code des droits de l'impôt. Il est rare de rencontrer des lois, vieilles de plus d'un siècle, qui aient subi aussi peu de modifications. Le Code forestier a été complété par quelques lois, parmi lesquelles la plus importante, du 28 décembre 1931, concerne la protection des bois et forêts appartenant à des particuliers. Cette loi ne fait pas partie du Code forestier.

Le Code forestier contient en ordre principal des dispositions administratives et pénales. Quelques articles sont consacrés aux droits d'usage dans les bois. Le droit de chasse n'y est pas traité.

2. Les traductions précédentes.

La loi du 19 décembre 1854 a été traduite à plusieurs reprises. Ces traductions sont brièvement passées en revue dans l'exposé suivant qui indique si, et dans quelle mesure, elles ont pu être utiles à la Commission.

1° La traduction de 1854.

Une traduction officielle a paru dans le *Recueil des lois et arrêtés royaux*, imprimée en regard du texte français de la loi.

Cette traduction date du temps de K.-L. Ledeganck. Si elle possède certaines qualités, elle a les défauts de la langue juridique des Pays-Bas méridionaux du milieu du XIX^e siècle : un style maladroit, une absence de bonne terminologie néerlandaise. Ce texte ne présente plus qu'un intérêt historique; pour nous elle n'est plus guère utile.

2° La traduction de Paul Bellefroid, 1908.

La traduction de Bellefroid est méritoire; la langue et la terminologie sont plus néerlandaises que celles de la traduction officielle de 1854 (1).

3° La traduction de la Commission de 1923, publiée en 1937.

Le travail de cette Commission concernant le Code civil, le Code pénal et le Code d'instruction criminelle a déjà été examiné (1). Sa traduction du Code forestier a été publiée au *Moniteur belge* du 14 août 1937 (arrêté royal du 8 juillet 1937). Elle est conforme à ce qui a déjà été dit des autres traductions de cette commission. Elle fut en grande partie l'œuvre du Professeur R. Verdeyen et marqua un progrès appréciable par rapport à la traduction de 1854.

3. Point de vue et méthode adoptés par la Commission.

Nous concluons par quelques précisions concernant le point de vue et la méthode de travail de la Commission.

a) Méthode de la Commission.

Le projet a pour point de départ le texte de la Commission de 1923. M. D'Haese a revu ce texte au préalable et a soumis celui-ci à l'assemblée de la *Commission centrale de la langue juridique et administrative néerlandaise en Belgique*, avec un certain nombre de propositions de modification.

La Commission a réexaminé attentivement tous les articles du Code. Elle a fait appel à un expert particulièrement compétent, qui a pris une part très active à la préparation du projet en qualité de membre temporaire : M. S. Tys, ingénieur des Eaux et Forêts de l'Etat.

Le texte a été transmis à la *Commission chargée de l'élaboration du texte néerlandais de la Constitution, des Codes et des lois et arrêtés principaux*, qui, à son tour, a approuvé le projet (1).

(1) P. Bellefroid, *Verzameling van Belgische strafwetten*, Hasselt, 1908, pp. 233-282.

(1) Voir : — pour le Code civil : Chambre des Représentants, Doc. 1959-1960, 507, n° 1, p. 10; pour le Code pénal : Chambre des Représentants, Doc. 1962-1963, 636, n° 1, p. 6; — pour le Code d'instruction criminelle : Sénat, Doc. 1966-1967, 37, n° 1, p. 7.

(1) *Composition de la Commission :*

Président :

E. Van Dievoet, précité.

Vice-Président :

F. D'Haese, précité.

De tekst van het Boswetboek is sedert 1854 slechts in geringe mate gewijzigd. Behoudens de vervanging van artikel 127 en de opheffing van artikel 128 door de wet van 30 januari 1924 en de opheffing van artikel 22 door het Wetboek der Registratierechten en het Wetboek der Zegelrechten, vallen geen belangrijke wijzigingen aan te stippen. Voor wetten van meer dan een eeuw oud is zulks zelden het geval. Het bosrecht is verder geregeld door enkele wetten waarvan de voorname is de wet van 28 december 1931 betreffende de bescherming van de bossen die aan particulieren toebehoren. Deze wet maakt geen deel uit van het Boswetboek.

Het Boswetboek bevat in hoofdzaak bepalingen van bestuursrechtelijke en strafrechtelijke aard. Enkele artikelen zijn gewijd aan de gebruiksrechten in de bossen. Het jachtrecht wordt er niet in behandeld.

2. De vroegere vertalingen.

De wet van 19 december 1854 is enkele malen vertaald. Deze vertalingen worden hierna in het kort besproken en er wordt vastgesteld of en in hoeverre zij de Commissie van nut zijn geweest.

1° De vertaling van 1854.

Een officiële vertaling verscheen in de *Verzameling der wetten en koninklijke besluiten*, gedrukt tegenover de Franse tekst van de wet.

Deze vertaling stamt uit de tijd van K.-L. Ledeganck. Naast verschillende hoedanigheden vertoont zij ook de gebreken van de Zuid-Nederlandse rechtstaal van het midden van de XIX^e eeuw : een vaak onbeholpen stijl, een gebrek aan een goede Nederlandse terminologie. Zij heeft alleen nog historisch belang; voor ons is zij niet meer bruikbaar.

2° De vertaling van Paul Bellefroid, 1908.

De vertaling van Bellefroid is verdienstelijk; zijn taal en terminologie staan dicht bij de Nederlandse dan die van de officiële vertaling van 1854 (1).

3° De vertaling van de Commissie van 1923, verschenen in 1937.

Het werk van deze Commissie op het gebied van het Burgerlijk Wetboek, het Strafwetboek en het Wetboek van Strafvordering werd vroeger besproken (1). Haar vertaling van het Boswetboek verscheen in het *Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1937 (koninklijk besluit van 8 juli 1937). Zij beantwoordt aan wat omtrent de andere vertalingen van dezelfde commissie is meegedeeld. Zij was voor een groot deel het werk van Professor R. Verdeyen en betekende een merkelijke vooruitgang ten opzichte van de vertaling van 1854.

3. Het standpunt en de werkmethode van de Commissie.

Hier volgen tot besluit nog enkele nadere toelichtingen omtrent het standpunt en de werkmethode van de Commissie.

a) Methode van de Commissie.

Het ontwerp gaat uit van de tekst van de Commissie van 1923. De heer F. D'Haese heeft vooraf deze tekst nagelezen en heeft die, met een aantal door hem voorgestelde wijzigingen, aan de vergadering van de *Centrale Commissie voor de Nederlandse Rechtstaal en Bestuurs-taal in België* onderworpen.

De Commissie heeft alle artikelen van de wet zorgvuldig herlezen. Zij heeft een beroep gedaan op een speciaal bevoegd deskundige, die als tijdelijk lid aan de voorbereiding van het ontwerp een bijzonder aandeel heeft gehad : de heer S. Tys, rijksingenieur van Waters en Bossen.

Het ontwerp werd voorgelegd aan de *Commissie belast met de voorbereiding van de Nederlandse tekst van de Grondwet, de wetboeken en de voornaamste wetten en besluiten*, die het op haar beurt heeft goedgekeurd (1).

(1) P. Bellefroid, *Verzameling van Belgische strafwetten*, Hasselt, 1908, blz. 233-282.

(1) Zie : — voor het Burgerlijk Wetboek : Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedrukte stukken 1959-1960, 507, n° 1, bl. 10; — voor het Strafwetboek : Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedrukte stukken 1962-1963, 636, n° 1, bl. 6; — voor het Wetboek van Strafvordering : Senaat, Gedrukte stukken 1966-1967, 37, n° 1, bl. 7.

(1) *Samenstelling van de Commissie :*

Voorzitter :

E. Van Dievoet, voornoemd.

Ondervoorzitter :

F. D'Haese, voornoemd.

Enfin, une sous-commission a été chargée de veiller à l'uniformité de la terminologie des différentes parties du projet et de comparer une fois encore les textes néerlandais avec les textes français originaux du *Moniteur belge*. La sous-commission était présidée par M. E. Van Dievoet et était composée de MM. W. Pée, J. Byvoet, F. D'Haese, J. Leliard, G. Van Dievoet et A. Vanhee.

b) *La langue du projet.*

En ce qui concerne la langue du projet, il peut être renvoyé à ce que la Commission chargée de l'élaboration du texte néerlandais des Codes a écrit à ce sujet dans son Exposé accompagnant le texte néerlandais du Code civil (Chambre des Représentants, Doc 507, 1959-1960, n° 1, pp. 11-13). Ici non plus, une uniformité complète avec la terminologie néerlandaise ne pouvait être atteinte: la législation néerlandaise en ce domaine est moins importante que la législation belge; de nombreux termes juridiques et techniques, employés en Belgique, ne figurent pas dans les dispositions législatives des Pays-Bas.

c) *Indication des modifications du texte original du Code forestier dans la version de la Commission.*

Sur ce point également la Commission a adopté la même méthode que pour l'établissement du texte néerlandais du Code civil: les modifications sont placées entre crochets et justifiées sous les articles (Voir Doc. Chambre 1959-1960, 507, n° 1, pp. 13-14).

Le Président de la Commission,
E. VAN DIEVOET.

II.

QUESTIONS SPECIALES.

La traduction en néerlandais du Code forestier a suscité de nombreuses difficultés. Il est impossible de publier une liste explicative de toutes les questions soulevées et des décisions prises par la Commission pour les résoudre: les discussions sont résumées dans des rapports succincts, dont un exemplaire repose aux archives de la *Commission centrale de la langue juridique et administrative néerlandaise en Belgique*.

On trouvera ci-dessous quelques notes qui se rapportent à cinq questions importantes qui ont donné lieu à un examen préalable.

Ces questions sont:

1. Affouage;
2. Bois et forêts;
3. Chablis;
4. Code forestier;
5. Essartage, essarter.

1. Affouage.

Le mot *affouage* figure trois fois dans le Code forestier (art. 47, 50 et 69). A l'article 44 il est question d'une « coupe affouagère ».

Une définition du mot *affouage* est donnée par les auteurs de glossaires juridiques et d'ouvrages de droit forestier. C.-J. De Ferrière (*Dictionnaire de droit et de pratique*, nouv. éd., I, Paris, 1771, v° Affouage, p. 61) le définit ainsi: « Affouage, est le droit de prendre son chauffage dans un bois ». Ph.-A. Merlin (*Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 5° éd., I, Bruxelles, 1825, v° Affouage, p. 266) écrit: « Affouage. En terme d'eaux et forêts, on donne ce nom aux bois de chauffage qui se délivrent annuellement pour l'usage des habi-

Membres:

P. De Beus, conseiller honoraire à la Cour d'appel de Bruxelles;
J.-F. Demol, précité;
N. Gunzburg, professeur émérite de l'Université de l'Etat de Gand;
J.-L. Pauwels, précité;
W. Pée, précité;
Ad. Van Loey, précité.

Secrétaires:

J. Leliard, conseiller-chef de service au Ministère de la Justice;
J. Moors, professeur à l'Université de l'Etat de Liège;
G. Van Dievoet, professeur à l'Université catholique de Louvain.

Ten slotte kreeg een subcommissie de opdracht om de eenvormigheid van de terminologie van de onderscheiden delen van het ontwerp te controleren en de Nederlandse tekst nog eens te vergelijken met de oorspronkelijke Franse tekst in het *Belgisch Staatsblad*. De subcommissie stond onder het voorzitterschap van de Heer E. Van Dievoet, en was verder samengesteld uit de heren W. Pée, J. Byvoet, F. D'Haese, J. Leliard, G. Van Dievoet en A. Vanhee.

b) *De taal van het ontwerp.*

Voor de taal van het ontwerp kan worden verwezen naar wat de Commissie tot voorbereiding van de Nederlandse tekst van de wetboeken in dat verband geschreven heeft in haar Toelichting bij het ontwerp van Nederlandse tekst van het Burgerlijk Wetboek (Kamer van Volksvertegenwoordigers, Gedrukte stukken 1959-1960, 507, n° 1, blz. 11-13). Volledige eenheid met Nederland was ook hier niet te bereiken: de Nederlandse wetgeving op dit stuk is minder uitvoerig dan de Belgische; een aantal in België gebruikte juridische en technische termen komen er niet in voor.

c) *Manier waarop de wijzigingen in de oorspronkelijke tekst van het Boswetboek zijn aangeduid in de versie van de Commissie.*

Ook in dit opzicht heeft de Commissie dezelfde methode gevolgd als bij de behandeling van het Burgerlijk Wetboek: de wijzigingen zijn tussen rechte haken in de tekst geplaatst en onder de betreffende artikelen verantwoord (zie Gedrukte stukken Kamer 1959-1960, 507, n° 1, blz. 13-14).

De Voorzitter van de Commissie,
E. VAN DIEVOET.

II.

BIJZONDERE PUNTEN.

De weergave in het Nederlands van het Boswetboek heeft een aantal moeilijkheden opgeleverd. Het is niet mogelijk een verklarende lijst te publiceren van alle gerezen vragen en van alle beslissingen, door de Commissie te dien aanzien genomen: de gehouden besprekingen zijn samengevat in beknopte verslagen, waarvan een exemplaar zich in het archief van de *Centrale Commissie voor de Nederlandse Rechtstaal en Bestuurs taal in België* bevindt.

Hierna volgen enkele nota's die verband houden met vijf belangrijke vraagpunten welke tot een voorafgaand onderzoek aanleiding hebben gegeven.

Die vraagpunten zijn:

1. Affouage;
2. Bois et forêts;
3. Chablis;
4. Code forestier;
5. Essartage, essarter.

1. Affouage.

In het Boswetboek komt het woord *affouage* driemaal voor (artt. 47, 50 en 69). In art. 44 is bovendien sprake van een « coupe affouagère ».

Een bepaling van het woord *affouage* wordt gegeven door de auteurs van rechtsglossaria en van werken over bosrecht. C. J. De Ferrière (*Dictionnaire de droit et de pratique*, nouv. éd., I, Parijs, 1771, i.v. Affouage, blz. 61) omschrijft het als volgt: « Affouage, est le droit de prendre son chauffage dans un bois ». Ph.-A. Merlin (*Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 5° éd., I, Brussel, 1825, i.v. Affouage, blz. 266) schrijft: « Affouage. En terme d'eaux et forêts, on donne ce nom aux bois de chauffage qui se délivrent annuellement

Leden:

P. De Beus, ereraadsheer in het Hof van beroep te Brussel;
J.-F. Demol, voornoemd;
N. Gunzburg, emeritus professor van de Rijksuniversiteit te Gent;
J.-L. Pauwels, voornoemd;
W. Pée, voornoemd;
Ad. Van Loey, voornoemd.

Secretarissen:

J. Leliard, adviseur-dienstchef in het Ministerie van Justitie;
J. Moors, professor aan de Rijksuniversiteit te Luik;
G. Van Dievoet, professor aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

tants dans les forêts où ils jouissent de ce droit». D. et A. Dalloz (*Répertoire méth. et alphab. de législation, de doctrine et de jurisprudence*, nouv. éd., III, Paris, 1846, v° Affouage, p. 378) donnent une définition plus nuancée : « Affouage. Dérivé des mots *ad* et *focus*; c'est le droit qu'ont certains individus de prendre dans les forêts, et particulièrement dans les forêts communales, le bois nécessaire à leur chauffage et aux besoins de leur maison. On donne enfin ce nom au bois qui leur est délivré ». Ailleurs (*Rép.*, XXV, Paris, 1849, v° Forêts, n° 1399, p. 438) les mêmes auteurs écrivent : « Parmi les droits d'usage au bois, on distingue l'usage au bois de feu de l'usage au bois d'œuvre. L'usage au bois de feu ou affouage (*ad focus*) comprend : 1° le droit de prendre le bois sec en cime et racines (*en estant*) et celui qui est gisant sur le sol (*en gisant*); 2° le droit au mort-bois, c'est-à-dire celui qui porte sur les essences vives les moins précieuses et les moins riches en valeur calorifique. L'usage au bois d'œuvre porte sur... ». Cette définition a été reprise par Beltjens, *Code forestier*, sous l'article 69, n° 2 et par les *Pandectes belges*, CXXVIIIbis, Bruxelles, 1932, v° *Usages dans les forêts*, n° 323, col. 702.

Des définitions similaires figurent dans l'ouvrage de Rousset (*Dictionnaire général des forêts*, 1871, v° Affouage) : « On désigne sous le nom d'affouage, le droit et la portion de bois afférente à chaque habitant dans le partage du produit, en bois de chauffage, des forêts communales ou des coupes usagères »; dans le *Répertoire pratique du droit belge* (VI, Bruxelles, [1935], n° 377, p. 36, v° Forêt) : « L'affouage est le droit qu'ont les habitants des communes de prendre du bois pour leur consommation dans les bois communaux... L'affouage proprement dit — différent en cela de l'usage — s'exerce par les habitants sur les bois de la commune... On appelle également affouage les produits ligneux des bois communaux qui se délivrent en nature et, plus spécialement, le bois de chauffage ».

Plusieurs auteurs (e.a. Dalloz et Vergé, *Codes annotés. Code forestier*, Paris, 1884, sous l'art. 105, n° 1-3; *Pandectes belges*, VI, Bruxelles, 1881, v° Affouage, n° 3-5, col. 738) ont attiré l'attention sur le fait que le terme *affouage* est employé quelquefois improprement pour désigner un droit d'usage dans les forêts appartenant à autrui, tandis qu'au sens propre il qualifie le droit des habitants d'une commune à une certaine quantité de bois à prendre dans les forêts communales. Dans les deux cas, les auteurs emploient le mot *affouage* pour désigner exclusivement ou principalement le droit au bois de chauffage ou le bois de chauffage.

Le mot *affouage* n'est pas utilisé par le Code forestier lorsqu'il vise des droits d'usage dans les forêts appartenant à autrui. L'article 69 mentionne le bois de construction, le bois d'agriculture et le bois d'affouage. Ce dernier ne peut être que le bois de chauffage. Dans une note de l'Administration des Eaux et Forêts en date du 11 octobre 1922, n° 5 dg il est dit : « L'affouage communal au bois de construction et d'agriculture n'existe plus d'ailleurs depuis longtemps et tous les bois distribués sont des bois de chauffage, les corps des arbres étant réservés pour être vendus. L'article 69 stipule que les bois d'affouage (chauffage), de construction et d'agriculture, sont partagés ou distribués aux habitants, par feu... ».

Conclusion : Affouage (bois d'affouage) = « brandhout » (Code forestier, art. 47, 50 et 69); une coupe usagère, affouagère ou autre = « een overeenkomstig een recht van gebruik of een recht op brandhout te verrichten kap of een andere kap » (Code forestier, art. 44).

S. TYS.

2. Bois et forêts.

Les mots « bois et forêts » figurent plusieurs fois dans le Code forestier (art. 1, 13, 31, 107, 110, 111, 116, 120, titre au-dessus de l'art. 154, art. 159, 162, 165, 167, 176, titre au-dessus de l'art. 177, art. 178, 180 et 181). On pourrait croire, à première vue, que le législateur a voulu distinguer les bois des forêts. Ce qui ne semble pas être le cas.

Dans la loi française des 21 mai-31 juillet 1827 les mots « bois et forêts » figurent également, et souvent dans le même contexte que dans le Code forestier belge (art. 1, 8, 15, 144, 146, etc.). A d'autres endroits le mot « bois » ou le mot « forêts » est employé seul, là où le législateur a manifestement voulu viser tous les bois (art. 2, 9, 10, 16, 17, 54, 58, 60, 61, etc.).

Les juristes français D. et A. Dalloz écrivent à ce sujet (*Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, nouv. éd., XXV, Paris, 1849, v° Forêts, n° 1, p. 1) : « Dans le langage du droit, les mots *bois* et *forêts* sont synonymes; la cour de cassation l'a ainsi décidé en interprétant l'article 151 c.for. « Attendu que le mot forêt qu'emploie l'article 151 est générique et s'applique à tous les terrains couverts de bois et soumis au régime forestier, sans égard à leur plus ou moins d'étendue (Crim. cass., 1^{er} mai 1830, aff. Lachenal)... Dans le code forestier, le législateur se sert indifféremment des mots *bois* et *forêts*. Ainsi, bien que les communes possèdent des forêts d'une contenance très considérable, le titre 6 de la loi de 1827, consacré à l'administration des bois communaux, ne contient pas

pour l'usage des habitants dans les forêts où ils jouissent de ce droit ». D. et A. Dalloz (*Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, nouv. éd., III, Paris, 1846, i.v. Affouage, blz. 378) geven een meer genuanceerde bepaling : « Affouage. Dérivé des mots *ad* et *focus*; c'est le droit qu'ont certains individus de prendre dans les forêts, et particulièrement dans les forêts communales, le bois nécessaire à leur chauffage et aux besoins de leur maison. On donne enfin ce nom au bois qui leur est délivré ». Elders (*Rép.*, XXV, Paris, 1849, i.v. Forêts, n° 1399, blz. 438) schrijven dezelfde juristen : « Parmi les droits d'usage au bois, on distingue l'usage au bois de feu et l'usage au bois d'œuvre. L'usage au bois de feu ou affouage (*ad focus*) comprend : 1° le droit de prendre le bois sec en cime et racines (*en estant*) et celui qui est gisant sur le sol (*en gisant*); 2° le droit au mort-bois, c'est-à-dire celui qui porte sur les essences vives les moins précieuses et les moins riches en valeur calorifique. L'usage au bois d'œuvre porte sur... ». Deze bepaling is overgenomen door Beltjens, *Code forestier*, sub. art. 69, n° 2 en door de *Pandectes belges*, CXXVIIIbis, Brussel, 1932, i.v. *Usages dans les forêts*, n° 323, kol. 702.

Soortgelijke bepalingen komen voor in het werk van Rousset (*Dictionnaire général des forêts*, 1871, i.v. Affouage) : « On désigne sous le nom d'affouage, le droit et la portion de bois afférente à chaque habitant dans le partage du produit, en bois de chauffage, des forêts communales ou des coupes usagères »; in de *Répertoire pratique du droit belge* (VI, Brussel, [1935], n° 377, blz. 36, i.v. Forêt) : « L'affouage est le droit qu'ont les habitants des communes de prendre du bois pour leur consommation dans les bois communaux... L'affouage proprement dit — différent en cela de l'usage — s'exerce par les habitants sur les bois de la commune... On appelle également affouage les produits ligneux des bois communaux qui se délivrent en nature et, plus spécialement, le bois de chauffage ».

Door verschillende auteurs (o.a. Dalloz en Vergé, *Codes annotés. Code forestier*, Parijs, 1884, onder art. 105, n° 1-3; *Pandectes belges*, VI, Brussel, 1881, i.v. Affouage, n° 3-5, kol. 738) wordt er ook op gewezen dat de term *affouage* soms oneigenlijk gebruikt wordt in de zin van een gebruiksrecht in de bossen van anderen, terwijl de eigenlijke betekenis het recht van de inwoners van een gemeente betreft op een hoeveelheid hout uit de gemeentebossen. Uit de geschriften van de auteurs volgt dat met het woord *affouage* in beide gevallen uitsluitend of hoofdzakelijk het recht op brandhout of het toegekende brandhout wordt bedoeld.

In verband met het gebruiksrecht in bossen van anderen komt het woord *affouage* in het Boswetboek niet voor. In art. 69, worden naast het brandhout (bois d'affouage), uitdrukkelijk het timmerhout (bois de construction) en het boerengeriefhout (bois d'agriculture) vermeld. In een nota van het Bestuur van Waters en Bossen de dato 11 oktober 1922, n° 5 dg wordt verklaard : « L'affouage communal au bois de construction et d'agriculture n'existe plus d'ailleurs depuis longtemps et tous les bois distribués sont des bois de chauffage, les corps des arbres étant réservés pour être vendus. L'article 69 stipule que les bois d'affouage (chauffage), de construction et d'agriculture, sont partagés ou distribués aux habitants, par feu... ».

Besluit : Affouage (bois d'affouage) = brandhout (Boswetboek, artt. 47, 50 en 69); « une coupe usagère, affouagère ou autre » = « een overeenkomstig een recht van gebruik of een recht op brandhout te verrichten kap of een andere kap » (Boswetboek, art. 44).

S. TYS.

2. Bois et forêts.

In het Boswetboek komen de woorden « bois et forêts » verscheidene malen voor (artt. 1, 13, 31, 107, 110, 111, 116, 120, opschrift boven art. 154, artt. 159, 162, 165, 167, 176, opschrift boven art. 177, artt. 178, 180 en 181). Bij een eerste lezing kan men onderstellen dat de wetgever een onderscheid heeft willen maken tussen « bossen » (bois) en « wouden » (forêts). Zulks blijkt echter niet het geval te zijn.

In de Franse wet van 21 mei-31 juli 1827 komen de woorden « bois et forêts » ook voor, veelal in hetzelfde zinsverband als in het Belgische Boswetboek (artt. 1, 8, 15, 144, 146, enz.). Op andere plaatsen wordt het woord *bois* of het woord *forêts* alleen gebruikt, waar klaarblijkelijk alle bossen bedoeld zijn (artt. 2, 9, 10, 16, 17, 54, 58, 60, 61, enz.).

De Franse juristen D. en A. Dalloz schrijven in dit verband (*Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, nouv. éd., XXV, Parijs, 1849, i.v. Forêts, n° 1, blz. 1) : « Dans le langage du droit, les mots *bois* et *forêts* sont synonymes; la cour de cassation l'a ainsi décidé en interprétant l'article 151 c.for. « Attendu que le mot forêt qu'emploie l'article 151 est générique et s'applique à tous les terrains couverts de bois et soumis au régime forestier, sans égard à leur plus ou moins d'étendue (Crim. Cass., 1^{er} mai 1830, aff. Lachenal)... Dans le code forestier, le législateur se sert indifféremment des mots *bois* et *forêts*. Ainsi, bien que les communes possèdent des forêts d'une contenance très considérable, le titre 6 de la loi de 1827, consacré à l'administration des bois com-

une seule fois le mot *forêt*. Toutefois, quelques personnes veulent que le mot *forêt* soit exclusivement réservé pour désigner une étendue considérable de terrain couvert de bois (Baudrillart, v° Forêts); mais comme le fait remarquer M. Meaume (Comment n° 2), cette distinction n'est pas admise par la loi, et, par conséquent, elle n'est d'aucune utilité dans le langage du droit.

Comme le Code forestier français de 1827, le Code forestier belge de 1854 emploie les mots *bois*, *bois et forêts*, *forêts* sans distinction.

Lors de la discussion du projet du Code forestier à la Chambre des Représentants, M. Coomans a fait remarquer que les mots *bois et forêts* figurent à plusieurs articles, tandis qu'à d'autres le mot *bois* est employé seul et a manifestement la même portée générale. D'après lui, il était inutile d'employer le mot *forêt* dans ce contexte. L'assemblée était d'avis que le mot *forêt* est synonyme de *bois* (Chambre des Représentants, 13 février 1852, *Pasinomie*, 1854, p. 457, n° 3).

Un auteur belge ajoute à ces considérations: « que l'on se serve dans ce code du mot *forêt* ou du mot *bois*, ces deux termes expriment la même idée, celle d'un terrain boisé; le code n'ayant fait qu'une distinction: celle des bois soumis au régime forestier et des bois soustraits à ce régime » (*Pandectes belges*, XIII, Bruxelles, 1884, v° *Bois*, n° 4, col. 726; v° *Bois et forêts*, n° 2, col. 800).

Conclusion: Dans le Code forestier les mots français « *bois et forêts* », « *bois* » et « *forêts* » sont rendus exactement en néerlandais par le mot *bossen*.

G. VAN DIEVOET.

3. Chablis.

On retrouve le mot *chablis* dans plusieurs articles du Code forestier (art. 19, 52, 54, 55, titre au-dessus de l'art. 79, art. 79, 83 et 160).

L'ordonnance royale française du mois d'août 1669 porte au titre XVII: « Vente des châblis et menus marchés ». L'article premier de ce titre donne une définition du mot *chablis*: « S'il se trouve quelques arbres qui aient été abattus, arrachés ou rompus par l'impétuosité des vents, ou par quelques autres accidents... ».

Les définitions figurant dans les dictionnaires et dans les différents ouvrages juridiques font uniquement ou principalement allusion à l'action du vent sur les arbres. E. Littré (*Dictionnaire de la langue française*, I, Paris, 1873, v° *Chablis*, p. 535) écrit: « Terme d'eaux et forêts. Le chablis est le bois que la force du vent ou quelque orage abat dans les forêts ». C.-J. De Ferrière (*Dictionnaire de droit et de pratique*, nouv. éd., I, Paris, 1771, v° *Bois chablis*, p. 205) donne la définition suivante: « Bois chablis sont des arbres que le vent a rompus et renversés ». Dans le même sens Ph.-A. Merlin (*Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 5^e édition, III, Bruxelles, 1825, v° *Bois*, p. 213 et IV, Bruxelles, 1825, v° *Chablis*, p. 55): « Bois chablis se dit des arbres que les vents ont abattus » et « Chablis. On donne ce nom aux bois que les vents ont abattus dans les forêts ». Voyez également H. Capitant (*Vocabulaire juridique*, Paris, 1936, v° *Chablis*, pp. 105-106): « (D.for.) Arbres brisés ou arrachés par le vent dans une forêt ».

L'auteur de l'article *Bois et forêts* dans les *Pandectes belges* (XIII, Bruxelles, 1884, n° 183, col. 845-846) mentionne aussi le poids de la neige comme cause de la rupture des arbres: « Les *chablis* sont les arbres déracinés ou rompus par les vents ou brisés sous le poids de la neige ou du givre. Le mot *chablis*, souvent comprend aussi les *volis*, c'est-à-dire les arbres dont la tige a été cassée par l'action des vents et dont la partie inférieure (nommée *quille*, *tronc*, ou *chandeller*) n'en est pas moins debout et reste attachée à la terre par ses racines ».

Le terme technique néerlandais pour *chablis* est *windworp*. Voyez e.a. Van Dale's *Groot woordenboek der Nederlandse taal*, 8^e éd. par C. Kruyskamp, La Haye, 1961, v° *windworp*, p. 2389: « Windworp, m., (bosb.) omgewaaide bomen »; *Veenman's Agrarische Winkler Prins*, III, Wageningen-Amsterdam-Bruxelles, [1957], v° *Wind*, p. 722.

Si l'on ne désire pas employer le terme *windworp*, on est obligé de se servir d'une périphrase telle que: « omgewaaide geboomte » (B.-M. Boerebach-J.R.S. Cauberghe, *Nouveau dictionnaire néerlandais-français, français-néerlandais*, 6^e édition, Bruxelles-Turnhout, 1965, p. 819), « gevallen stamhout », « omgevallen hout » ou d'autres similaires. Ce serait moins exact et donc moins indiqué dans le texte d'un code, dont la consultation suppose tout de même une certaine connaissance de la terminologie technique.

Conclusion: *Chablis* = *windworp* (Code forestier, art. 19, 52, 54, 55, titre au-dessus de l'art. 79, art. 79, 83 et 160).

G. VAN DIEVOET.

munaux, ne contient pas une seule fois le mot *forêt*. Toutefois, quelques personnes veulent que le mot *forêt* soit exclusivement réservé pour désigner une étendue considérable de terrain couvert de bois (Baudrillart, v° Forêts); mais comme le fait remarquer M. Meaume (Comment n° 2), cette distinction n'est pas admise par la loi, et, par conséquent, elle n'est d'aucune utilité dans le langage du droit.

Zoals de Franse Code forestier van 1827 gebruikt het Belgische Boswetboek van 1854 de woorden *bois*, *bois et forêts* en *forêts* door elkaar.

Bij de bespreking van het Boswetboek in de Kamer van Volksvertegenwoordigers maakte de H. Coomans de opmerking dat in verschillende artikelen de woorden « *bois et forêts* » voorkomen terwijl in andere het woord *bois* alleen staat en klaarblijkelijk dezelfde algemene betekenis heeft. Hij vond het gebruik van het woord *forêt* in dit verband overbodig. De vergadering was de mening toegedaan dat de woorden *bois* en *forêt* synoniem zijn (Kamer van Volksvertegenwoordigers, 13 februari 1852, *Pasinomie*, 1854, blz. 457, n° 3).

Een Belgisch auteur voegt hieraan toe: « que l'on se serve dans ce code du mot *forêt* ou du mot *bois*, ces deux termes expriment la même idée, celle d'un terrain boisé; le code n'ayant fait qu'une distinction: celle des bois soumis au régime forestier et des bois soustraits à ce régime » (*Pandectes belges*, XIII, Brussel, 1884, i.v. *Bois*, n° 4, kol. 726; i.v. *Bois et forêts*, n° 2, kol. 800).

Besluit: In het Boswetboek worden de Franse woorden *bois et forêts*, *bois* en *forêts* in het Nederlands best weergegeven door het woord *bossen*.

G. VAN DIEVOET.

3. Chablis.

In het Boswetboek komt het woord *chablis* een aantal malen voor (artt. 19, 52, 54, 55, opschrift boven art. 79, artt. 79, 83 en 160).

De zeventiende titel van de Franse koninklijke verordening van augustus 1669 droeg als opschrift: « Vente des châblis et menus marchés ». Artikel 1 van deze titel gaf een omschrijving van het woord *chablis*: « S'il se trouve quelques arbres qui aient été abattus, arrachés ou rompus par l'impétuosité des vents, ou par quelques autres accidents... ».

In de woordenboeken en in verscheidene juridische werken worden bepalingen gegeven die uitsluitend of in hoofdzaak wijzen op de werking van de wind bij het omverwerpen of breken van de bomen. E. Littré (*Dictionnaire de la langue française*, I, Parijs, 1873, i.v. *Chablis*, blz. 535) schrijft: « Terme d'eaux et forêts. Le chablis est le bois que la force du vent ou quelque orage abat dans les forêts ». C.-J. De Ferrière (*Dictionnaire de droit et de pratique*, nouv. éd., I, Parijs, 1771, i.v. *Bois chablis*, blz. 205) geeft als bepaling: « Bois chablis sont des arbres que le vent a rompus et renversés ». In dezelfde zin Ph.-A. Merlin (*Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 5^e uitgave, III, Brussel, 1825, i.v. *Bois*, blz. 213 en IV, Brussel, 1825, i.v. *Chablis*, blz. 55): « Bois chablis se dit des arbres que les vents ont abattus » en « Chablis. On donne ce nom aux bois que les vents ont abattus dans les forêts ». Ook H. Capitant (*Vocabulaire juridique*, Paris, 1936, i.v. *Chablis*, blz. 105-106): « (D.for.) Arbres brisés ou arrachés par le vent dans une forêt ».

De auteur van de bijdrage *Bois et forêts* in de *Pandectes belges* (XIII, Brussel, 1884, n° 183, kol. 845-846) wijst ook op de rol van de sneeuw bij het breken van de bomen: « Les *chablis* sont les arbres déracinés ou rompus par les vents ou brisés sous le poids de la neige ou du givre. Le mot *chablis*, souvent comprend aussi les *volis*, c'est-à-dire les arbres dont la tige a été cassée par l'action des vents et dont la partie inférieure (nommée *quille*, *tronc*, ou *chandeller*) n'en est pas moins debout et reste attachée à la terre par ses racines ».

De technische term voor *chablis* in het Nederlands is *windworp*. Zie o.a. Van Dale's *Groot woordenboek der Nederlandse taal*, 8^e dr. door C. Kruyskamp, 's-Gravenhage, 1961, i.v. *windworp*, blz. 2389: « Windworp, m., (bosb.) omgewaaide bomen »; *Veenman's Agrarische Winkler Prins* III, Wageningen-Amsterdam-Brussel, [1957], i.v. *Wind*, blz. 722.

Indien men de term *windworp* niet wenst te gebruiken, is men verplicht zijn toevlucht te nemen tot een omschrijving zoals: « omgewaaide geboomte » (B. M. Boerebach-J. R. S. Cauberghe, *Nieuw Nederlands-Frans, Frans-Nederlands woordenboek*, 6^e druk, Brussel-Turnhout, 1965, blz. 819), « gevallen stamhout », « omgevallen hout » of dergelijke. Zulks is minder precies en dan ook minder aangewezen in de tekst van een wetboek dat bij de lezers toch een zekere vertrouwdeheid met de technische terminologie onderstelt.

Besluit: *Chablis* = *windworp* (Boswetboek, artt. 19, 52, 54, 55, opschrift boven art. 79, artt. 79, 83 en 160).

G. VAN DIEVOET.

4. Code forestier.

Dans la loi du 19 décembre 1854 (*Loi contenant le code forestier*) le texte est précédé du titre: « Code forestier ».

Quoique cette dénomination ne fût pas traditionnelle, elle n'était pas neuve. L'ordonnance de Louis XIV sur la même matière est intitulée: « Edit portant règlement général pour les eaux et forêts » (Decrusy, Isambert, Taillandier, *Recueil général des anciennes lois françaises*, XVIII, Paris, 1829, pp. 219-311). Quelques-unes des principales ordonnances de ce monarque étaient citées dans la pratique telles: Code Louis, Code civil, Code Savary, Code marchand, etc. Ce qui ne semble pas avoir été le cas pour l'ordonnance sur les eaux et forêts. Le décret des 15-29 septembre 1791 fut appelé tout simplement: « Décret sur l'administration forestière » (*Pasinomie*, III, Bruxelles, 1834, année 1791, p. 271).

Le titre de la loi française des 21 mai-31 juillet 1827, *Code forestier*, a servi de modèle à celui de la loi belge de 1854 (D. et A. Dalloz, *Répert. méthod. et alphab. de législation, de doctrine et de jurispr.*, nouv. éd., XXV, Paris, 1849, v° Forêts, p. 102, n° 1 et passim.).

Dans la traduction officielle de 1854 le titre français *Code forestier* a été rendu en néerlandais d'une manière quelque peu compliquée: « Wetboek over de wouden en bosschen ». La Commission de 1923 a écrit: « Boschwetboek » (arrêté royal du 8 juillet 1937, *Moniteur belge* du 14 août 1937).

Aux Pays-Bas, la loi du 19 mai 1922 « houdende bepalingen betreffende den boschbouw » et la loi du 20 juillet 1961 « houdende nieuwe bepalingen ter bewaring van bossen en andere houtopstanden » sont appelées officiellement « Boswet », la loi du 30 août 1917 « Noodboschwet ».

Conclusion: Code forestier = Boswetboek.

G. VAN DIEVOET.

5. Essartage, essarter.

Le substantif *essartage* figure dans le Code forestier aux articles 105 et 163 et le verbe *essarter* à l'article 106.

Le mot *essartement* est employé dans l'ordonnance royale française du mois d'août 1669 (titre 28, art. 1^{er}) pour désigner le déblaiement d'un terrain de ses arbres et broussailles. Cette servitude était imposée aux propriétaires des bois situés le long des grandes routes royales.

La loi française des 21 mai-31 juillet 1827 n'emploie pas les termes *essartage*, *essartement* et *essarter*.

Le Code forestier belge de 1854 se sert des mots *essarter* et *essartage* pour désigner un mode de défrichement des bois (art. 105 et 163). L'auteur de l'article *Bois et forêts* des *Pandectes belges* (XIII, Bruxelles, 1884, n° 634-642, col. 985-988) fournit l'explication suivante: « 635. Au regard de l'article 105, du Code forestier, le mot *essartage* exprime ce mode particulier d'exploitation des taillis qui consiste à cultiver des céréales, à chaque coupe, pendant un ou deux ans, après avoir brûlé au préalable les menus bois, broussailles, mort-bois et autres plantes sur la surface du sol, dans le but de le rendre plus favorable à la végétation. C'est ce que le droit forestier français appelle *sartage*.

» 636. Cette opération si dangereuse, et qui n'est qu'une variété du défrichement, constitue une exception à la prohibition générale de l'article 167 du code forestier. Elle se fait de deux manières: à feu courant ou à feu couvert... ».

Cette description du mode particulier de défrichement correspond à la définition de E. Littré (*Dictionnaire de la langue française*, Supplément, Paris, 1897, pp. 306-307): « *Sartage*. Terme forestier. Mode de traitement dans lequel on exploite les forêts en taillis simple à une courte révolution, quinze ans en général; après enlèvement des produits, on brûle les débris qui restent sur le sol, les gazons; puis on livre la coupe à la culture agricole (le plus souvent celle du seigle) pendant un an ». Voir aussi E. Littré, *Dict.*, II, Paris, 1873, v° *Essartage*, p. 1498.

Les mots français *essarter* et *essartage*, dans ce sens-ci, peuvent être rendus en néerlandais par les mots « *branden* » et « *branding* ». Voyez e.a. Veenman's *Agrarische Winkler Prins*, I, Wageningen-Amsterdam-Bruxelles, [1954], v° *Brandcultuur*, p. 481 et *Branden*, p. 482; *Woordenboek der Nederlandse taal*, II, deuxième partie (A. Kluyver et A. Lodewyckx), La Haye-Leyde, 1903, v° *Branden* (II, A, 1), col. 1073.

Conclusion: *essarter* = *branden*; *essartage* = *branding* (Code forestier, art. 105, 106 et 163).

G. VAN DIEVOET.

4. Code forestier.

In de wet van 19 december 1854 (*Loi contenant le code forestier*) draagt de tekst als opschrift: « Code forestier ».

Hoewel deze benaming niet traditioneel was, was zij toch niet nieuw. De verordening van Lodewijk XIV op dit stuk heette: « Edit portant règlement général pour les eaux et forêts » (Decrusy, Isambert, Taillandier, *Recueil général des anciennes lois françaises*, XVIII, Paris, 1829, blz. 219-311). Verscheidene belangrijke verordeningen van deze vorst werden in de praktijk geciteerd als code: Code Louis, Code civil, Code Savary, Code marchand enz. Zulks blijkt niet het geval te zijn geweest voor de verordening op de waters en bossen. Het decreet van 15-29 september 1791 werd eenvoudig « Décret sur l'administration forestière » genoemd (*Pasinomie*, III, Brussel, 1834, Jaar 1791, blz. 271).

Als model voor het opschrift van de Belgische wet van 1854 diende dat van de Franse wet van 21 mei-31 juli 1827: *Code forestier* (D. en A. Dalloz, *Répert. méthod. et alphab. de législation, de doctrine et de jurispr.*, nouv. éd., XXV, Paris, 1849, i.v. Forêts, blz. 102, n° 1 en passim.).

In de officiële vertaling van 1854 werd het Franse opschrift *Code forestier* in het Nederlands weergegeven door de vrij omslachtige omschrijving: « Wetboek over de wouden en bosschen ». P. Bellefroid en de Commissie van 1923 schreven: « Boschwetboek » (P. Bellefroid, *Verzameling van Belgische strafwetten*, blz. 233, koninklijk besluit van 8 juli 1937, *Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1937).

In Nederland worden de wetten van 19 mei 1922 « houdende bepalingen betreffende den boschbouw » en de wet van 20 juli 1961 « houdende nieuwe bepalingen ter bewaring van bossen en andere houtopstanden » officieel « Boswet » genoemd, de wet van 30 augustus 1917 « Noodboschwet ».

Besluit: Code forestier = Boswetboek.

G. VAN DIEVOET.

5. Essartage, essarter.

In het Boswetboek komt het naamwoord *essartage* voor in de artikelen 105 en 163 en het werkwoord *essarter* in artikel 106.

In de Franse koninklijke verordening van augustus 1669 is in titel 28, artikel 1 sprake van *essartement*, waarmee het opruimen van bomen en struikgewas wordt bedoeld. Zulks werd als erfdienstbaarheid opgelegd aan de eigenaars van bossen langs de grote koningswegen.

De Franse wet van 21 mei-31 juli 1827 gebruikt de termen *essartage*, *essartement* en *essarter* niet.

In het Belgische Boswetboek van 1854 wordt met de woorden *essartage* en *essarter* een vorm van bosontginning bedoeld (artt. 105 en 163). De auteur van het artikel *Bois et forêts* in de *Pandectes belges* (XIII, Brussel, 1884, n° 634-642, kol. 985-988) verstrekt hierover o.a. de volgende uitleg: « 635. Au regard de l'article 105, du Code forestier, le mot *essartage* exprime ce mode particulier d'exploitation des taillis qui consiste à cultiver des céréales, à chaque coupe, pendant un ou deux ans, après avoir brûlé au préalable les menus bois, broussailles, mort-bois et autres plantes sur la surface du sol, dans le but de le rendre plus favorable à la végétation. C'est ce que le droit forestier français appelle *sartage*.

» 636. Cette opération si dangereuse, et qui n'est qu'une variété du défrichement, constitue une exception à la prohibition générale de l'article 167 du code forestier. Elle se fait de deux manières: à feu courant ou à feu couvert... ».

Deze beschrijving van de bijzondere ontginningmethode stemt overeen met de bepaling van E. Littré (*Dictionnaire de la langue française*, Supplément, Paris, 1897, blz. 306-307): « *Sartage*. Terme forestier. Mode de traitement dans lequel on exploite les forêts en taillis simple à une courte révolution, quinze ans en général; après enlèvement des produits, on brûle les débris qui restent sur le sol, les gazons; puis on livre la coupe à la culture agricole (le plus souvent celle du seigle) pendant un an ». Zie ook E. Littré, *Dict.*, II, Paris, 1873, i.v. *Essartage*, blz. 1498.

De Franse woorden *essarter* en *essartage* kunnen, in dit verband, in het Nederlands worden weergegeven door de woorden « *branden* » en « *branding* ». Zie o.a. Veenman's *Agrarische Winkler Prins*, I, Wageningen-Amsterdam-Brussel, [1954], i.v. *Brandcultuur*, blz. 481 en *Branden*, blz. 482; *Woordenboek der Nederlandse taal*, tweede deel, tweede stuk (A. Kluyver en A. Lodewyckx), 's-Gravenhage-Leiden, 1903, i.v. *Branden* (II, A, 1), kol. 1073.

Besluit: *essarter* = *branden*; *essartage* = *branding* (Boswetboek, artt. 105, 106 en 163).

G. VAN DIEVOET.

LISTE TERMINOLOGIQUE.

TERMINOLOGISCHE LIJST.

Abornement (titre III)	Afpaling.
Aborner (25)	Afpalen.
Administration forestière (4, 5, 8, 11, 14)	Bosbeheer.
Affouage, bois d'affouage (47, 50, 69)	Brandhout.
Agent forestier (5, 16, 18, 19, 20)	Ambtenaar van het Bosbeheer.
Aménagement (31, 32, 33, 34)	Bedrijfsregeling (voor bossen).
Arbre de délit (52, 54)	Delichhout.
Arbre coupé en délit (54)	Wederrechtelijk gekapte boom.
Arbre de futaie (53)	Stamhout.
Arbre de lisière (110)	Randboom.
Arbre équarri (155)	Gekanthouwde boom.
Arbre marqué en délivrance (52)	Tot levering gemerkte boom.
Arbre(s) de service de la vente (53)	Stammen van de koop.
Arbre marqué en réserve (55), de réserve (55, 157), mis en réserve (76), réservé (54)	Te sparen boom.
Arpentage (21, 46)	Meting.
Arpenteur forestier (6, 70)	Landmeter van het Bosbeheer.
Assiette des coupes (75)	Kapvlakte.
Balivage (19, 54)	Merken, (merking) van te sparen hout.
Baliveau (157)	Spaartelg.
Bois de délit (19, 79, 160)	Delichhout.
Bois coupé en délit (126)	Wederrechtelijk gekapt hout.
Bois d'agriculture (69)	Boerengeriefhout.
Bois de futaie (103)	Hooghout.
Bois taillis (103)	Hakhout.
Boqueteau (2)	Klein bos.
Bornage (29, 30)	Afpaling.
Cahier des charges (48, 53, 58, 61, 62)	Veilingsvoorwaarden.
Cantons (non) défensables (94, 97, 98)	Bossen die (niet) tegen veeschade bestand zijn.
Chablis (19, 52, 54, 55, 79, 83, 160)	Windworp.
Coupe	1. Kapping (het vellen) (112).
	2. Kap (36, 44, 45, 50, 68,...).
	3. Kapvlakte (58, 70, 71, 89).
Coupe affouagère (44)	Overeenkomstig een recht op brandhout te verrichten kap.
Coupe en exploitation (119, 157)	Kap in exploitatie.
Coupe extraordinaire (33, 34, 36, 45)	Buitengewone kap.
Coupe de futaie (158)	Hooghoutkap.
Coupe jardinatoire (52, 54)	Uitkap, uitkaphout.
Coupe ordinaire (33, 34, 36, 45)	Gewone kap.
Coupe usagère (44)	Overeenkomstig een recht van gebruik te verrichten kap.
Coupe en usance (112)	Aan de gang zijnde kapping.
Défrichement (103), partie défrichée (104)	Rooien (103), gerooid gedeelte (104).
Délimitation (24, 26, 28)	Grensbepaling.
Droit d'usage (84, 85, 87, 90,...)	Gebruiksrecht.
Ehoupper (159)	Toppen.
Elagage (110)	Snoeiing.
Employé forestier (14, 123), employé de l'administration forestière (15).	Personeelslid van het bosbeheer.
Empreinte du marteau (19, 53, 54)	Merk van de hamer.
Essartage (105, 163), essarter (106)	Branding (163), branden (105, 106).
Etendue de la coupe (71)	Kapvlakte.
Facteur (52, 63, 66, 67)	Lasthebber.
Futaie, arbres de futaie (52, 53)	Stamhout.
Futaie sur taillis (103)	Middelhout.
Garde des bois (de l'Etat, des particuliers) (6, 12, 13, 177)	Wachter van (de) (staats)bossen, (van bijzondere personen).
Garde du triage (52)	Gebiedswachter.
Garde forestier (14, 17, 19, 20,...)	Boswachter.
Garde-vente (52, 66, 67)	Koopwachter.
Glandée (79, 82, 83, 85, 95, 97)	Eikeloogst.
Hales à sarr d'essence chêne (105)	Eikenhakhout.
Menu marché (79)	Veiling van geringe waarde.
Menus produits (83)	Kleine produkten.
Marteau particulier (19)	Bijzondere hamer.
Marteau royal (19)	Koningshamer.
Martelage (19, 54)	Merken (merking) van te kappen hout.
Nettolement des coupes (58)	Schoonmaken van de kapvlakte.
Ouïe de la cognée (52, 66, 67)	Hoorwijdte van de bijslag.
Paiisson (79, 83)	Bosvoeder.
Panage (79, 85, 95, 96, 97, 98, 102)	Varkensweide.
Parcours (97)	Klauwengang.
Paroi (75, 157)	Grensbomen.
Partage sur pied (50)	Verdeling van hout op stam.
Pâturage (85, 96, 97, 98, 100, 102)	Veeweide.
Permis d'exploiter (51, 66)	Kapvergunning.
Pied cornier (75, 157)	Hoekboom.
Plant (162)	Jong hout.
Plantation (162)	Aanplant.
Récolement (65, 70, 73, 74, 78)	Schouwing.
Réarpentage (21, 71, 72)	Hermeting.
Régime forestier (1, 3, 13, 36, 111, 116,...)	Bosregeling.
Bois soumis au — (13, 31, 36)	Bos onder bosregeling.
Semis (162)	Zaaiplaats.
Taillis (52, 163)	Hakhout.
Tracé des limites (27)	Bepalen van de grenzen.
Vidange des coupes (68, 73)	Opruimen (opruiming) van de kap.
Vidange des ventes (61)	Opruiming van het (gekochte) hout.

WET VAN 19 DECEMBER 1854.

B O S W E T B O E K .

TITEL I.

Bosregeling.

Artikel 1. — Onder de bosregeling vallen en overeenkomstig de bepalingen van deze wet worden beheerd :

- 1° De bossen die deel uitmaken van het Staatsdomein;
- 2° De bossen van gemeenten [...] en openbare instellingen;
- 3° De bossen waarop de Staat, de gemeenten of de openbare instellingen, samen met bijzondere personen, onverdeelde eigendomsrechten hebben.

Het 2° aldus gewijzigd ingevolge artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.

2. Van de bepalingen van artikel 1 zijn uitgezonderd de aan gemeenten, [...] of openbare instellingen toebehorende kleine bossen die minder dan vijf hectaren beslaan en meer dan een kilometer verwijderd liggen van een bos dat onder de bosregeling valt.

De [minister van Landbouw] kan die kleine bossen echter onder de bosregeling stellen op verzoek van de gemeenteraden of van de besturen van openbare instellingen.

Het eerste lid aldus gewijzigd ingevolge artikel 93 van de wet van 14 februari 1961, het tweede lid bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

3. Bossen die aan bijzondere personen toebehoren, vallen niet onder de bosregeling, behoudens de verplichting voor de eigenaars zich te gedragen naar hetgeen deze wet te hunnen opzichte bepaalt.

TITEL II.

Bosbeheer.

4. De organisatie van het bosbeheer, de wijze van benoeming van zijn ambtenaren en aangestelden, het bedrag van de wedden, vergoedingen en kosten worden bij koninklijk besluit geregeld binnen de grenzen van de hiernavolgende bepalingen.

5. De personeelsleden met de graad van houtvester en daarboven zijn ambtenaar van het bosbeheer. Zij worden benoemd en ontslagen door de Koning.

De minister onder wiens gezag het bosbeheer staat, kan hen schorsen voor ten hoogste een jaar.

6. De landmeters van het bosbeheer, de brigadiers en wachters van de staatsbossen worden benoemd en ontslagen door de minister.

7. Het aantal wachters, vereist voor de bewaking van de bossen van gemeenten en openbare instellingen, wordt bepaald door de gemeenteraden of door de besturen van die instellingen.

Weigeren deze dit te doen of bepalen zij geen passend aantal wachters, dan beslist de [minister van Landbouw], na de gemeenteraad of het bestuur van de instelling te hebben gehoord en het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad te hebben ingewonnen.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

8. De in het vorige artikel bedoelde wachters worden door de minister benoemd uit een dubbeltal, voorgedragen door de gemeenteraden of door de besturen van de instellingen. De minister wint het advies van de bestendige deputatie in. Oordeelt deze dat de voorgedragen kandidaten de vereiste hoedanigheden niet bezitten, dan draagt zij er twee andere voor.

Indien de gemeenten en de openbare instellingen hun kandidaten niet voordragen binnen een maand na het ontstaan van de vacature, wordt de voordracht door de deputatie gedaan op verzoek van het bosbeheer, dat eveneens advies uitbrengt over de voorgedragen kandidaten.

De deputatie brengt verslag uit binnen drie maanden na dat verzoek. Na verloop van die termijn kan de minister benoemen zonder voordracht.

Voor wachters belast met de bewaking van bossen die aan verscheidene gemeenten of openbare instellingen toebehoren, wordt de voordracht gedaan door elk van de betrokken besturen.

De wachters kunnen worden geschorst en afgezet door de minister; tot afzetting kan hij echter niet besluiten dan na het advies van de betrokken gemeenteraden of instellingen te hebben ingewonnen.

9. Na de betrokken gemeenten of openbare instellingen en de bestendige deputatie van de provincieraad te hebben gehoord, beslist de minister of er grond bestaat om de bewaking van bossen van die gemeenten of instellingen en van staatsbossen aan een enkele wachter op te dragen.

In dat geval behoort de benoeming aan de minister.

10. Niemand kan een bediening bij het bosbeheer uitoefenen indien hij geen vijftig jaar oud is.

De [minister van Landbouw] kan echter in bijzondere gevallen onthefing van het leeftijdsvereiste verlenen aan hen die volle eenentwintig jaar oud zijn.

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

11. Vooraleer hun bediening te aanvaarden, leggen de ambtenaren en aangestelden van het bosbeheer voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats de volgende eed af : « Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk ». Zij laten de akte van hun aanstelling en van hun beëdiging registreren ter griffie van de rechtbanken in welker rechtsgebied zij hun bediening moeten uitoefenen.

Wanneer zij slechts van verblijfplaats veranderen, hoeven zij de eed niet opnieuw af te leggen; worden zij echter in dezelfde hoedanigheid naar een ander gebied overgeplaatst, dan worden de akten van aanstelling en van beëdiging zonder kosten geregistreerd ter griffie van de rechtbanken van het nieuwe gebied.

12. De wachters van bossen van gemeenten en van openbare instellingen worden gelijkgesteld met de wachters van staatsbossen en staan onder het gezag van dezelfde ambtenaren.

13. De wachters van bossen onder bosregeling zijn bevoegd om misdrijven die in bossen van bijzondere personen gepleegd zijn, vast te stellen, wanneer zij daartoe door de eigenaars worden aangezocht.

14. De bedieningen bij het bosbeheer zijn onvereenigbaar met enig ander ambt, behalve dat wachters en brigadiers van het bosbeheer kunnen worden benoemd tot veldwachter van een gemeente of tot veldwachter en boswachter van bijzondere personen.

[...]

Leden van het personeel van het bosbeheer kunnen niet als deskundige optreden in boszaken waarbij de Staat betrokken is.

Het tweede lid opgeheven ingevolge artikel 162 van de wet van 18 mei 1872, het derde lid ingevolge artikel 68, 8°, van de wet van 12 september 1895. Zie artikel 67, 8°, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot coördinatie van de gemeentekieswetgeving.

15. Het is de leden van het personeel van het bosbeheer verboden handel te drijven in hout, rechtstreeks of onrechtstreeks enige nijverheid uit te oefenen waarin hout als hoofbestanddeel gebruikt wordt, of een herberg of drankgelegenheid te houden, een en ander op straffe van schorsing, en van afzetting in geval van herhaling.

16. De ambtenaren van het bosbeheer mogen hun bloedverwanten in de rechte lijn, hun broeders, ooms of neven, of hun aanverwanten in dezelfde graad niet onder hun onmiddellijk bevel hebben.

17. De boswachters zijn aansprakelijk voor elke nalatigheid of overtreding in de uitoefening van hun bediening. Zij kunnen worden veroordeeld tot de geldboeten en vergoedingen verbonden aan de misdrijven die zij niet behoorlijk hebben vastgesteld.

18. De ambtenaren van het bosbeheer dragen de in het vorige artikel bedoelde aansprakelijkheid, wanneer zij de daden van ontrouw, de overtredingen en de nalatigheden van hun onmiddellijke ondergeschikten niet hebben vastgesteld.

19. Het merk van de hamers waarvan de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters zich bedienen voor het merken van delict-hout en windworp en voor het merken van te sparen en te kappen hout, wordt neergelegd op de rechtbanken, te weten :

De merken van de bijzondere hamers waarvan de ambtenaren en wachters voorzien zijn, op de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg in welker rechtsgebied zij hun bediening uitoefenen;

Het merk van de eenvormige koningshamer, op de griffies van de rechtbanken van eerste aanleg en van de hoven van beroep.

20. De wedden van de ambtenaren van het bosbeheer en van de boswachters belast met de bewaking van gemeentebossen, bossen van openbare instellingen en onverdeelde bossen, worden, zoals de wedden ten bezware van het domein, volledig betaald uit de schatkist, die het bedrag ervan voorschiet.

De gemeenten, de openbare instellingen en de eigenaars dragen ieder jaar bij in de terugbetaling van die wedden, alsook van de kosten van beheer en bewaking, naar verhouding van de uitgestrektheid en de opbrengst van hun bossen.

De [minister van Landbouw] bepaalt het aandeel van elke provincie, dat vervolgens door de bestendige deputatie over de belanghebbenden wordt omgeslagen.

Het derde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

21. Alle verrichtingen van instandhouding en van beheer worden gedaan door de ambtenaren en aangestelden van het bosbeheer, zonder dat van de gemeenten, de openbare instellingen en de medeëigenaars andere kosten mogen worden geëist dan die van meting en hermeting in bossen waar deze verrichtingen nodig zijn.

De kosten van vervolging tot herstel van bosmisdrijven, waarin het bosbeheer in het ongelijk wordt gesteld, en de kosten die onverhaalbaar zijn wegens het onvermogen van de veroordeelden, blijven ten laste van de Staat.

22. [...]

Opgeheven bij artikel 290 van het Wetboek der Registratierechten en artikel 81 van het Wetboek der Zegelrechten.

23. De opbrengst van de geldboeten wegens bosmisdrijven wordt, na aftrek van alle onverhaalbare kosten van vervolging en invordering, jaarlijks als vergoeding verdeeld onder de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters, die hun dienst behoorlijk hebben vervuld.

TITEL III.

Grensbepaling en afpaling.

24. Wanneer de Staat, een gemeente of een openbare instelling wil overgaan tot de algemene of gedeeltelijke grensbepaling van een bos, wordt deze verrichting twee maanden tevoren aangekondigd door bekendmaking en aanplakking in de gewone vorm en door plaatsing in een nieuwsblad van de provincie en van het arrondissement, indien er een bestaat.

25. De aangelanden ten aanzien van wie de grenzen dienen te worden erkend en bepaald, worden twee maanden tevoren in kennis gesteld van de dag waarop de verrichting zal plaatshebben.

De kennisgeving bevat de aanwijzing van de af te palen eigendommen. Zij wordt zonder kosten verstrekt, op verzoek van het bosbeheer door een van zijn wachters indien het een staatsbos betreft, op verzoek van het college van burgemeester en schepenen of van het betrokken bestuur door de plaatselijke politieofficier of veldwachter indien het een bos van een gemeente of van een openbare instelling betreft.

De kennisgeving wordt gedaan aan de persoon of aan de woonplaats, indien de eigenaars wonen binnen het amtsgebied van de overheid die met de kennisgeving belast is. In het tegenovergestelde geval wordt zij over de post verzonden en amtsshalve aangetekend.

De afgifte van de kennisgeving wordt vastgesteld door een proces-verbaal.

26. Op de gestelde dag heeft de grensbepaling plaats, onverschillig of de aangelanden aanwezig zijn of niet.

Voor staatsbossen wordt zij verricht door de ambtenaren van het bosbeheer, voor bossen van gemeenten en openbare instellingen, onder toezicht van die ambtenaren, door de gemeenteoverheid of het bestuur van de instelling.

De medeëigenaars van onverdeelde bossen worden in alle gevallen opgeroepen overeenkomstig het vorige artikel.

27. Indien de aangelanden aanwezig zijn en er geen moeilijkheden rijzen betreffende het bepalen van de grenzen, stelt het proces-verbaal de op tegenspraak gedane erkenning vast; het wordt ondertekend door de betrokken partijen en onderworpen aan de goedkeuring van de Koning voor staatsbossen, van de bestendige deputatie van de provincieraad voor bossen van gemeenten of openbare instellingen; na deze goedkeuring is de verrichting definitief en wordt zij bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 24.

28. Indien de grensbepaling heeft plaatsgehad in afwezigheid van de aangelanden of van een van hen, wordt het proces-verbaal onmiddellijk ter secretarie neergelegd in een van de gemeenten waar het bos gelegen is. Een dubbel van dat proces-verbaal wordt neergelegd ter griffie van het provinciebestuur; aan de afwezige eigenaars wordt van deze neerlegging kennis gegeven in de vorm bepaald in artikel 25. Gedurende zes maanden te rekenen van de dag waarop die kennisgeving is gedaan, kan ieder belanghebbende van het proces-verbaal inzage nemen en verzet doen.

Bij gebreke van verzet binnen zes maanden verklaart de Koning dan wel de bestendige deputatie of het proces-verbaal van grensbepaling goedgekeurd is, en de verklaring wordt bekendgemaakt zoals in het vorige artikel is voorgescreven. Het goedgekeurde proces-verbaal geldt als titel voor de tienjarige en de twintigjarige verjaring.

29. Zodra het proces-verbaal van grensbepaling goedgekeurd is, verrichten de ambtenaren van het bosbeheer of, onder hun toezicht, de gemeenten en instellingen die eigenaar zijn, de afpaling in aanwezigheid of althans na behoorlijke oproeping van de betrokken partijen.

30. Indien er een geschil rijst hetzij tijdens de verrichtingen, hetzij ten gevolge van verzet door een aangelande gedaan binnen de in arti-

kel 28 bepaalde tijd, wordt het door de betrokken partijen voor de bevoegde rechtbank gebracht en wordt de afpaling tot na de beslissing uitgesteld.

Indien er een geschil rijst na de afpaling, moet de aangelande die de afpaling door de rechter doet vernietigen, de kosten ervan dragen.

TITEL IV.

Bosbedrijfsregeling.

31. Alle bossen onder bosregeling zijn onderworpen aan een bij [ministerieel besluit] bepaalde bedrijfsregeling. De bedrijfsregeling voor bossen van gemeenten en openbare instellingen kan echter niet tegen de wil van de eigenaar worden gewijzigd dan op overeenkomstig advies van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

32. De besluiten van gemeenten of openbare instellingen tot bepaling of wijziging van een bedrijfsregeling worden voor advies aan het bosbeheer en aan de bestendige deputatie van de provincieraad gezonden, alvorens aan de goedkeuring van de [minister van Landbouw] te worden onderworpen.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

33. Er mag, zonder een bijzonder [ministerieel besluit], geen buitengewone kap en geen verkoop of exploitatie van hout boven de door de bedrijfsregeling bepaalde gewone kappen plaatshebben, op straffe van nietigheid van de verkopen, behoudens het verhaal van de kopers, indien daartoe grond bestaat, tegen hen die de kap bevelen of toegestaan hebben.

Indien die buitengewone exploitaties zonder vergunning zijn gedaan door de inwoners van de gemeenten, worden dezen geacht een misdrijf te hebben begaan en uit dien hoofde vervolgd.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

34. Indien door een buitengewone kap vooruitgelopen wordt op de gewone kappen, kunnen deze gedurende de volgende jaren in zodanige mate verminderd worden als in het [ministerieel besluit] zal worden bepaald, totdat de toestand opnieuw in overeenstemming is met de bedrijfsregeling.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

35. De eigendom van gemeentebossen is niet vatbaar voor verdeling onder de inwoners.

Wanneer echter twee of meer gemeenten een bos onverdeeld bezitten, behoudt elke gemeente het recht de verdeling ervan te vorderen.

TITEL V.

Veiling van te kappen hout.

Afdeling I. — Algemene bepalingen.

36. Het hout van een gewone of buitengewone kap in een bos onder bosregeling mag slechts in openbare veiling worden verkocht. Dag, uur en plaats van de veiling worden ten minste vijftien dagen tevoren bekendgemaakt door aanplakking op de gewone plaatsen.

37. Elke verkoop die anders dan in openbare veiling geschiedt, wordt als een geheime verkoop beschouwd en nietig verklaard.

Ambtenaren en beambten die de verkoop bevelen of houden, worden hoofdelijk veroordeeld tot geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank.

De koper wordt tot dezelfde geldboete veroordeeld.

38. Vernietigd wordt eveneens elke verkoop, zelfs in openbare veiling gedaan, die niet voorafgegaan is door de voorgescreven bekendmakingen en aanplakkingen, of die gehouden is vóór het bepaalde uur, of op een andere dag, of op andere plaatsen dan vermeld op de aanplakbiljetten of in de processen-verbaal van uitstel van de verkoop.

Ambtenaren of beambten die deze bepalingen overtreden, worden hoofdelijk veroordeeld tot geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank.

De koper wordt, in geval van verstandhouding met de overtreder, tot dezelfde geldboete veroordeeld.

39. Alle in de loop van de veiling gerezen geschillen over de geldigheid van op- of afbiedingen of over de gegoedheid van bidders en borgen worden onmiddellijk beslist door de ambtenaar die de veiling voorziet.

40. Iedere koper moet, op het ogenblik van de koop, op staande voet de in de veilingvoorwaarden voorgeschreven borgen stellen.

De koper die deze borgstelling niet doet, verliest zijn recht op het gekochte; er wordt onmiddellijk tot een nieuwe verkoop overgegaan.

De koper die zijn recht heeft verloren, is verplicht het verschil te betalen tussen zijn prijs en de lagere prijs van de nieuwe verkoop; het meerdere kan hij niet opeisen.

41. Geen opgave van lastgever wordt aanvaard, behalve indien zij op staande voet onmiddellijk na de toewijzing wordt gedaan.

42. De kopers zijn verplicht op het ogenblik van de verkoop woonplaats te kiezen in de gemeente waar de veiling plaatsheeft; doen zij dit niet, dan worden alle latere akten op geldige wijze betekend aan de secretarie van die gemeente.

43. Elk proces-verbaal van toewijzing geldt als titel voor dadelijke uitwinning tegen de kopers, alsook tegen de vennoten en de borgen, die hoofdelijk instaan voor de betaling van de prijs zowel als van de kosten, schadevergoeding, teruggave en geldboeten waartoe de koop aanleiding kan geven tegen de koper.

44. Wanneer de exploitatie wordt aanbesteed van een overeenkomstig een recht van gebruik of een recht op brandhout te verrichten kap of van een andere kap, worden de in de artikelen 36, 37 en 38 voorgeschreven vormen in acht genomen; overtreding wordt gestraft met geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank.

De aannemer wordt, in geval van verstandhouding met de overtreder, gestraft met dezelfde geldboete en verliest bovendien de prijs van het werk dat hij reeds heeft uitgevoerd.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen betreffende onverdeelde bossen.

45. Het is de medeëigenaars verboden een gewone of een buitengewone kap, een exploitatie of een verkoop te doen, op straffe van geldboete van driehonderd frank tot drieduizend frank. Alle aldus gedane verkopen zijn nietig en het gekapte hout wordt in natura of in geld teruggegeven.

46. De onverdeelde houtopstand wordt op dezelfde wijze verkocht als die van het domein en de verkoopprijs wordt in dezelfde kas gestort. Iedere medeëigenaar ontvangt zijn aandeel in de opbrengst van de verkoop, alsook van de teruggave en schadevergoeding, na aftrek van de kosten van meting, veiling, beheer en bewaking.

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen betreffende bossen van gemeenten en openbare instellingen.

47. De gemeenteraden en de besturen van openbare instellingen beslissen dat het hout van kappen in natura ter beschikking zal worden gesteld als brandhout voor de inwoners en voor de dienst der instellingen of dat het geheel of gedeeltelijk zal worden verkocht. Hun besluit behoeft de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad.

48. De verkoop wordt gedaan door de zorg van het college van burgemeester en schepenen of van het bestuur van de openbare instelling, in aanwezigheid van een ambtenaar van het bosbeheer of van een gemachtigd boswachter, en overeenkomstig de veilingvoorwaarden vastgesteld door de bestendige deputatie van de provincieraad. Die verkoop is eerst definitief na goedkeuring door dat college.

49. De gemeenteraad of de instelling die verkoopt kan, onder dezelfde goedkeuring, de met de verkoop of de ontvangst belaste en in het besluit speciaal aangewezen ambtenaar machtigen om de kopers voor wier goedheid hij instaat, van de verplichting tot borgstelling te ontslaan.

50. De kappen, in bossen van gemeenten en openbare instellingen te verrichten ten behoeve van de brandhoutgerechtigde inwoners of van die instellingen, hebben eerst plaats na de terbeschikkingstelling door de ambtenaren van het bosbeheer.

De exploitatie wordt door een bijzondere aannemer gedaan; voor kappen in gemeentebossen echter kan zij geschieden onder de waarborg van drie goede inwoners die door de gemeenteraad gekozen en door het bosbeheer erkend zijn.

Indien de gemeenteraad het evenwel geraden acht het voor de brandhoutgerechtigden bestemde hout op stam te verdelen, kan hij daartoe door de [minister van Landbouw] gemachtigd worden na advies van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Het [ministerieel besluit] regelt de aansprakelijkheid van de exploitanten voor wanbedrijven en overtredingen gepleegd gedurende de exploitatie, indien het gemeenteraadsluit dienaangaande geen behoorlijke regeling bevat.

Indien geen [ministerieel besluit] genomen wordt binnen veertig dagen te rekenen van de dag waarop het gemeenteraadsluit bij het provinciebestuur is ingekomen, is dit besluit uitvoerbaar.

Het derde, vierde en vijfde lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

TITEL VI.

Exploitaties.

Afdeling I. — Algemene bepalingen.

51. De kopers mogen, op straffe van strafrechtelijke vervolging, de exploitatie van het te kappen hout niet beginnen zonder een kapvergunning verstrekt door een daartoe gemachtigd ambtenaar van het bosbeheer.

52. Iedere koper kan een lasthebber of koopwachter aanstellen, die door de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer erkend en door de vrederechter beëdigd wordt. Die koopwachter is bevoegd om zowel in de kavel als binnen de hoorwijde van de bijslag proces-verbaal op te maken. De processen-verbaal zijn aan dezelfde vormen onderworpen als die van de boswachters en er wordt op dezelfde wijze gevolg aan gegeven; zij leveren bewijs op tot het tegendeel bewezen is.

De koopwachter mag geen bloed- of aanverwant van de gebiedswachter of van de plaatselijke ambtenaren zijn in de bij artikel 16 bepaalde graad.

De hoorwijde van de bijslag reikt voor stamhout tot 250 meter en voor hakhout tot 125 meter, te rekenen van de grens van de kap.

In een uitkap waarvan de grenzen niet vastgesteld zijn, of wanneer het voor exploitatie aangewezen hout windworp of delichthout is, wordt de hoorwijde van de bijslag voor elke tot levering gemerkte boom bepaald door een cirkel met een straal van 250 meter, te meten vanaf de voet van elke gevelde of te vellen boom.

53. Elke koper van stamhout is gehouden, op straffe van geldboete van vijftig frank, bij de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer en ter griffie van de rechtbank van het arrondissement het merk neer te leggen van de hamer die bestemd is om de stammen van zijn koop te merken.

De koper en zijn vennoten mogen niet meer dan één hamer hebben voor dezelfde koop en er geen ander hout mee merken dan daarvan afkomstig is, op straffe van geldboete van tweehonderd frank. Bij kleinere verkopen echter kunnen de veilingvoorwaarden de kopers van die verplichting ontslaan.

54. De koper is verplicht alle als te sparen gemerkte of aangewezen bomen, hoe ook aangeduid, onaangeroerd te laten, zelfs wanneer er meer zijn dan vermeld in het proces-verbaal van merking van het te sparen en te kappen hout; wederrechtelijk gekapte bomen kunnen niet worden gecompenseerd door niet te sparen bomen die de koper zou hebben laten staan.

Wanneer te sparen bomen door de wind of door enig ander toeval zijn gebroken of omgeworpen, moet de koper ze ter plaatse laten liggen en terstond de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer waarschuwen, opdat andere bomen als te sparen zullen worden gemerkt en proces-verbaal zal worden opgemaakt.

Wanneer, bij verkoop van uitkaphout, windworp of delichthout, niet gemerkte bomen geveld of weggenomen zijn, waarschuwt de koper eveneens de ambtenaar van het bosbeheer.

De aanwezigheid van het merk, met de hamer van het bosbeheer op de stam of op de stronk van de gevelde boom aangebracht, is het enige middel waardoor de koper de levering van de boom kan bewijzen.

55. De koper draagt zorg dat te sparen bomen niet beschadigd worden door de val van te kappen bomen, op straffe van schadevergoeding.

Wanneer een gevelde boom is blijven hangen op een te sparen boom, mag de koper deze niet vellen dan nadat een ambtenaar van het bosbeheer ter plaatse is geweest en de schade die het vellen van de te sparen boom zal meebrengen, in der minne of door deskundigen is geschat.

De gevelde of gebroken bomen mogen aan de koper niet gegeven worden als vergoeding voor de bomen die ter vervanging zijn gemerkt, tenzij hij bewijst dat hij alle voorzorgen genomen heeft om ongevallen te vermijden. Wordt dit bewijs niet geleverd, dan worden zij als windworp beschouwd en in de gewone vorm verkocht.

56. De koper mag geen hout hakken of weghalen vóór zonsopgang of na zonsondergang, op straffe van geldboete van vijftig frank.

57. Het is de koper, op straffe van geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank, verboden hout van zijn koop op stam te schillen of te ontschorsen, tenzij het proces-verbaal van toewijzing dit uitdrukkelijk toestaat.

58. Elke overtreding van de veilingvoorwaarden betreffende de wijze van kappen en exploiteren van het hout en het schoonmaken van de kapvlakte wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank.

59. Er mag geen put of oven voor houtskool, geen werkplaats of keet worden gemaakt, behalve op de plaatsen aangewezen bij proces-verbaal van de ambtenaren van het bosbeheer of van de door hen gemachtigde wachters, op straffe, voor de koper, van geldboete van vijftig frank voor iedere put, oven, keet of werkplaats die met overtreding van deze bepaling gemaakt is.

60. Het hout wordt vervoerd langs de wegen die daarvoor gewoonlijk gebruikt worden, zonder dat de kopers er nieuwe mogen maken. Zo nodig kunnen de ambtenaren van het bosbeheer andere wegen aanwijzen. Overtreding van deze bepaling wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank.

61. Het gekochte hout moet, op straffe van geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank, gekapt en opgeruimd worden binnen de door de veilingsvoorwaarden gestelde termijnen, tenzij de kopers een termijnverlenging verkregen hebben van het bosbeheer.

62. Indien de kopers verzuimen het hun bij de veilingsvoorwaarden opgelegde werk binnen de gestelde termijnen te verrichten, wordt dit op hun kosten uitgevoerd door de zorg van de ambtenaren van het bosbeheer, met machtiging van de minister voor staatsbossen en van de bestendige deputatie van de provincieraad voor bossen van gemeenten of openbare instellingen. De minister of de deputatie stelt vervolgens de staten van kosten vast en verklaart ze uitvoerbaar tegen de kopers. De betaling van de kosten wordt vervolgd op dezelfde wijze als die van de koopprijs.

63. Het is de kopers, hun werklieden en lasthebbers verboden elders dan in hun keten of werkplaatsen vuur te maken, op straffe van geldboete van tien frank tot honderd frank.

64. De kopers mogen in hun kavels geen ander hout leggen dan daarvan afkomstig is, op straffe van geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank.

65. Indien er tijdens de exploitatie of de opruiming proces-verbaal wordt opgemaakt van enig misdrijf of exploitatiegebrek, kan het beheer er gevolg aan geven vóór het tijdstip van de schouwing.

Indien met een eerste proces-verbaal niet kan worden volstaan en daarop nog geen vonnis gewezen is, kunnen de ambtenaren van het bosbeheer bij de schouwing een nieuw proces-verbaal van de wanbedrijven en overtredingen opmaken.

66. De kopers en hun borgen zijn, vanaf de kapvergunning en tot dat zij ontslagen zijn, aansprakelijk voor elk bosmisdrijf dat in hun kavels en binnen de hoorwijde van de bijslag gepleegd wordt, indien hun lasthebbers of koopwachters daarvan geen verslag doen; de verslagen moeten binnen acht dagen, te rekenen van het misdrijf, worden ter hand gesteld aan de ambtenaar van het bosbeheer.

Die verslagen ontslaan de kopers van hun aansprakelijkheid slechts voor zover zij geldig zijn en de schuldige aanwijzen of, bij gebreke van zodanige aanwijzing, doen blijken van voldoende pogingen om hem te ontdekken.

67. De kopers en hun borgen zijn aansprakelijk voor de geldboeten en teruggaven opgelegd wegens wanbedrijven en overtredingen die in de kavel of binnen de hoorwijde van de bijslag gepleegd zijn door de lasthebbers, koopwachters, werklieden, houthakkers, voerlieden en alle andere personen in dienst van de kopers.

68. De aannemers van de exploitatie, hetzij van een in natura ter beschikking te stellen kap, hetzij van een kap die de eigenaars wensen te verkopen na de veiling, gedragen zich naar al hetgeen aan de kopers is voorgeschreven ten aanzien van de exploitatie, het werk en het opruimen van de kap; in geval van wanbedrijf of overtreding dragen zij dezelfde aansprakelijkheid en worden zij gestraft met dezelfde straffen.

Afdeling II. — Bepalingen die alleen op gemeentebossen van toepassing zijn.

69. De verdeling en de uitdeling van brandhout, timmerhout en boerengeriefhout onder de inwoners worden door de gemeenteraad geregeld volgens het aantal haardsteden, dit is het aantal gezinshoofden die een afzonderlijke huishouding hebben en sedert ten minste een jaar hun woonplaats hebben in de gemeente [...] die eigenaar is van het bos.

Indien er bezwaar wordt ingebracht, wordt beslist overeenkomstig artikel 77 van de wet van 30 maart 1836.

Het eerste lid aldus gewijzigd ingevolge artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.

TITEL VII.

Hermeting en schouwing.

70. Vóór of tijdens de schouwing wordt de kapvlakte hermeten door een andere landmeter van het bosbeheer dan degene die de eerste meting verricht heeft.

Van de dag en het uur van die verrichting wordt aan de koper kennis gegeven bij een akte, die ten minste tien dagen tevoren aan de gekozen woonplaats betekend wordt. De koper kan op eigen kosten een landmeter te zijner keuze bijroepen om de hermeting bij te wonen;

indien hij geen gebruik maakt van dat recht of niet verschijnt, wordt het proces-verbaal van hermeting geacht op tegenspraak te zijn opgemaakt.

71. Indien uit het proces-verbaal van hermeting blijkt dat er overmaat is, betaalt de koper de waarde daarvan naar evenredigheid van de koopprijs.

Is er ondermaat, dan wordt de koper in dezelfde verhouding vergoed, nadat hij ontslagen is.

De landmeters kunnen tot schadevergoeding worden aangesproken voor alle vergissingen die zij begaan hebben, wanneer het verschil ten minste een twintigste van de kapvlakte bedraagt.

72. In bossen van gemeenten of openbare instellingen is de hermeting niet verplicht. Wordt zij zonder grond gevorderd door een van de partijen, dan draagt deze alleen de kosten ervan.

In het andere geval komen de kosten ten laste van beide partijen.

73. Elke kap wordt geschouwd binnen twee maanden, te rekenen van de dag waarop de termijn voor de opruiming verstreken is.

Na verloop van deze twee maanden kan de koper het beheer in gebreke stellen door een buitengerechtelijke akte, die betekend wordt aan de plaatselijke ambtenaar van het bosbeheer; indien het beheer geen schouwing gedaan heeft binnen een maand na die betekening, is de koper bevrijd.

74. Aan de koper wordt tien dagen tevoren zonder kosten kennis gegeven van de dag en het uur waarop de schouwing zal plaatshebben; indien hij niet verschijnt en de ambtenaren van het bosbeheer aanleiding vinden tot het vaststellen van wanbedrijven of overtredingen te zijnen laste, wordt een tweede schouwing gehouden, waartoe hij wordt opgeroepen bij een akte, die hem tien dagen tevoren op zijn kosten betekend wordt aan de gekozen woonplaats, en die dag en uur van de nieuwe schouwing vermeldt. Indien hij niet verschijnt of zich niet doet vertegenwoordigen, wordt het proces-verbaal van de tweede schouwing geacht op tegenspraak te zijn opgemaakt.

75. Indien buiten de hoek- en grensbomen enige overschrijding of aantasting van recht heeft plaatsgehad, indien sedert de veiling enige verandering is gebracht aan de kapvlakte, indien buiten de grenzen ervan een boom of een stuk bos is gekapt, worden de kopers veroordeeld tot een geldboete die gelijk is aan de waarde van het hout dat niet in de veiling begrepen was, en tot een gelijk bedrag als teruggave.

Is het feit bedrieglijk gepleegd, dan wordt de geldboete verdubbeld en kunnen de schuldigen bovendien veroordeeld worden tot gevangenisstraf van ten hoogste een maand indien de geldboete 150 frank bedraagt of minder, en van ten hoogste zes maanden indien de geldboete dit bedrag te boven gaat.

De ambtenaren van het bosbeheer of de overheidspersonen die deze overschrijdingen, toevoegingen of veranderingen toegestaan of gedoogd hebben, worden gestraft met de in het vorige lid bepaalde straf, onverminderd de toepassing, indien daartoe grond bestaat, van de straffen bij het Strafwetboek gesteld op daden van ontrouw, knevelarij of machtsmisbruik.

76. De kopers die niet alle te sparen bomen vertonen, worden veroordeeld tot de in artikel 157 bepaalde geldboete en vergoeding.

77. De bepalingen van de vier vorige artikelen zijn van toepassing op de aannemers van de exploitatie van een kap.

78. Indien er geen wetsovertreding vastgesteld wordt en indien het proces-verbaal van schouwing geen moeilijkheden oplevert, ontslaat het beheer de koper ten aanzien van de exploitatie.

Wordt dit ontslag niet verleend binnen een maand na het proces-verbaal, dan is de koper van rechtswege bevrijd.

TITEL VIII.

Veiling en terbeschikkingstelling van eikeloogst, varkensweide, bosvoeder, windworp, delicthout en andere bosprodukten.

79. De voor de veiling van houtkappen voorgeschreven vormen moeten, op straffe van nietigheid, in acht worden genomen voor de veilingen van eikeloogst, varkensweide, bosvoeder, windworp, delicthout en andere veilingen van geringe waarde.

De ambtenaren en beambten, alsook de verkrijger, die deze voorschriften overtreden, worden in de gevallen van de artikelen 37 en 38 veroordeeld tot geldboete van dertig frank tot driehonderd frank.

80. Hij aan wie het recht is toegewezen, mag in de bossen geen groter aantal varkens binnenbrengen dan in de akte van toewijzing bepaald is, op straffe van de in artikel 168 gestelde geldboete per wederrechtelijk binnengebracht dier.

81. Indien de varkens worden aangetroffen buiten de in de akte van toewijzing aangegeven bossen of toegangswegen, worden de in artikel 168 bepaalde straffen tegen de verkrijger uitgesproken.

In geval van herhaling wordt de verkrijger gestraft met dubbele geldboete en de hoeder veroordeeld tot gevangenisstraf van vijf dagen tot vijftien dagen.

82. De eikeloogst duurt ten hoogste drie maanden. Het tijdstip van de opening en van de sluiting wordt elk jaar door het bosbeheer vastgesteld. De opening mag echter niet geschieden voor 15 oktober en de sluiting niet na 15 februari.

83. De gemeenten en de openbare instellingen kunnen met goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad de eikeloogst en het bosvoeder openbaar verkopen, ter beschikking stellen voor hun kudden, of er op enige andere wijze over beschikken.

Hetzelfde geldt ten opzichte van windworp en andere kleine produkten van hun bossen.

TITEL IX.

Gebruiksrechten.

Afdeling I. — Bepalingen betreffende de gebruiksrechten in het algemeen.

84. In de bossen van de Staat, van gemeenten of van openbare instellingen worden voortaan geen gebruiksrechten, van welke aard en onder welk voorwendsel ook, meer verleend.

85. Elk bos kan bevrijd worden van alle gebruiksrechten op hout, behalve op dood hout, door overdracht van een deel van het bos in eigendom; en van alle andere gebruiksrechten, zoals veeweide, eikeloogst en varkensweide, door betaling van een billijke en voorafgaande schadeloosstelling.

86. Een rechtsoverdracht tot eigendomsoverdracht of tot afkoop kan alleen door de eigenaar worden ingesteld.

Van een ingestelde vordering kan evenwel niet worden afgezien dan met instemming van de gebruikers.

De vordering omvat alle rechten die aan dezelfde gebruikers in een zelfde bos toekomen. Bezitten zij rechten van beide in het vorige artikel genoemde soorten tegelijk, dan zijn al die rechten begrepen in de rechtsoverdracht tot eigendomsoverdracht.

87. De uitoefening van de gebruiksrechten kan altijd worden beperkt naar gelang van de staat en het opbrengstvermogen van de bossen en kan slechts geschieden overeenkomstig de bepalingen van deze titel.

Afdeling II. — Bepalingen betreffende de gebruiksrechten op hout alleen.

88. Gebruikers die recht hebben op houtleveringen, mogen het hout eerst nemen nadat het te hunner beschikking gesteld is. Gebruikers die recht hebben op het dode hout, mogen slechts het dorre hout nemen dat op de grond ligt; voor de bomen op stam waarvan kruin en wortels volkomen verdord zijn, moeten zij de terbeschikkingstelling vragen.

89. De exploitatie van kappen die ter beschikking gesteld zijn van gebruikers, wordt openbaar aanbesteed. Zij geschiedt overeenkomstig de bepalingen van titel VI.

Het aan de aannemers opgelegde gewone werk, alsook de vergoedingen voor het meten van de kapvlakte en voor andere exploitatiekosten, zijn ten laste van de gebruikers.

90. Het is de gebruikers verboden het hout dat hun ter beschikking is gesteld, te verkopen, te ruilen of weg te schenken, het te vervoeren naar of op te slaan op een andere plaats dan waarvoor het gebruiksrecht geldt, en er een andere bestemming aan te geven dan waarvoor het gebruiksrecht verleend is, op straffe van verbeurdverklaring ten voordele van de eigenaar van het bos, en van geldboete van twintig frank tot honderd frank wanneer het brandhout betreft, van veertig frank tot tweehonderd frank wanneer het timmerhout of boerengeriefhout betreft.

91. Het brandhout en het andere hout moeten door de gebruikers worden weggehaald binnen de termijn door de bestendige deputatie van de provincieraad bepaald. Na verloop van die termijn is het hout voor de eigenaar.

92. Het timmerhout moet gebruikt worden binnen twee jaar na de terbeschikkingstelling, behoudens verlenging van de termijn door de bestendige deputatie indien daartoe aannemelijke redenen bestaan. Na die termijn kan de eigenaar van het bos over het niet gebruikte hout beschikken, en kan de gebruiksgerechtigde die de overtreding heeft begaan, veroordeeld worden tot geldboete van tien frank tot vijftig frank.

Afdeling III. — Bepalingen van toepassing op de rechten van veeweide, eikeloogst en varkensweide.

93. De gebruikers hebben het genot van hun rechten van veeweide, eikeloogst en varkensweide slechts voor dieren die ze voor eigen gebruik houden, niet voor dieren waarin zij handel drijven.

94. De gebruikers kunnen de in het vorige artikel vermelde rechten slechts uitoefenen in bossen die door het bosbeheer tegen veeschade bestand zijn verklaard, ongeacht de leeftijd of de soort van het hout en niettegenstaande enige titel of enig bezit daarmee in strijd.

95. Het recht van eikeloogst en varkensweide kan alleen overeenkomstig artikel 82 uitgeoefend worden.

96. Het bosbeheer bepaalt, volgens de rechten van de gebruikers, hoeveel varkens tot de varkensweide en hoeveel stuks vee tot de veeweide kunnen worden toegelaten.

97. Elk jaar, vóór 1 maart wat de veeweide betreft, en vóór 15 september wat de varkensweide of de eikeloogst betreft, doet het bosbeheer de tegen veeschade bestand verklaarde bossen, het aantal tot de vee- of varkensweide toegelaten dieren en de duur van de klauwengang aan de gebruikers kennen.

De gemeenteraden bepalen, behoudens beroep bij de bestendige deputatie van de provincieraad en bij de Koning, hoeveel dieren iedere gebruiker in de gemene kudde mag plaatsen.

De colleges van burgemeester en schepenen maken die twee beslissingen zonder verwijl bekend in de gebruiksgerechtigde gemeenten.

98. De dieren mogen slechts langs de door de ambtenaren van het bosbeheer aangewezen wegen naar de vee- of varkensweide gaan of ervan terugkeren.

Lopen die wegen door bossen die niet tegen veeschade bestand zijn, dan kunnen deze, op gemene kosten van de eigenaar en van de gebruikers, door sloten of op enige andere wijze afgescheiden worden om de dieren erbuiten te houden.

99. De kudden van elke gemeente [...] moeten gedreven worden door een of meer gemeenschappelijke hoeders, door de gemeenteoverheid aan te stellen. De inwoners van de gebruiksgerechtigde gemeenten die hun varkens of hun vee onder afzonderlijke hoede drijven of doen drijven, worden gestraft met geldboete van twee frank per dier.

De varkens of het vee van elke gebruiksgerechtigde gemeente [...] vormen een afzonderlijke kudde waarin geen varkens of vee van een andere gemeente [...] mogen worden opgenomen, op straffe van geldboete van vijf frank tot tien frank ten laste van de hoeder, en van gevangenis van vijf dagen tot tien dagen in geval van herhaling.

Aldus gewijzigd ingevolge artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.

100. Alle tot de veeweide toegelaten dieren dragen een bel om de hals en hebben een bijzonder merk, dat verschilt voor elke gebruiksgerechtigde gemeente [...]; van dit merk wordt een afdruk ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg neergelegd.

Aldus gewijzigd ingevolge artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.

101. Het is de gebruikers verboden, niettegenstaande enige titel of enig bezit hiermee in strijd, geiten of schapen te drijven of te doen drijven in de bossen of op de erbij behorende gronden, op straffe van de in artikel 168 bepaalde geldboete ten laste van de eigenaar, en van tien frank geldboete en vijf dagen tot tien dagen gevangenis ten laste van de hoeders of herders.

102. De bepalingen van deze afdeling, met uitzondering van artikel 100, zijn toepasselijk op het recht van veeweide en van varkensweide dat gemeenten en openbare instellingen in hun eigen bossen uitoefenen.

TITEL X.

Politie en instandhouding van de bossen.

103. In staatsbossen mag alleen krachtens een wet, in bossen van gemeenten en openbare instellingen alleen op hun verzoek en krachtens een koninklijk besluit gerooid worden, op straffe van geldboete van driehonderd frank tot zeshonderd frank per hectare hakhout en van vijfhonderd frank tot tweeduizend frank per hectare hooghout of middeelhout, ten laste van hen die de rooijing bevelen of uitgevoerd hebben. Het bosbeheer wordt bij het veroordelend vonnis gemachtigd om het gerooid terrein binnen twee jaar te doen herbebossen.

104. Blijven de overtreders in gebreke het gerooid gedeelte te herbebossen binnen de termijn van twee jaar, te rekenen van de aanmaning die het bosbeheer krachtens het vonnis heeft gedaan, dan voorziet dit beheer daarin op hun kosten. De invordering van die kosten wordt vervolgd op dezelfde wijze als de invordering van het bedrag van de andere veroordelingen.

105. In staatsbossen mag alleen gebrand worden met vergunning van de minister, in bossen van gemeenten of openbare instellingen alleen met vergunning van de bestendige deputatie van de provincieraad, verleend op advies van het bosbeheer; dit voorschrift geldt niet voor het eikenhakhout, door het bosbeheer aangewezen.

In geval van meningsverschil tussen de bestendige deputatie en het bosbeheer beslist de [minister van Landbouw].

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

106. Hij die met overtreding van het vorige artikel een bosterrein brandt, wordt gestraft met geldboete van zesentwintig frank tot honderd frank per gebrande hectare, onverminderd verbeurdverklaring van de gewonnen vruchten en veroordeling wegens beschadiging van stronken of bomen door ijzeren tuigen of door vuur.

107. Steen, zand, erts, aarde of graszoden, turf, heide, brem, gras, groene of dorre bladeren, op de bodem van de bossen aanwezige meststoffen, eikels, beukenoten en andere bosvruchten of -zaden mogen niet worden uitgegraven of weggehaald dan met toestemming van de eigenaar, onverminderd de bij wet en verordening vereiste vergunningen.

De toestemming van de gemeenten en van de openbare instellingen behoeft bovendien de goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad, het bosbeheer gehoord.

Uitgraving of weghaling in strijd met de vorige bepalingen wordt gestraft als volgt:

Voor elke wagen of stortkar, met tien frank tot dertig frank per voorgespannen dier;

Voor elke lastdiervracht, met vijf frank tot tien frank;

Voor elke mansvracht, met twee frank tot vijf frank.

De schuldigen kunnen bovendien veroordeeld worden tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

108. Het recht van het bestuur van bruggen en wegen om plaatsen aan te wijzen waar uitgravingen van bouwstoffen voor openbare werken moeten geschieden, blijft onverkort; de aannemers zijn niettemin gehouden de vergoedingen te betalen als naar recht en de bij wet of verordening in dezen voorgeschreven vormen in acht te nemen.

109. Alle gebruikers die in geval van brand weigeren hulp te verlenen in de bossen waarin zij gebruiksrechten hebben, kunnen die rechten voor ten minste een jaar en ten hoogste vijf jaar verbeuren, onverminderd de in artikel [422ter] van het Strafwetboek bepaalde straffen.

Aldus gewijzigd ingevolge de artikelen 1 en 2 van de wet van 6 januari 1961.

110. [De artikelen 36 en 37, eerste en derde lid, van het Veldwetboek zijn] van toepassing op de randbomen van de bossen.

De aangelanden kunnen zich echter op de bepaling van [voornoemd artikel 37] betreffende het snoeien niet beroepen ten aanzien van bomen die meer dan dertig jaar oud zijn op het tijdstip van de bekendmaking van deze wet.

Snoeiing zonder toestemming van de eigenaar van het bos wordt gestraft als wederrechtelijke kapping.

Het eerste en tweede lid aldus gewijzigd ingevolge de artikelen 36, 37 en 98, tweede lid, 10°, van het Veldwetboek.

111. Zonder vergunning van de [minister van Landbouw] mag voortaan geen tijdelijke of blijvende kalk- of gipsoven, geen steen- of pannbakkerij worden opgericht in de bossen bij artikel 1 onder de bosregeling gesteld of op minder dan 250 meter afstand ervan, op straffe van geldboete van zesentwintig frank tot driehonderd frank en van sloping van die inrichtingen.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

112. Het is eveneens verboden zonder vergunning van de [minister van Landbouw] een woning op palen, een keet, een barak of een loods op te richten in die bossen of op minder dan 250 meter afstand ervan, behalve daar waar een kapping aan de gang is, op straffe van geldboete van veertig frank en van sloping.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

113. Voortaan mogen zonder vergunning van de [minister van Landbouw] geen huizen, hoeven of aanhorigheden gebouwd worden op minder dan 100 meter afstand van de rand van die bossen, op straffe van sloping.

Huizen of hoeven die thans bestaan, mogen echter behouden, hersteld en herbouwd worden zonder vergunning.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

114. Het slopen van gebouwen en inrichtingen, waartoe krachtens de drie vorige artikelen bevel wordt gegeven, geschiedt binnen een maand, te rekenen van de betekening van het vonnis waarbij de sloping is bevolen.

115. Bewoners van huizen of hoeven die thans binnen een afstand van 100 meter liggen of waarvan de bouw krachtens artikel 113 is toegestaan, mogen zonder bijzondere vergunning van de [minister van Landbouw] geen werkplaats voor het bewerken van hout, geen werf of opslagplaats voor hout, houtskool of as, bestemd voor de handel, vestigen, op straffe van geldboete van veertig frank en verbeurdverklaring van het hout, de houtskool en de as.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

116. Geen houtzagerij mag zonder vergunning van de [minister van Landbouw] worden opgericht binnen de bossen, bij artikel 1 onder de bosregeling gesteld, en op minder dan 250 meter afstand ervan, op straffe van geldboete van honderd frank tot vijfhonderd frank en van sloping binnen een maand te rekenen van de betekening van het vonnis waarbij de sloping is bevolen.

Aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

117. De bepalingen van de artikelen 113, 115 en 116 zijn niet van toepassing op huizen- en fabrieken die deel uitmaken van steden, dorpen of gehuchten waar een aantal woningen bij elkaar staan.

118. Een vergunning verleend krachtens de artikelen 111, 112, 115 en 116 kan door de [minister van Landbouw] ingetrokken worden wanneer de houder meer dan tweemaal wegens bosmisdrijven is veroordeeld.

De krachtens artikel 113 verleende vergunning kan in hetzelfde geval worden ingetrokken op overeenkomstig advies van de bestendige deputatie van de provincieraad.

Het eerste lid aldus gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit n° 90 van 30 november 1939.

119. De fabrieken, loods en andere inrichtingen waarvoor krachtens de artikelen 111, 112, 115 of 116 vergunning verleend is, en de keten of werkplaatsen binnen de kappen tot exploitatie mogen betreden worden door de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters, die er zonder bijstand van een openbaar officier alle opsporingen mogen doen, op voorwaarde dat zij ten minste met tweeën zijn of dat de ambtenaar of de boswachter vergezeld is van twee in de gemeente woonachtige getuigen.

TITEL XI.

Rechtspleging inzake misdrijven gepleegd in bossen onder bosregeling.

Afdeling I. — Vervolging van misdrijven.

120. Het bosbeheer is belast met de vervolging tot herstel van alle wanbedrijven en overtredingen gepleegd in de bossen die onder de bosregeling vallen, zowel wat de toepassing van de straffen als wat de daaruit volgende teruggave en schadevergoeding betreft.

De vervolging wordt in naam van het bosbeheer uitgeoefend door de ambtenaren van het bosbeheer, onverminderd de desbetreffende bevoegdheid van het openbare ministerie.

121. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters sporen de wanbedrijven en overtredingen in bos- en jachtzaken op en stellen ze dag voor dag vast door processen-verbaal, te weten: de ambtenaren in het gehele gebied waarvoor zij aangesteld zijn, de boswachters in het arrondissement van de rechtbank waarbij zij beëdigd zijn.

122. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters zijn gemachtigd om het in overtreding aangetroffen vee, alsook de werktuigen en gespannen van de schuldigen in beslag te nemen en in bewaring te stellen. Zij volgen de door de schuldige weggenomen voorwerpen tot in de plaatsen waar deze heengebracht zijn en stellen ze eveneens in bewaring. Zij kunnen echter de huizen, gebouwen, binnenplaatsen en omheinde erven die eraan palen, niet betreden dan in aanwezigheid van de vrederechter, van de burgemeester of van de politiecommissaris.

123. De in het vorige artikel genoemde ambtenaren mogen desgevorderd niet weigeren de ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters op staande voet te vergezellen. Zij zijn bovendien gehouden het proces-verbaal van de inbewaringstelling of van de in hun aanwezigheid verrichte opsporing te tekenen; indien zij weigeren, maakt het personeelslid van het bosbeheer daarvan melding in zijn proces-verbaal.

124. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters vatten iedere onbekende die op heterdaad betrapt wordt en geleiden hem voor de vrederechter, de burgemeester of voor de politiecommissaris.

125. Elke vreemdeling die op heterdaad betrapt wordt bij het plegen van een bosmisdrijf, kan aangehouden, ter beschikking van de procu-

reur des Konings gesteld en op een door de onderzoeksrechter verleend bevel tot bewaring vastgehouden worden, totdat hij keuze van woonplaats in het Rijk gedaan heeft, de opgelegde geldboete in handen van de ontvanger der domeinen gestort is of de betaling ervan op andere wijze verzekerd is. Indien de zaak niet binnen vijftien dagen aanhangig is gemaakt bij de rechtbank, wordt de verdachte in vrijheid gesteld.

Wanneer op het misdrijf gevangenisstraf is gesteld, blijft de verdachte onderworpen aan de algemene regels van de strafvordering.

126. De ambtenaren van het bosbeheer en de boswachters hebben het recht het optreden van de openbare macht rechtstreeks te vorderen tot beteugeling van wanbedrijven en overtredingen in boszaken, alsook tot opsporing en inbeslagneming van het hout dat wederrechtelijk gekapt dan wel bedrieglijk verkocht of gekocht is.

127. [De wachters dagtekenen en ondertekenen hun processen-verbaal, op straffe van nietigheid.]

Aldus vervangen bij artikel 5 van de wet van 30 januari 1924.

128. [...]

Opgeheven bij artikel 5 van de wet van 30 januari 1924.

129. Wanneer het proces-verbaal een inbeslagneming inhoudt, wordt binnen vierentwintig uren een uitgifte ervan neergelegd ter griffie van het vrederechter om meegedeeld te kunnen worden aan hen die de in beslag genomen voorwerpen terugvorderen.

130. De vrederechters kunnen voorlopige opheffing van het beslag verlenen, onder verplichting om de kosten van de inbewaringstelling te betalen en borg te stellen. Indien de goedheid van de borg betwist wordt, beslist de vrederechter.

131. Indien het in beslag genomen vee binnen vijf dagen na de inbewaringstelling niet wordt teruggevorderd of indien er geen borg gesteld wordt, beveelt de vrederechter de veiling op de naastbijgelegen markt. Die veiling geschiedt door de zorg van de ontvanger der domeinen, die ze vierentwintig uren tevoren bekendmaakt.

De kosten van de inbewaringstelling en van de veiling worden begroot door de vrederechter en afgehouden van de opbrengst; het overschot blijft in handen van de ontvanger der domeinen.

Indien de terugvordering van het in beslag genomen vee verworpen wordt bij gebreke van borgstelling of indien het vee eerst na de veiling teruggevorderd wordt, heeft de eigenaar alleen recht op teruggave van de netto-opbrengst van de verkoop, na aftrek van alle kosten, ingeval het vonnis die teruggave beveelt. Van die prijs houdt de ontvanger het bedrag af van de veroordelingen, uitgesproken wegens het misdrijf dat tot het beslag aanleiding heeft gegeven.

132. [...]

Opgeheven ingevolge artikel 1 van het koninklijk besluit n° 59 van 10 januari 1935.

133. De dagvaarding moet, op straffe van nietigheid, afschrift van het proces-verbaal [...] inhouden.

Aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 15 december 1928.

134. Bij vervolging namens het bosbeheer kunnen de boswachters dagvaarden en exploten betekenen. Zij zijn niet bevoegd om beslag tot tenuitvoerlegging te doen.

De vergoeding wordt begroot zoals voor de akten van de [gerechtsdeurwaarders].

Het tweede lid aldus gewijzigd bij artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963.

135. De ambtenaren van het bosbeheer hebben het recht de zaak voor de rechtbank uiteen te zetten en worden gehoord tot staving van hun conclusie.

136. Wanbedrijven of overtredingen in boszaken worden bewezen, hetzij door regelmatige en genoegzame processen-verbaal, hetzij door getuigen.

137. Een proces-verbaal, opgemaakt en getekend door twee ambtenaren van het bosbeheer of boswachters, geldt, indien het regelmatig is, als bewijs van de materiële feiten betreffende de daarin vastgestelde wanbedrijven en overtredingen, zolang het niet van valsheid beticht is.

Gevangenisstraf kan evenwel niet als hoofdstraf worden uitgesproken dan voor zover de beklaagde tot het leveren van het tegenbewijs is toegelaten.

138. Een regelmatig proces-verbaal, opgemaakt door één ambtenaar of één wachter, geldt eveneens als bewijs zolang het niet van valsheid beticht is, indien het wanbedrijf of de overtreding geen veroordeling tot meer dan honderd frank geldboete of schadevergoeding kan meebrengen. Wanneer het misdrijf een zwaardere geldelijke veroordeling of een gevangenisstraf kan meebrengen, geldt het proces-verbaal zolang het tegendeel niet bewezen is.

139. Een proces-verbaal dat niet geldt als bewijs zolang het niet van valsheid beticht is, kan door alle wettelijke bewijzen gestaafd en bestreden worden.

140. De beklaagde die het proces-verbaal van valsheid wil betichten, moet zulks op de griffie van de rechtbank verklaren vóór de in de dagvaarding bepaalde terechtzitting.

Die verklaring wordt gedaan en getekend door de beklaagde of door zijn gemachtigde, voorzien van een bijzondere en authentieke volmacht, en ontvangen door de griffier van de rechtbank; ingeval de persoon die verschijnt niet kan tekenen, wordt daarvan uitdrukkelijk melding gemaakt.

Op de voor de terechtzitting bepaalde dag verleent de rechtbank akte van de verklaring en stelt een termijn vast van ten minste drie dagen en ten hoogste acht dagen waarbinnen de beklaagde ter griffie opgave moet doen van zijn middelen tot bewijs van de valsheid, alsook van de naam, de hoedanigheid en de verblijfplaats van de getuigen die hij wil doen horen.

Na verloop van die termijn neemt de rechtbank, zonder dat een nieuwe dagvaarding nodig is, de middelen tot bewijs van de valsheid aan, indien zij de gevolgen van het proces-verbaal teniet kunnen doen en de valsheidsprocedure wordt voortgezet overeenkomstig de wet.

In het tegenovergestelde geval, of indien de beklaagde de hierboven voorgeschreven vormen niet in acht heeft genomen, verklaart de rechtbank dat er geen grond is om de middelen tot bewijs van de valsheid aan te nemen en beveelt dat tot berechting van de zaak zal worden overgegaan.

141. De beklaagde tegen wie een verstekvonnis is gewezen waar tegen verzet aangetekend is, kan zijn verklaring tot betichting van valsheid nog doen gedurende de termijn die de wet hem verleent om ter terechtzitting te verschijnen.

142. Het proces-verbaal dat tegen verscheidene beklaagden opgemaakt en slechts door een van hen van valsheid beticht is, behoudt zijn bewijskracht ten opzichte van de anderen, tenzij het feit waarop de betichting van valsheid slaat, onplitsbaar en aan de andere beklaagden gemeen is.

143. Indien de beklaagde zich beroept op een recht van eigendom of op een ander zakelijk recht, beslist de rechter bij wie de klacht aanhangig is, over het tussengeschied met inachtneming van de volgende regels: de prejudiciële exceptie wordt slechts aangenomen voor zover zij gegrond is op een deugdelijk schijnende titel of op welbepaalde feiten van bezit die de beklaagde eigen zijn. De overgelegde titels of de gestelde feiten moeten elk karakter van wanbedrijf of van overtreding ontnemen aan het feit waarop de vervolging berust.

Wanneer de zaak naar de burgerlijke rechter wordt verwezen, bepaalt het vonnis een termijn van ten hoogste twee maanden, waarbinnen de partij die het prejudiciële geschil heeft opgeworpen, de zaak bij de bevoegde rechter aanhangig moet maken en moet bewijzen dat zij het nodige heeft gedaan; anders wordt tot de berechting overgegaan.

In geval van veroordeling tot gevangenisstraf wordt de tenuitvoerlegging van die straf echter geschorst gedurende een nieuwe termijn van twee maanden. Indien de beklaagde binnen die termijn beweert dat hij het nodige heeft gedaan, blijft de schorsing duren tot na de beslissing over de zaak zelf.

De geldboeten, teruggaven, schadevergoedingen en kosten zijn opeisbaar na de veroordeling. Indien het prejudiciële geschil later ten voordele van de beklaagde wordt beslist, wordt het door hem betaalde teruggegeven.

144. De ambtenaren kunnen namens het bosbeheer hoger beroep of cassatieberoep instellen; zonder bijzondere machtiging kunnen zij er geen afstand van doen.

Het openbaar ministerie kan van het recht van hoger beroep en van cassatieberoep gebruikmaken, zelfs wanneer het beheer of zijn ambtenaren in de vonnissen en arresten hebben berust.

145. De rechtsvorderingen tot herstel van wanbedrijven en overtredingen in boszaken verjaren door verloop van drie maanden, te rekenen van de dag waarop de wanbedrijven en overtredingen zijn vastgesteld, wanneer de beklaagden in de processen-verbaal worden aangewezen. In het tegenovergestelde geval is de verjaringstermijn zes maanden, te rekenen van dezelfde dag.

146. De bepalingen van het vorige artikel zijn niet van toepassing op overtredingen, wanbedrijven en daden van ontrouw, door ambtenaren of aangestelden van het bosbeheer of boswachters begaan in de uitoefening van hun bediening. Te hunnen opzichte gelden de verjaringstermijnen van de gewone wetten van strafvordering.

De rechtsvordering tot schadevergoeding die krachtens de artikelen 17 en 18 voor de correctionele rechtbanken wordt ingesteld tegen ambtenaren of aangestelden, is echter niet meer ontvankelijk een jaar nadat de strafvordering tegen de schuldige zelf door verjaring vervallen is.

147. De gewone regels van de strafvordering zijn van toepassing op de vervolging van de in deze wet omschreven wanbedrijven en overtredingen, behoudens de afwijkingen die uit deze titel volgen.

Afdeling II. — Tenuitvoerlegging van vonnissen.

148. De vonnissen, bij verstek gewezen op verzoek van het bos-beheer of op vervolging van het openbaar ministerie, worden betekend bij een eenvoudig uittreksel, dat de naam van de partijen en het beschikende gedeelte van het vonnis inhoudt.

Die betekening doet de termijnen van verzet en van hoger beroep ingaan.

149. De invordering van de geldboeten wegens bosmisdrijven wordt opgedragen aan de ontvangers der registratie en der domeinen.

Die ontvangers zijn eveneens belast met de invordering van de teruggaven, kosten en schadevergoedingen die voortvloeien uit de vonnissen gewezen wegens wanbedrijven en overtredingen in boszaken.

150. Vonnissen houdende veroordeling tot geldboete, teruggave, schadevergoeding en kosten worden ten uitvoer gelegd zoals in correctionele zaken.

151. Wanneer de hoven en rechtbanken een geldboete opleggen, bevelen zij dat deze, bij gebreke van betaling, zal worden vervangen door een gevangenisstraf, die kan gesteld worden op drie maanden indien de geldboete en de andere veroordelingen vijftientwintig frank te boven gaan, op zeven dagen indien zij dat bedrag niet te boven gaan.

152. In alle gevallen kan de veroordeelde zich aan die gevangenisstraf onttrekken door de geldboete te betalen.

153. [...]

Opgeheven bij artikel 7 van de wet van 27 juli 1871.

TITEL XII.

Straffen en veroordelingen met betrekking tot alle bossen.

154. Het kappen of het weghalen van bomen van twee decimeter omtrek of meer wordt gestraft met geldboeten, die bepaald worden naar de volgende maatstaven:

De bomen worden in drie klassen gerangschikt;

De eerste klasse omvat: elk, kastanje, notebloom, iep, es, lariks en acacia;

De tweede: beuk, haagbeuk, esdoorn, plataan, ander naaldbout dan lariks, linde populier, berk, meelbes, kers, vogelkers en andere vruchtbomen;

De derde: esp, els, wilg, lijsterbes en alle andere boomsoorten die niet tot een van de twee vorige klassen behoren.

Voor bomen van de eerste klasse die twee decimeter omtrek hebben, bedraagt de geldboete een frank per decimeter. Vervolgens stijgt zij tragsgewijze, te weten:

Met vijf centiemen per decimeter, tot en met vijf decimeter;

Met tien centiemen voor elk van de volgende vijf decimeters;

Met vijftien centiemen per decimeter, voor bomen van meer dan een meter tot vijftien decimeter;

Met twintig centiemen per decimeter, voor bomen van meer dan vijftien decimeter;

Voor bomen van de tweede klasse wordt de geldboete gesteld op de helft van de hierboven bepaalde bedragen, voor bomen van de derde klasse op het vierde;

Een en ander overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel.

De omtrek wordt gemeten op een meter van de grond.

Omtrek	Bomen van de 1 ^{ste} klasse		Bomen van de 2 ^e klasse	Bomen van de 3 ^e klasse
	Geldboete per decimeter	Geldboete per boom	Geldboete per boom	Geldboete per boom
Decimeter	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1	—	—	—	—
2	1,00	2,00	1,00	0,50
3	1,05	3,15	1,57	0,78
4	1,10	4,40	2,20	1,10
5	1,15	5,75	2,87	1,43
6	1,25	7,50	3,75	1,87
7	1,35	9,45	4,72	2,36
8	1,45	11,60	5,80	2,90
9	1,55	13,95	6,97	3,48
10	1,65	16,50	8,25	4,12
11	1,80	19,80	9,90	4,95
12	1,95	23,40	11,70	5,85
13	2,10	27,30	13,65	6,82
14	2,25	31,50	15,75	7,87
15	2,40	36,00	18,00	9,00
16	2,60	41,60	20,80	10,40
17	2,80	47,60	23,80	11,90
18	3,00	54,00	27,00	13,50
19	3,20	60,80	30,40	15,20
20	3,40	68,00	34,00	17,00
21	3,60	75,60	37,80	18,90
22	3,80	83,60	41,80	20,90
23	4,00	92,00	46,00	23,00
24	4,20	100,80	50,40	25,20
25	4,40	110,00	55,00	27,50

En zo vervolgens met dezelfde verhoging van twintig centiemen voor elke decimeter meer.

De rechter kan naar gelang van de omstandigheden de geldboete tot ten hoogste het dubbele vermeerderen.

Hij kan bovendien de schuldigen veroordelen tot gevangenisstraf van ten hoogste een maand indien de geldboete honderdvijftig frank of minder bedraagt, van ten hoogste zes maanden indien zij meer bedraagt.

155. Indien de bomen waarop het in het vorige artikel vastgestelde tarief toepasselijk is, weggehaald en bewerkt zijn, wordt de omtrek op

de boomstronk gemeten; indien ook de stronk weggehaald is, wordt de omtrek berekend door de som van de afmetingen der vier zijden van de gekanthoude boom te vermeerderen met een vijfde van die som.

Indien boom en stronk verdwenen zijn, wordt de geldboete berekend volgens de dikte, zoals de rechtbank die op grond van de processtukken heeft geschat, en de duur van de gevangenisstraf wordt bepaald overeenkomstig de in het vorige artikel gestelde regels.

156. De in artikel 154 bepaalde straffen worden tot op de helft verminderd ten aanzien van bomen die volkomen droog zijn van kruin tot wortel.

157. De geldboete wegens het vellen of wegens het ontbreken van spaartelgen, hoekbomen, grensbomen en andere te sparen bomen in de kappen in exploitatie of in de kappen van de twee vorige jaren, worden met een derde verhoogd telkens als de soort en de omtrek van de bomen kunnen worden vastgesteld.

Indien het onmogelijk is de soort en de omtrek van de bomen vast te stellen omdat zij met hun stronk weggehaald zijn of om enige andere reden, is de geldboete tien frank tot dertig frank voor een spaartelg van dezelfde leeftijd als het hakhout, dertig frank tot zestig frank voor een spaartelg van middelbare leeftijd, zestig frank tot tweehonderd frank voor een oudere spaartelg.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot de in artikel 154 bepaalde gevangenisstraf.

158. Voor het kappen, uitrusten of kneuzen van alleenstaande jonge elken of beuken van minder dan twee decimeter omtrek in hooghoutkappen, waar dergelijke bomen, hoewel niet gemerkt, van rechtswege moeten worden gespaard, bedraagt de geldboete vijf centiemen per centimeter omtrek.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

159. Hij die in een bos een boom topt, ontschort of verminkt of de hoofdtakken ervan afsnijdt, wordt gestraft alsof hij de boom had geveld.

Hetzelfde geldt ten aanzien van hem die een naaldboom tapt of het hars ervan wegneemt.

160. Hij die windworp of delichthout weghaalt, wordt gestraft alsof hij dat hout had gekapt.

161. De geldboete voor het kappen of weghalen van hout van minder dan twee decimeter omtrek bedraagt, voor elke karrevracht, acht frank tot zestien frank per voorgespannen dier, vier frank tot acht frank per lastdiervracht, en anderhalve frank tot drie frank per mutsaard, takkenbos of mansvracht.

De geldboete wordt verdriedubbeld voor gezaaide of geplante bomen van minder dan twee decimeter omtrek.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

162. Hij die in een bos jong hout uitrust of weghaalt, wordt gestraft met een geldboete viermaal zo groot als die welke in het vorige artikel bepaald is.

Indien dat misdrijf gepleegd wordt in een zaaiploeg of aanplant, door mensenhand aangelegd, wordt bovendien gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee maanden uitgesproken.

163. Hij die stronken van hakhout uitrust, breekt, kneust of door branding of op enige andere wijze beschadigt, wordt gestraft met geldboete van vijftig centiemen voor iedere geschonden stronk.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen.

164. Elke onrechtmatige toeigening van bosterrein wordt gestraft met geldboete van tien frank tot honderd frank, onverminderd de gewone straffen voor het uitrusten of kappen van hout.

165. Hij die zonder wettige redenen in een bos buiten de gewone wegen wordt aangetroffen met een hakmes, aks, bijl, zaag of ander soortgelijk gereedschap, wordt veroordeeld tot geldboete van vijf frank.

Heeft de overtreder geen gereedschap bij zich, dan kan hij naar gelang van de omstandigheden veroordeeld worden tot geldboete van twee frank; wordt het feit vastgesteld in het bos van een bijzonder persoon, dan heeft de vervolging alleen plaats op klacht van de eigenaar.

166. Hij die in een bos zijn voertuig, zijn trek-, last- of rijdieren buiten de gewone wegen doet of laat komen, wordt gestraft met geldboete van vijf frank per voertuig of per last-, trek- of rijdier, onverminderd de toepassing van artikel 168.

167. Het is verboden in een bos of binnen honderd meter ervan vuur te dragen of aan te steken, op straffe van geldboete van tien frank tot honderd frank.

168. De eigenaar van dieren die overdag in een bos van tien jaar en meer in overtreding worden aangetroffen, wordt gestraft met geldboete van vijftig centiemen per varken, van twee frank per woldragend dier, van drie frank per bok, geit, paard of lastdier, van vier frank per stier, os, koe of kalf.

De geldboete wordt tot op de helft verminderd wanneer het gaat om kalveren en veulens beneden een jaar.

De geldboete wordt verdubbeld, indien het misdrijf in een bos van minder dan tien jaar of in aanwezigheid van de bewaker gepleegd is. Zij wordt verdriedubbeld wanneer die twee omstandigheden verenigd zijn.

169. De straffen wegens wanbedrijven en overtredingen in boszaken worden verdubbeld:

1° Indien er herhaling is binnen een jaar, te rekenen van het eerste vonnis tegen de schuldige gewezen;

2° Indien de overtredingen of wanbedrijven bij nacht zijn gepleegd;

3° Indien de schuldigen gebruik hebben gemaakt van een zaag of van vuur om bomen te vellen;

4° Indien de misdrijven in bende of in vereniging zijn begaan.

170. De zagen, bijlen, hakmessen, aksen en andere soortgelijke gereedschappen waarvan de schuldigen voorzien zijn, worden in beslag genomen en verbeurd verklaard.

171. De bij deze wet gestelde straffen worden toegepast, onverminderd teruggave en schadevergoeding indien daartoe grond bestaat.

172. In alle gevallen, in deze titel omschreven, mag de schadevergoeding, met inbegrip van de waarde van de in natura teruggegeven voorwerpen, niet minder bedragen dan de enkele geldboete bij het vonnis opgelegd.

173. De echtgenoten, de ouders, de voogden, de meesters en zij die anderen aanstellen zijn aansprakelijk voor de geldboeten, teruggaven, schadevergoedingen en kosten die voortvloeien uit de veroordelingen, uitgesproken tegen hun vrouw, hun minderjarige kinderen en hun pupillen, die ongehuwd zijn en bij hen inwonen, hun werklieden, voorlieden en andere ondergeschikten, behoudens verhaal als naar recht.

174. De gebruiksgerechtigden [en] de gemeenten [...] zijn aansprakelijk voor de geldelijke veroordelingen die tegen hun hoeders en bewakers uitgesproken zijn wegens wanbedrijven of overtredingen in boszaken gepleegd gedurende de tijd en de uitoefening van de dienst.

Aldus gewijzigd ingevolge artikel 93 van de wet van 14 februari 1961.

175. De straffen die deze wet in enige bijzondere gevallen bepaalt ten aanzien van ambtenaren of beamten en aangestelden van het bosbeheer, zijn onafhankelijk van de straffen die tegen hen kunnen worden uitgesproken wegens ontrouw, knevelarij of machtsmisbruik.

176. Alle bepalingen van deze wet betreffende de bossen die deel uitmaken van het Staatsdomein, zijn mede van toepassing op de bossen waarop de Staat onverdeelde eigendomsrechten heeft hetzij met gemeenten of openbare instellingen, hetzij met bijzondere personen.

Voor de bossen die onverdeeld zijn tussen gemeenten of openbare instellingen en bijzondere personen, geldt dezelfde regeling als voor de bossen die uitsluitend aan gemeenten of openbare instellingen toebehoren.

TITEL XIII.

Bossen van bijzondere personen.

177. Wachters van bossen van bijzondere personen kunnen hun ambt niet aanvaarden dan nadat zij, op advies van de ambtenaar van het bosbeheer in het betrokken gebied, door de provinciegouverneur erkend zijn en voor de rechtbank van eerste aanleg de eed hebben afgelegd.

Zij moeten volle vijftientwintig jaar oud zijn.

Zij kunnen door de gouverneur, op advies van de ambtenaar van het bosbeheer, van de leeftijdsvoorwaarde vrijgesteld worden binnen de bij artikel 10 bepaalde grenzen.

178. De bepalingen van titel IX betreffende de gebruiksrechten zijn mede van toepassing op de bossen van bijzondere personen, met uitzondering van de artikelen 84, 89 en 102.

179. De bepalingen van de artikelen 107, 108, 109 en 110, eerste en derde lid, zijn eveneens van toepassing op de bossen van bijzondere personen.

180. Processen-verbaal opgemaakt door wachters van bossen van bijzondere personen leveren bewijs op zolang het tegendeel niet bewezen is.

181. De bepalingen van de artikelen 122, 123, 124, 125, 126, 127, 129, 130, 131, 133, 136, 143, 145 en 147 zijn mede van toepassing op de vervolgingen die in naam en in het belang van bijzondere personen ingesteld worden wegens wanbedrijven en overtredingen in hun bossen gepleegd.

Wanneer echter, in het geval van artikel 131, het in beslag genomen vee moet worden verkocht, wordt de netto-opbrengst van de verkoop in de Deposito- en Consignatiekas gestort.

182. Processen-verbaal, opgemaakt door wachters van bossen van bijzondere personen, worden binnen een maand [...] overhandigd aan de procureur des Konings of aan de politiecommissaris van de gemeente waar het vrederecht gevestigd is, of aan de burgemeester wanneer in die gemeente geen politiecommissaris is, naar gelang van hun onderscheiden bevoegdheid.

Aldus gewijzigd bij het enige artikel van de wet van 15 december 1928.

183. Voor wanbedrijven en overtredingen gepleegd in bossen van bijzondere personen zijn de straffen, de schadevergoeding en de teruggave dezelfde als voor wanbedrijven en overtredingen gepleegd in bossen onder bosregeling.